

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

ESSAI

SUR

LES BAILLIS ET SÉNÉCHAUX ROYAUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

Octave TIXIER

AVOCAT

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LICENCIÉ ES LETTRES



ORLÉANS

IMPRIMERIE MORAND

47, RUE BANNIER, 47

—
1898

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner ni approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent
être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

ESSAI

SUR

LES BAILLIS ET SÉNÉCHAUX ROYAUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le lundi 24, janvier 1898, à 10 heures

PAR

Octave TIXIER

AVOCAT

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LICENCIÉ ES LETTRES

Président : M. CHÉNON.

Suffragants : { MM. LEFEBVRE, *professeur.*
 { BERTHÉLEMY, *agrégé.*

ORLÉANS

IMPRIMERIE MORAND

47, RUE BANNIER, 47

—
1898



A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A MA MÈRE

INTRODUCTION

Le but de cette étude est l'esquisse de l'histoire d'un des ordres de fonctionnaires les plus intéressants de l'ancien régime. A la fin du ^{xii}^e siècle, au moment où la royauté capétienne commence à se débarrasser des difficultés qui arrêtaient l'essor de son développement, où elle prend un peu conscience de sa force et entame avec ses adversaires la lutte décisive, des agents apparaissent qu'on appelle, d'un nom un peu vague, les baillis et qui, jouissant de tous les pouvoirs, remplissant toutes les charges, assurent le triomphe de leurs maîtres. Pour combattre les grands vassaux, pour réduire les empiétements de l'église sur le pouvoir temporel, pour dissiper l'inquiétude que cause la croissance excessive des libertés communales, pour réaliser enfin l'assimilation des provinces annexées aux provinces françaises, il faut des officiers actifs, subtils et préparés à toutes les besognes ; et, en effet, les baillis sont à la fois des juges, des financiers et des hommes de guerre.

Et parce qu'ils ont été tout cela en même temps, ils ont contribué à abattre les frontières qui séparaient les diverses provinces ; ils ont renversé la muraille de Chine qui isolait le nord et le midi, chacun dans sa région ; ils ont aidé à l'unification de la France et par là à la formation de la patrie commune ; ils ont été pour quelque chose dans

la création de l'âme française. En universalisant l'idée du pouvoir de la royauté, ils ont fait apparaître le sentiment, — confus certes et dont les conséquences n'étaient point prévues, — le sentiment de la nation, l'idée d'une vie collective, la même pour tous, en dehors et au-dessus de la vie individuelle de chaque région. C'est à eux qu'on doit, sinon l'assimilation complète des Normands et des Languedociens aux gens de l'Ile de France et de l'Orléanais, du moins sa préparation ; et ce n'est pas un mince mérite que celui qui rejaillit sur eux d'avoir contribué à l'enrichissement de ce fonds commun d'idées générales, qui fait qu'une nation prend conscience d'elle-même et de ses destinées, réalise son accord harmonique et fait entendre dans le concert de l'humanité la note qu'elle répètera à travers les âges et qui fera éternellement retentir son nom.

Mais à côté de cette grande lueur qui fait briller d'un si vif éclat la fonction baillivale, il faut signaler quelques ombres ; en supprimant tout ce qui était susceptible de gêner la royauté, ils ont annihilé des éléments de liberté, dont le développement eût été utile : les libertés communales et provinciales ont à peu près disparu sous leurs efforts et ils ont facilité la tâche de la monarchie absolue.

Dans la partie même de leur œuvre qui paraît excellente, ils ne sont pas exempts de tous reproches : sans doute, ils firent accepter la domination du roi, mais à quel prix ? La Normandie et les autres provinces anglaises furent attachées à la couronne sans violences, et pourtant Nicolas de Brai, dit sous Louis VIII que la Normandie, à peine sous le joug d'un autre roi, regrette le roi

Richard. Mais que dire de ce qui se passa dans le Midi où les gens du roi eurent affaire à des révoltés qui étaient en même temps des hérétiques ? La nomination des anciens comtes était amèrement regrettée et l'annexion coûta bien de l'argent et des larmes aux malheureux méridionaux, après avoir fait couler bien du sang. Habités aux duretés de la guerre, les sénéchaux n'étaient guères accessibles à la pitié ; ils vivaient sans remords sur le pays conquis, empêchant même les vellétés de révolte, supprimant toute possibilité de tentative particulariste ; peut-être entrevoyaient-ils, d'une manière infiniment vague au reste, la grandeur de leur tâche : l'unité de la France à réaliser ; la rudesse de leur esprit et de leur politique, qui semblait avoir emprunté aux armures leur raideur, les empêchait de comprendre que l'unité peut s'accorder avec des diversités de détail et de forme, que le meilleur moyen de la réaliser n'est pas d'enlever aux provinces leur cachet particulier, et que, sous une direction supérieure commune, des développements autonomes et différenciés peuvent pourtant converger vers un but unique et identique.

Quoiqu'il en soit, leur œuvre fut telle ; tâche de combat avant tout. Et comme ils avaient été créés spécialement pour la lutte, on ne les comprit plus lorsqu'elle fut terminée. Il parut qu'ils avaient trop de pouvoirs et qu'ils étaient incapables de suffire à toutes les besognes ; aussi on démembra leurs charges ; il y en eut qu'on leur enleva tout à fait, on leur en laissa d'autres nominativement, et celles qu'ils exercèrent jusqu'à la fin n'avaient plus d'importance. Ils durèrent ainsi se survivant en quelque sorte

à eux-mêmes ; ils n'étaient plus qu'un de ces inutiles fardeaux dont les régimes vieillis s'encombrent, qu'ils s'entêtent à conserver, comme par une reconnaissance obscure des services autrefois rendus, et qui ne disparaissent qu'avec eux-mêmes.

PREMIÈRE PARTIE

LES DÉBUTS DE L'INSTITUTION

CHAPITRE PREMIER

LES ORIGINES

Ce premier chapitre se divise naturellement en deux sections, l'une se rapportant aux baillis, l'autre aux sénéchaux, car l'origine de cette double série de fonctionnaires, pour être très voisine, n'en est pas moins assez différente pour nécessiter une double étude.

I. Origine des baillis.

L'origine de la fonction baillivale n'a pu être discernée qu'avec beaucoup de difficultés. Les premiers textes, où il soit question d'une façon indiscutable des vrais baillis, nous les présentent comme des administrateurs bien connus et négligent de donner sur la période antérieure aucun renseignement. De plus, on trouve dans le courant du XII^e siècle un assez grand nombre de textes où sont employés les mots *bajulus*, *ballivus* et même *ballivia* ; mais ils ne font qu'augmenter l'obscurité, car leur portée est

tout à fait incertaine et prête à de multiples controverses.

Aussi les hypothèses les plus diverses, mais toutes également erronées, ont-elles été émises. Aujourd'hui la question est à peu près tranchée, et s'il y a encore des détails à fixer, des dates à préciser, le principe au moins n'est plus douteux. Il n'y a pas eu de création un certain jour, d'après un plan préconçu et suivant une méthode arrêtée ; mais par une lente et presque inconsciente élaboration, les baillis se sont dégagés d'une série d'institutions ou plus exactement de pratiques administratives antérieures.

Il semble d'ailleurs assez étonnant que l'on ait surtout en ce siècle accumulé tant d'erreurs en cette matière. D'abord depuis longtemps, — nous essaierons du moins de le prouver, — la vérité avait été pressentie et il n'y avait plus qu'à suivre la voie indiquée, — indirectement et complètement sans doute, — mais enfin indiquée par les vieux auteurs. Et d'ailleurs, même en l'absence des travaux de Rouillard, Guyot, etc., la connaissance qu'on avait de l'histoire du moyen âge devait suffire à révéler le sens dans lequel devaient être dirigées les recherches. On voit bien qu'à cette époque, on passe d'une organisation à l'autre, par une suite de transitions presque insensibles, que les institutions se mêlent, se compliquent l'une l'autre, et se dégagent l'une de l'autre ; on voit bien surtout qu'il n'y a point d'exemple de décret ou d'ordonnance créant soudain une classe de fonctionnaires et l'organisant en même temps. On ne devait point dès lors s'étonner de trouver des *ballivi* au XI^e siècle ou même avant ; on ne devait pas chercher à donner partout et

toujours le même sens au même mot, mais remarquer qu'apparu avec une signification large, il avait ensuite désigné une certaine fonction et elle seule, et il ne serait plus resté de difficultés que pour la période intermédiaire où l'expression s'est précisée. Tout au contraire, on a voulu rattacher à un roi en particulier, et à telle date la fondation de cette institution ; cela sans autre raison, qu'une créance aveugle à quelques affirmations non contrôlées, mais comme les divers auteurs s'entre reproduisaient en se citant, le nombre des autorités semblait augmenter d'année en année, mais les erreurs se multipliaient. C'est ainsi qu'on a ruiné le peu de résultats qu'avaient obtenus nos devanciers et il a fallu reprendre les études à leur base pour que la vérité apparût enfin.

Nous allons étudier les diverses opinions émises et les discuter en retenant de chacune d'elles, ce qui nous permettra d'arriver à une conclusion. Bien entendu, nous ne nous occuperons que des auteurs qui ont particulièrement étudié la question. Ainsi il ne sera pas cité d'historiens tels que Michelet ou Henri Martin qui n'en ont dit qu'un mot en passant ; Wallon, Wailly, Beugnot, etc., ne seront pas non plus mentionnés, ces auteurs ne traitant de l'origine des baillis qu'occasionnellement et s'étant contentés d'adopter sans discussion une thèse signalée sous un autre nom.

Les écrivains de l'ancien droit avaient déjà sérieusement traité la matière. Quelques-uns sans doute avaient émis des idées témoignant d'une remarquable imagination, par exemple l'auteur du traité de la Police : pour lui, les rois envoyaient en province des officiers inspecteurs, mais

sur les plaintes des seigneurs, il n'y eut plus que quatre baillis ordinaires, et comme Paris n'avait point eu de part aux troubles de la province, il n'y eut jamais qu'un prévôt (1). Cela ne se discute pas, mais mérite d'être cité pour la curiosité.

Trois théories sérieuses avaient été indiquées, qu'on peut rattacher aux noms de Ducange, de Brussel et de Guyot.

Celle de Guyot me paraît avoir contenu en germe la vérité. Elle avait été énoncée pour la première fois par Rouillard (2) et reprise par François Le Maire (3) qui, sans en tirer tout ce qu'elle contenait et en y mêlant de graves erreurs, avait pourtant écrit quelques pages intéressantes. Il faisait descendre directement les baillis des *missi dominici*, ce qui est évidemment une erreur, les *missi dominici* ayant disparu bien avant le XII^e siècle (4). Ces délégués étaient envoyés et « baillés » par les provinces : de là sont venus les baillis ; c'est une agréable façon de jouer sur les mots (5). L'établissement définitif aurait daté de la troisième race, sans qu'on puisse déterminer sous quel roi il eut lieu : il aurait été déterminé d'une part par la nécessité de remplacer les vicomtes qui tendaient à l'hérédité et d'autre part par le désir d'amener le bon fonctionnement de la justice en remplaçant les anciens commissaires

(1) Delamare, *Traité de la police*, tome I, pages 45-47.

(2) *Histoire de Melun*, page 459.

(3) *Antiquités d'Orléans*, pages 240 et s.

(4) Ladislas Grabski. *Décadence de l'institution des missi dominici en France et en Italie*. Cet ouvrage présenté pour le diplôme d'études supérieures ne m'est connu que par ses positions.

(5) Jean Chenu. *Antiquités de Bourges*, page 107, exprime la même idée dans des termes presque identiques.

nomades par des juges sédentaires. On apercevrait un bailli de Berry sous Louis VII en 1145 et le testament de 1190 ne ferait que compléter une ordonnance de 1158. Ces premiers baillis étaient qualifiés « de Monseigneur le Roi » ou « de Notre sire le Roi », tant parce qu'ils étaient révocables à volonté que parce qu'ils étaient commissaires généraux en diverses provinces ou villes sans ressort déterminé. De tout ce qui précède, nous pouvons retenir au moins deux idées, la première est la possibilité d'un rapport entre les baillis et les envoyés royaux que le Le Maire appelle d'abord improprement *missi dominici* et plus justement ensuite palatins ; l'autre, c'est que ces officiers étaient envoyés en province sans circonscription fixe.

Guyot (1) s'était approché de la vérité et aurait même pu l'atteindre, s'il avait suivi son idée jusqu'au bout. « Ils étaient originairement, dit-il, des commissaires ou pour mieux dire, des gardiens et des protecteurs baillés par le roi aux provinces, pour savoir si les comtes qui rendaient pour lors la justice à ses sujets s'acquittaient fidèlement de leurs devoirs. Ces officiers étaient chargés de parcourir chacun la province qui lui était destinée et de s'informer si dans l'administration de la justice, il ne se commettait point d'abus ni de malversations. Lorsqu'on avait lieu de se plaindre des décisions des juges ordinaires, les baillis écoutaient les griefs qu'on avait à leur proposer et ils corrigeaient ou confirmaient souverainement en

(1) *Dictionnaire de Jurisprudence*. Au mot « Bailli » ; première partie : De l'origine des baillis et de leurs fonctions anciennes ; article de Merlin (et non de Boucher d'Argis, comme le dit à tort M. Borrelli de Serres).

dernier ressort ces mêmes décisions, tant en matière civile qu'en matière criminelle. Cependant, quand on portait devant eux des affaires d'une grande importance, au lieu de se décider, ils devaient, en se conformant à leur commission, les réserver au Conseil du Roi, qui rendait lui-même ou qui faisait rendre un arrêt sur ces sortes d'affaires ».

Guyot a donc bien remarqué que la fonction baillivale n'était pas le résultat d'une ordonnance, mais la conséquence d'une organisation antérieure ; il l'a, comme Le Maire, rattachée aux commissaires royaux et il a en outre bien vu, ce que Le Maire avait seulement fait pressentir par quelques indications vagues, qu'il y avait un rapport entre eux et la *Curia Regis*. Il a eu le tort d'attribuer à Philippe le Bel l'établissement à Paris d'un parlement sédentaire, mais il a eu du moins le mérite de nous indiquer que seulement « depuis lors les baillis d'ambulants qu'ils étaient sont devenus sédentaires, chacun dans son département et c'est ce département qu'on appelle bailliage ou sénéchaussée ».

Nous pouvons donc retenir, sinon comme acquis, puisque Guyot avait négligé les vérifications indispensables, du moins comme probable, que les baillis descendent des palatins envoyés en tournées dans les provinces, qu'il y a une relation entre eux et la Cour du Roi, et qu'ils ne sont devenus qu'assez tard baillis de telle région, que leur sédentarité a correspondu à celle du Parlement. A coup sûr, il ne faudrait pas dire qu'après cet article, il n'y eut plus rien à faire, mais enfin la bonne voie était indiquée : malheureusement deux autres théories étaient nées.

La première, qui n'eut pas beaucoup de succès, était soutenue par Ducange (1). Il croyait à l'antériorité des baillis seigneuriaux sur les baillis royaux. Les comtes s'étant appropriés la justice, nommaient des vicaires et ce furent là les baillis que les rois leur empruntèrent. Ducange ne cherchait point à indiquer une date précise ; il citait bien une charte de Henri II, roi d'Angleterre, de 1155 ; mais il reconnaissait lui-même que la portée en était incertaine. Comme cette hypothèse a été reprise avec quelques modifications par un auteur contemporain, nous étudierons un peu plus loin les raisons pour lesquelles nous croyons devoir la repousser.

Au rebours de Ducange, Brussel (2) considérait les baillis royaux comme antérieurs aux baillis seigneuriaux et il rapportait l'initiative et le mérite total de l'institution à Philippe-Auguste : cette opinion a fait fortune. Pour lui, il n'y avait point de baillis sous Louis VII, et en effet il cite des actes importants qui ne sont adressés qu'à des prévôts. Il se laisse embarrasser par la charte de Henri II d'Angleterre, et par une charte délivrée en 1178 par Henri le Libéral ou le Large, comte de Champagne. Ces textes ne sont pas irréfutables et Brussel en eût sans doute facilement touché le point vulnérable, s'il se fût rattaché aux idées de Le Maire et de Rouillard ; mais il était hypnotisé par une idée fixe : démontrer qu'on ne rencontre point de baillis avant 1190. Philippe-Auguste avait nourri le plan de cette institution et il fallait la ratta-

(1) Ducange. Glossaire. Au mot *Baillivus*.

(2) Brussel. *Usage général des fiefs*, tome 1, pages 501 et s.

cher à la disparition du grand sénéchal, qui avait pour mission principale de surveiller les prévôts et qui devait être supprimé, quand ce rôle fut attribué aux baillis. Cette interprétation fut admise sans conteste au xix^e siècle; or, il n'y a entre la création de la fonction baillivale et l'extinction du dapiférat, ainsi que nous le verrons, qu'une coïncidence toute fortuite, et même la coïncidence n'est pas complète, les baillis étant cités dans les actes royaux dès 1185 (1) et le dernier sénéchal, Thibaut de Champagne, étant mort sous Ptolémaïs en 1191.

Tel se présentait l'état de la question aux érudits du xix^e siècle. Ils se rallièrent presque tous aux idées de Brussel. Jusqu'à MM. Moniot et Luchaire, personne ne revient aux opinions de Le Maire et Guyot.

Ainsi M. de Raynal (2), dans un ouvrage d'ailleurs fort remarquable, rattacha la création au seul Philippe-Auguste. Les prévôtés, isolées et sans rapports entre elles, ne suffisaient plus « ni aux intérêts du domaine, ni aux continuel progrès de l'autorité royale »; d'autre part, le grand sénéchal ne pouvait surveiller efficacement tous les prévôts. Les baillis furent institués pour les surveiller et par voie de conséquence supprimèrent le dapiférat, puisqu'ils avaient enlevé au sénéchal sa plus importante fonction. En dehors du démenti opposé par les faits à cette assertion, je comprends mal qu'on n'ait pas vu combien elle était contraire à la logique. En effet, si l'on pose en principe que les prévôts sont trop nombreux et trop éloignés

(1) Voir les textes cités par Borrelli de Serres.

(2) *Histoire du Berry*, tome 2, pages 113-115.

du pouvoir central, on aboutit à la nécessité d'une nouvelle série d'intermédiaires, et c'est tout : les baillis ne sont-ils pas nombreux ? pour la plupart, ne sont-ils pas éloignés du siège du gouvernement ? ne faut-il pas enfin les surveiller, et qui peut être mieux placé pour cela que le sénéchal ? Dans la théorie de Raynal, qui a été aussi celle de Beugnot, de Wailly, de Wallon, de Boutaric et de bien d'autres, on devait logiquement considérer les baillis comme des officiers supérieurs aux prévôts et inférieurs au sénéchal ; c'est à lui qu'ils auraient dû rendre compte de leurs actes, et bien loin d'amener l'extinction du dapi-férat, une institution ainsi conçue l'eût consolidé, puisqu'au lieu d'éparpiller l'attention du sénéchal, on la concentrerait. Cependant ni Raynal ni les écrivains postérieurs ne se sont aperçus de cela, uniquement préoccupés qu'ils étaient d'établir une relation, même artificielle, entre deux événements qui avaient à peu près coexisté.

Daresté de la Chavanne (1), tout en acceptant la théorie courante, y avait mélangé certaines idées qui auraient pu le conduire à des découvertes intéressantes, mais qui mal comprises l'amènèrent à des conclusions extraordinaires. Le sénéchal ayant trop à faire, on l'aida par l'envoi de commissaires royaux, de *missi dominici* (1), qui faisaient des tournées dans les provinces et qui ne devinrent permanents qu'en devenant baillis. Ils n'avaient à s'occuper que de certaines affaires, « celles qui avaient un caractère politique par exemple ». Cette affirmation, qui n'est pas appuyée même d'une apparence de preuve, pa-

(1) *Histoire de l'administration française*, tome I, page 256.

rait bien surprenante. La qualification de *missi dominici* donnée aux palatins est également curieuse, l'analogie évidente entre les idées qui présidèrent à l'envoi en province de ceux-ci et de ceux-là a amené sans raison leur confusion sous un nom commun.

Une opinion un peu en dehors des opinions reçues avait été présentée dans une monographie sur les baillis de la Brie par M. Lefèvre (1). Il pensait que les premiers bajuli, ceux qu'on voit au début du XII^e siècle, n'étaient que « des gardiens, des administrateurs domaniaux, comme les prévôts, au même titre et au même rang. Mais l'idée féodale, qui rattachait à la possession du sol les droits et les pouvoirs ravis à la royauté et à la glèbe tous les hommes qu'elle nourrissait, ne permit pas de confier à des officiers le domaine sans la justice : du moins les fonctions judiciaires entrèrent-elles bientôt dans leurs attributions. Nul doute encore qu'ils n'aient été des tuteurs destinés par le seigneur aux faibles qui réclamaient sa protection. » Ce passage a été cité en son entier, parce qu'il a paru très important de le combattre : en effet il est radicalement faux, quoiqu'il contienne des vues exactes. Qu'il y ait eu dans le cours du XII^e siècle des baillis, qui n'étaient que de simples administrateurs domaniaux, des protecteurs des faibles, nous n'en doutons pas : Ducange et Brussel en avaient depuis longtemps fait la remarque. Que les baillis du XIII^e aient eu ce double caractère, avec certains autres, cela est encore certain. Mais qu'il y ait eu des bajuli, fonctionnaires quelconques, en-

(1) Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, cinquième série, tome 21. *Les baillis de la Brie au treizième siècle*, pages 180-181.

voyés par le roi, (ou par le seigneur, cela revient au même pour la théorie générale), pour faire valoir telle métairie ou garder tel château, et qu'on ait ensuite donné à ces bailli des fonctions de plus en plus importantes, uniquement par suite du développement des idées féodales, et que la justice leur ait été finalement accordée, voilà qui est tout à fait inexact. L'erreur est même presque incompréhensible : le droit de justice ne pouvait être reconnu aux baillis comme une conséquence de la possession de la terre, puisqu'ils ne la possédaient pas.

Boutaric (1) se contenta d'admettre sans plus de discussion, que les baillis furent créés par Philippe-Auguste et remplacèrent le sénéchal ; il modifie seulement le motif du roi : il aurait craint ce grand officier, et changeant d'un seul coup, ce qui semble bien contraire aux habitudes du Moyen Age toutes les anciennes traditions dangereuses pour sa puissance, il aurait remplacé le dapiérat par une classe de fonctionnaires amovibles, révocables et au plus viagers. La partie utile de l'ouvrage de Boutaric est celle où il fait un départ entre les assertions de Brussel et de Ducange, et essaie de démontrer la part de vérité contenue dans les uns et les autres. Brussel a raison, s'il entend par baillis des officiers ayant une juridiction supérieure et surveillant les prévôts ; il n'y en a point eu avant la fin du XII^e siècle. Mais Ducange a raison contre lui, en ce sens qu'avant Philippe-Auguste, les grands fonctionnaires avaient déjà parmi leurs officiers des fonctionnaires dont les attributions variaient suivant les ré-

(1) Boutaric. *Saint-Louis et Alfonse de Poitiers*, p. 129 et s.

gions et qu'on appelait baillis. Cette distinction est exacte, mais elle laisse subsister au moins une difficulté : s'il y a une différence entre les baillis seigneuriaux, — laïques ou ecclésiastiques, — de l'entrée du ^{xii}^e siècle, et les grands baillis de la fin du même siècle, les derniers ne sont-ils pas cependant sortis des premiers, à la suite d'une série de transformations ? Ainsi la question de l'antériorité entre les baillis royaux et seigneuriaux n'était pas tranchée ; et elle fut reprise dans ces dernières années, présentée d'ailleurs autrement que n'avait fait Ducange et soutenue par de nouveaux arguments.

M. Esmein (1) sait bien que l'on ne peut « dire au juste à quelle date furent créés les baillis » et que « comme la plupart des institutions anciennes, celle-ci ne fut pas le résultat d'un plan d'ensemble et d'un système préconçu ; mais qu'elle eut pour point de départ des faits particuliers et accidentels, puis se généralisa peu à peu ». Les seigneurs dont le fief représentait un petit état avaient ordinairement un officier supérieur appelé sénéchal ou bailli, « qui surveillait les officiers inférieurs comme le roi avait le grand sénéchal surveillant les prévôts ». Plusieurs de ces grands seigneurs furent réunis à la couronne et pour des motifs politiques, l'on y conserva l'organisation ancienne : c'est ce qui arriva en 1137 lors de la réunion à la France du Poitou, de la Saintonge et du Bordelais, à la suite du mariage d'Aliénor d'Aquitaine et de Louis VII. On comprit les avantages du système que l'on étendit aux possessions royales : c'est ainsi qu'apparurent les baillis.

(1) *Précis d'histoire du Droit Français*, pages 314 et s.

Malgré son apparente vraisemblance, cette thèse doit être repoussée. D'abord un exemple unique serait insuffisant à la rendre inattaquable, et de plus l'auteur a signalé lui-même son erreur. Les provinces, auxquelles il fait allusion et qui sont les provinces anglaises, avaient un officier dont les pouvoirs correspondaient très exactement à ceux du grand sénéchal et non à ceux des baillis. Lorsque les sénéchaux de l'Ouest et du Midi devinrent les égaux des baillis, ce fut à la suite d'une diminution de leurs pouvoirs. Philippe-Auguste avait installé, à côté d'eux, de vrais baillis, ou bien avait réduit leur autorité. On ne peut établir un rapport de filiation sérieux entre ces seigneurs pourvus de fonctions considérables et héréditaires et les modestes officiers révocables et viagers qu'étaient les baillis. Il faut donc chercher leur origine ailleurs que dans les sénéchaux anglais, comme ailleurs que dans ces fonctionnaires d'ordre indéterminé dont parle Ducange : il faut donc revenir aux études de Rouillard, de Le Maire et de Guyot.

M. Luchaire (1), qui inaugura cette nouvelle série de travaux, ne rompit pas tout d'abord avec les anciennes traditions. Il croyait à la possibilité d'une origine ecclésiastique pour le mot *bajulus*, qu'on rencontre dans une charte de l'abbaye de Saint-Denis datée de l'an 1026 et qui se retrouve, par exemple, dans les cartulaires de Saint-Bertin et de Cluny (2). En tous cas, il existait certainement, avant Philippe-Auguste, mais avec un sens incertain,

(1) Luchaire. *Institutions*, tome I, pages 213-215, et *Manuel*, pages 514 et s.

(2) *Cartulaire de Saint-Bertin*, édition Guérard, page 366.

et c'est justement grâce à cette imprécision qu'il put ensuite désigner des fonctionnaires supérieurs aux prévôts. M. Luchaire croyait encore à une relation entre leur développement et la suppression du dapiférat, dont les attributions étaient réduites ; mais ce rapport était présenté avec une atténuation qui le rendait conciliable avec nos propres idées ; M. Luchaire ne disait plus, en effet, qu'il y avait eu entre la création d'une institution et l'extinction de l'autre, un rapport prévu de cause à effet ; mais simplement que les baillis avaient en main certains pouvoirs reconnus antérieurement au sénéchal, si bien que celui-ci était devenu moins nécessaire : comme on se souvenait en outre qu'il avait été et pouvait encore être dans la suite dangereux, on ne remplaça pas Thibaut de Champagne, lorsqu'il mourut en 1191, à Ptolémaïs. Dans cette mesure, la proposition est acceptable ; si l'on est bien convaincu que les baillis ont été institués dans un tout autre but que la suppression du sénéchal, on peut cependant admettre qu'ils n'y ont pas nui. Mais, d'ailleurs, quand M. Luchaire donne comme un argument la synonymie de nom entre l'officier disparu et les sénéchaux de l'Ouest et du Midi, c'est une évidente erreur.

M. Luchaire a concilié sa théorie avec celle qu'avait émise M. Moniot (1) et nous arrivons ici à la vérité. Ce dernier historien trouve, dans les palatins, que les rois envoyaient en province, avec des missions intimes, les pré-

(1) Cet auteur a exposé ses idées dans une leçon faite à l'école des Hautes Études et dans sa thèse d'agrégation. Ces deux travaux sont restés inédits et l'on n'en connaît que le résumé fait par M. Luchaire dans son manuel, *loc. cit.*

décesseurs immédiats des baillis. Il a suffi que leurs délégations se soient répétées avec une fréquence suffisante et aient pris un caractère de permanence, au moins relative. Cela correspondrait à l'évolution qui, aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles, transforma les maîtres des requêtes en intendants. M. Luchaire ajoute que l'institution, à ses débuts, eut un caractère flottant ; le mot *ballivia* désigna pendant longtemps la fonction plutôt que la circonscription et le bailli est dit « de Notre Sire le Roi ». Ainsi, quoique résidant en province, il fait plutôt partie de l'administration centrale. On peut ajouter que, dans le bailliage de Mâcon, constitué par Saint-Louis, une transformation semblable se produisit (1) ; à plus forte raison a-t-elle dû avoir lieu lors de l'apparition de l'organisation. On voit que les idées principales, sur lesquelles devait porter toute l'attention des historiens, étaient mises en relief dans le travail de M. Moniot : il ne restait plus qu'à le fortifier par des faits précis.

M. Petit-Dutaillis, dans son étude sur Louis VIII (2), s'efforça de rassembler les preuves qui manquaient encore. Il remarqua que, sous ce roi, les baillis étaient ses lieutenants et n'avaient pas de fonctions précises à exercer dans une circonscription exactement délimitée. Ses arguments en forme étaient au nombre de quatre. L'épithète *ballivus* est très vague ; elle a désigné même des officiers peu importants et la formule « *omnibus baillivis suis* » qui clôt

(1) Furgeot : Les baillis de Mâcon, sénéchaux de Lyon. Positions des thèses de l'Ecole des Chartes, 1878. Cet ouvrage n'est connu que par ses positions.

(2) Petit-Dutaillis. *Etude sur Louis VIII*, thèse présentée à la Faculté des Lettres, 1895.

beaucoup d'actes royaux, s'applique aux serviteurs du roi en général. M. Borrelli de Serres n'a pas été pleinement convaincu par cet argument ; il n'a, suivant lui, de portée réelle que s'il s'agit d'un acte où on désigne des lieux qui ne soient point le siège d'assises ; mais deux autres interprétations sont possibles ; la formule pourrait aussi s'appliquer à tous les baillis présents et futurs, et, dans cette hypothèse, en effet, le raisonnement cesse d'être probant. Quant au troisième sens, et qui est, si j'ai bien compris la pensée de M. de Serres, que l'on pouvait appeler d'un tel nom les délégués de la *Curia Regis* en un certain lieu où ils tenaient leurs assises, il me semble qu'il ne contredit pas l'opinion de M. Petit-Dutaillis : si les délégués de la *Curia Regis* avaient ce titre, c'est qu'on le donnait à des fonctionnaires qui ne rentraient pas dans une organisation définitive, à des officiers royaux quelconques remplissant pour leur maître certains services, comme celui de justice. En second lieu, le compte de 1226-27 montre des personnages qui ne semblent pas avoir eu à administrer une région bien déterminée et auxquels doit appartenir la qualité de bailli, si l'on en juge par la nature des revenus qu'ils perçoivent. — De même les bailliages, lorsqu'ils existent, sont très variables dans leurs limites et on peut voir plusieurs baillis sur un même territoire. — Enfin, jusqu'au règne de Philippe le Bel, on les retrouve souvent parmi le personnel de la Cour royale.

Les dernières recherches sur le sujet sont celles de M. Borrelli de Serres (1). Sans connaître les travaux de

(1) *Recherches sur divers services publics de la France du XIII^e au XVII^e siècle*, pages 195 et s.

MM. Luchaire, Moniot et Petit-Dutaillis, il est arrivé aux mêmes résultats : il considère les baillis comme appartenant à l'administration centrale, il en fait, en quelque manière, un prolongement de la *Curia Regis*. Pour uniformiser les justices, fortifier et surveiller l'action des cours prévôtales, elle envoyait des députés au nombre de deux à quatre, quelquefois cinq, qui tenaient des assises périodiques, où le nom d'officielles leur était réservé, tandis que les prévôts et autres membres de l'assise avaient celui d'*assessore*s. Cette cour provinciale remplaçait la cour royale et, autour de la ville, chef-lieu de l'assise, il y avait une certaine circonscription qui en ressortissait. Plusieurs de ces petites circonscriptions réunies formaient un groupe, où les mêmes délégués revenaient régulièrement et présidaient sans doute à tour de rôle. Comme la *Curia* avait tous les pouvoirs, il devait en être de même pour ses délégués. Leurs opérations financières et militaires exigèrent qu'on les établit dans un ressort fixe. La localisation ne devint à peu près complète que sous Saint-Louis, et, dès lors, les baillis sont devenus de véritables agents du pouvoir central et ont cessé de faire ordinairement partie de l'entourage du roi.

Pour arriver, à notre tour, aussi près que possible d'une conclusion définitive, nous chercherons s'il y a eu des délégations habituelles de palatins et les fonctions de ces commissaires. D'autre part, nous essaierons de suivre le mot *ballivus* dans les transformations qui l'ont amené à se préciser : nous verrons comment il s'est particulièrement attaché aux officiers de justice.

Les palatins étaient des laïques ou des clercs, souvent

dépourvus de tout titre officiel, qui aidaient le roi à expédier les affaires courantes et lui servaient ainsi de conseillers. Ils souscrivent les chartes, donnent leur avis dans les actes administratifs, concourent à la justice et enfin, à une époque où, par suite d'une mauvaise organisation, les fonctionnaires locaux sont souvent les pires ennemis du roi, ils servent à les surveiller ou à les remplacer. La présence de ces palatins dans les provinces nous est attestée par un certain nombre de textes : ainsi Geoffroi, archevêque de Bordeaux (1130), dans une lettre où il s'excuse de n'avoir pu assister à une réunion, indique que la convocation avait été faite par Thierry Galleran, de la part du roi (1) ; de même Geoffroi de Rancon écrit à Suger que la terre de Poitou lui a été remise par Louis VII et lui dit : « *Cadurcus cancellarius, quem in terram illam misistis, valde eam turbavit et maximam pecuniam adquisivit* » (2). Louis VII charge quatre évêques d'arranger un différend entre les bourgeois de Loudun et leur évêque (3). Dans d'autres actes de Louis VII encore, la présence des palatins est signalée (4) ; et on leur donne des missions absolument diverses, touchant à toutes les branches du gouvernement, ce qui indique bien que, lors de leur délégation, le roi leur confiait tels pouvoirs qu'il appartenait (5). Il faut aussi remarquer que la présence

(1) H. F. *Lettres de Suger*, tome XV, page 524.

(2) *Ibidem*, page 499.

(3) H. F. *Lettres de Louis VII*, tome XV, page 157, note A.

(4) Ainsi la présence de Théodéric Galeran en province, est signalée à plusieurs reprises dans une note sur les palatins à l'appendice des institutions monarchiques, de M. Luchaire.

(5) Ainsi, outre les autres actes cités, voir Luchaire. *Actes de Louis VII*, nos 87, 286, 703, etc.

des palatins n'est jamais signalée que d'un mot ou par allusion ; c'était donc un cas très fréquent, ne présentant rien d'anormal et ne méritant aucune mention particulière.

C'est à l'époque où les palatins sont envoyés en province que la qualification de bailli commence à apparaître dans un certain nombre de textes. L'origine exacte du mot n'est pas connue. Ducange rapporte qu'on avait été chercher son étymologie jusque dans Baal. Il a peut-être servi pour la première fois à désigner des officiers ecclésiastiques, puisqu'une charte de l'abbaye de Saint-Denis, de 1026 contient cette phrase : « *ad hoc festum universi solent convenire monachi tam ballivi quam etiam longe commorantés præpositi*, » et le cartulaire de Saint Bertin explique que les « *ministeriales moderno tempore ballivi appellantur* (1) ». La coutume de La Réole de 977 appelle *bajuli* des officiers ecclésiastiques appelés ailleurs *ministérielles* et, dans le Dauphiné, jusqu'au xiv^e siècle, des fonctions identiques étaient remplies par les officiers appelés *mistraux*, ce qui est la contraction de *ministeriales* (2). Au xii^e siècle, *ballivus* se lit plus souvent, mais n'a point encore de sens précis. La charte de Henri II, roi d'Angleterre, rendue en 1155 (3), l'emploie plusieurs fois, mais elle n'indique nulle part qu'il s'agisse d'un officier supérieur aux prévôts, et même, aux articles 24 et 45, elle s'en sert pour désigner le lieutenant d'un connétable ou celui d'un vicomte. Deux

(1) *Cartulaire de Saint-Bertin*, édition Guérard, *loc. cit.*

(2) Boutaric. E. C. 1855 tome 16. *Organisation judiciaire du Languedoc au moyen âge*, pages 208-209.

(3) Brussel. Tome I, pages 498-499.

autres chartes du même roi sont également incertaines : l'une (1190) ne cite les baillis qu'après les prévôts et avant : « *ministris et fidelibus suis* », l'autre (1197), a simplement changé l'ordre des mots *ministri* et *baillivi*, car on y lit : « ... *ministris et omnibus baillivis et fidelibus suis* (1) », ce qui tend à prouver la synonymie des termes. On la retrouve dans une charte délivrée en 1178 par Henri le Large, comte de Champagne à l'abbaye de Bertignicourt, où il entend par bailli, non pas un officier inférieur aux prévôts (ou du moins on ne peut l'affirmer, puisqu'il n'est pas question des prévôts dans l'acte), mais un agent quelconque (2). On peut en conclure que *baillivus* est tout simplement synonyme de *minister*.

Le Maire prétendait avoir trouvé un bailli à Orléans en 1107, il ne donne aucune référence permettant de se renseigner complètement, mais, d'après ce qu'il cite de l'acte, il s'agissait de maintenir le chapitre de Sainte-Croix dans ses droits, il est probable que le *bajulus* en question était d'église. Quant aux lettres patentes de 1158, qu'il citait aussi et que je n'ai pu retrouver nulle part, on peut affirmer, presque sans crainte de se tromper, d'après les indications générales données par Le Maire, que les baillis en cause étaient des agents quelconques du roi. Enfin, à une époque postérieure à l'établissement des vrais baillis, le sens large persistait parfois, et, à la suite des archevêques, évêques, comtes, barons, le roi envoyait le salut « *omnibus ballivis et fidelibus suis* » (3). Sous le

(1) Brussel; *op. cit. loc. cit.*

(2) Brussel. *op. cit.*, t. II, p. 501.

(3) Léchaudé. Grand rôle de l'échiquier de Normandie, dans les

règne de Louis VII était également apparue la *ballivus* dès 1176 ; elle qualifiait alors soit une prévôté entière, soit une subdivision de prévôté (1).

A partir du moment où le mot *ballivus* est apparu avec le sens général d'agent, il suffit, pour qu'il désigne les fonctionnaires dont nous nous occupons, qu'il se précise ; mais cette précision est le résultat d'une lente évolution : ce n'est que dans la seconde moitié du XII^e siècle, que les baillis seront uniquement des fonctionnaires de carrière, ne remplissant pas d'autres devoirs et opérant dans des circonscriptions fixes.

On commença par ranger plus particulièrement, sous cette épithète, les fonctionnaires judiciaires envoyés par la curie dans les prévôtés. En effet, c'est surtout à ce point de vue qu'apparaît la nécessité des délégations. Les prévôts abusaient souvent de leurs pouvoirs ; (2) il fallait les châtier ; dans tous les cas, il était nécessaire, dans l'intérêt d'une bonne justice, d'activer l'action des cours prévôtales, d'y établir une procédure commune et de soumettre leurs décisions à un tribunal d'appel. On ne pouvait obtenir ces résultats, qu'en envoyant en province des délégués de la curie, auxquels était applicable le nom de *ballivus*, car, par suite de son imprécision, il n'était propre à aucun fonctionnaire et acceptable pour tous, et sa racine contenait une idée de garde, de protection, qui convenait précisément à de tels délégués.

Mémoires de la Société des antiquaires de Normandie, année 1846, page 201, 1196 et page 205, 1204.

(1) Luchaire. *I. M.* tome 1, page 215, note 3, cite divers textes.

(2) Luchaire, *op. cit.* pages 232 et s.

Ils portaient en nombre variable, quelquefois 5 ou 4 (1), généralement deux ; Boutaric fait la remarque qu'il en fut ainsi jusque dans le milieu du xiii^e siècle (2), mais il ne semble pas avoir vu qu'il y a une différence entre les deux baillis tenant en commun des assises en divers lieux, et le bailli seul dans sa circonscription.

Les membres de la curie devaient naturellement rendre la justice dans des formes se rapprochant de celles auxquelles ils étaient accoutumés, et c'est en effet ce qui a eu lieu, comme les textes nous l'indiquent. On y appelait le prévôt et avec lui les premiers personnages du pays, seigneurs, laïques ou clercs. La composition varie suivant l'importance de l'affaire, on y appelle plus ou moins d'assistants et de telle ou telle qualité, suivant que le procès est ou non de conséquence, qu'il intéresse ou non des parties de haut rang, qu'il exige de plus nombreux témoins. On indique que la sentence a été rendue « *in assisia domini regis apud Cadomum* » (3), que le procès s'est terminé par un compromis intervenu à l'assise. « *Sicut illud proba-*

(1) Moreau, 449-488, cité par Borrelli de Serres, *op.cit.*, p 200, note 2.

(2) Boutaric: Actes du Parlement, arrêts antérieurs aux *Olim*, page CCCIII, note 2. Delisle. *E.C.* 1859, page 247 ; en 1282, les comptes de l'Orléanais sont rendus par Guillaume de la Chapelle et Pierre de Thillay. Delisle. Catalogue, n° 1778, 2 baillis mènent une enquête, n° 2032, etc. Petit-Dutaillis : Catalogue (à la fin de sa thèse) n° 353 : trois baillis tiennent ensemble une assise à Pierrefonds: Borrelli remarque avec raison que, dans Boutaric, Actes depuis la page CCCIII, la plupart des actes antérieurs aux *Olim* sont des enquêtes faites sur l'ordre de la curie et où l'on voit fonctionner plusieurs baillis.

(3) Delisle. *E. C.*, 1859. Appendice, n° 2, page 248.

tum fuit per dictum amicorum, super quos facta fuit compromissio » (1). M. Molinier a remarqué avec justesse dans ses études sur le Languedoc que la cour du sénéchal (à une époque où il était devenu l'égal d'un bailli ; la comparaison n'a donc ici rien de périlleux) était composée d'une façon analogue à la *Curia Regis* (2). Ses membres étaient qualifiés *assessores, assisiatores, justiciarii domini Regis*. Pierre de Thillay dans une charte rendue pendant qu'il était à l'assise d'Orléans se qualifie « *ego..., assessor Aurelianensis* » (3). Les mandements du roi sont adressés « *omnibus ballivis et justiciariis suis* » (4). Quant aux délégués de la Cour, ils se qualifiaient de baillis, puis de « *ballivi domini Regis* » (5). C'est ce qu'on avait bien vu déjà dans l'ancien droit, ainsi que je l'ai noté. Cependant la désignation d'un lieu apparaît après le nom d'un sénéchal. Ainsi, Pierre de Thillay, lorsqu'il est qualifié

(1) *Ibid.* Page 270 ; mandement de Louis VIII à Renaud de Ville-Thierry, n° XVIII.

(2) Molinier. *Histoire du Languedoc*, édition Privat, tome VII, page 491.

(3) Delisle. *op. cit.* Appendice, pièce I, page 247, année 1203. Léchaudé. *Grands Rôles*, page 204 : « Fuerunt presentes Reginaldus de Ville-Thierritunc senescalcus Cadomi, Willelmus Aquarin decanus Sepulcri de Cadomo et Dyonisius vicecomes, justiciarii Domini Regis ».

(4) Léchaudé. *op. cit.*, p. 153 : « ballivi vel alii justiciarii Regis ».

(5) Borrelli dit qu'on les appelait officiales ; ce fut certainement très rare ; il ne cite qu'un seul texte. La qualification de « ballivus Domini Regis » est au contraire très fréquente, ainsi Pierre de Thillay dans la charte citée : « ego, ballivus Domini Regis, assessor Aurelianensis » ; de même en 1219, dans une lettre, en 1210, dans une sentence : Delisle, *op. cit.*, pages 235, pièce n° XI et 250, pièce n° VI. Le nombre des juges était variable, mais semble se maintenir entre certaines limites : ainsi à Valo-

sénéchal par Raoul de Gouvix, reçoit de lui un don comme « *senescalcum Cadomi* » (1), en 1207 et en 1218 l'abbesse du Ronceray écrit « *Karissimo suo Petrode Tilleyo, senescalco Cadomi* » (2). De même, Guillaume des Roches, Aimeri de Thouars sont dits sénéchaux, l'un d'Anjou, du Mans et de Tours, l'autre d'Aquitaine et de Poitou (3). Nous verrons le motif de cette différence.

Quand le roi écrit à un bailli, il ne lui donne pas toujours son titre. Ainsi Philippe-Auguste dans une charte de donation de 1208 appelle Pierre de Thillay « *dilectus et fidelis noster* » (4) et Louis VIII en 1225 s'exprime de même à l'égard de Renaud de Ville-Thierri, qu'il charge de faire exécuter une sentence d'arbitrage (5).

Tels sont apparus les premiers baillis, délégués de la *Curia*, envoyés dans les provinces, siégeant au milieu d'un certain nombre d'assesseurs dont ils se distinguent par leur nom : « baillis de Monseigneur le Roi ». La question des origines ainsi résolue, nous pouvons passer à l'étude de la période intermédiaire, pendant laquelle leurs attributions se sont fixées et où se sont formées leurs circonscriptions.

gnes, en 1231, 19 sont cités ; à Caen, en 1245, 32 et en 1254, sans indication de lieu, 20 (Léchaudé, *op. cit.*, page 205). Il est vrai qu'à Caen, en 1225 (*ibidem*, page 204), 4 juges seulement sont énumérés, mais la liste n'est certainement pas complète.

(1) Delisle. *Op. cit.*, pièce n° II, page 248.

(2) *Ibidem*, pièce n° X, page 254.

(3) Layettes du Trésor des Chartes, année 1204, tome I, pièces nos 723, 724 et 725.

(4) Delisle. *Op. cit.*, pièce n° V, page 249.

(5) *Ibidem*, pages 270 et 271, pièces nos XVIII et XIX. Petit-Dutaillis, nos 254 et 271, Catalogue.

II. — Origine des sénéchaux.

L'origine des sénéchaux est très voisine de celle des baillis et on les a souvent tout-à-fait confondues, mais à tort. En effet, à partir de la grande époque, les attributions de ceux-ci et de ceux-là sont identiques ; mais il n'en est pas de même alors que l'institution ne fonctionnait pas encore régulièrement. On aurait dû particulièrement faire une distinction dans la théorie qui date les baillis de 1190, puisque le testament de Philippe-Auguste ne fait aucune mention des sénéchaux. L'important était de bien voir, qu'il y a deux espèces de sénéchaux, ceux que l'on trouve dans les provinces du midi et de l'ouest avant l'annexion, et ceux qu'on y trouve depuis.

Ces provinces étaient soumises à la domination anglaise, et il était en effet de tradition dans l'ancien droit, que le titre de sénéchal était venu par corruption d'un vieux mot anglais, qui signifie chevalier (1). M. Esmein a remarqué, ainsi que nous l'avons indiqué, que ces territoires étaient gouvernés par des officiers analogues au grand sénéchal ; ils appartenaient à de puissantes familles : l'énumération que fait M. Beautemps-Beaupré de ceux qui ont régi l'Anjou et le Maine avant la conquête française, est significatif à cet égard. En Normandie le sénéchal était le plus haut fonctionnaire : il tenait la place du

(1) Jean Chenu, *op. cit.*, page 107 ; il ajoute qu'« anciennement et de première origine, tels estats n'étoient baillez qu'à vieux gentilshommes et chevaliers et en était fermée la porte aux légistes et gens de robe longue ».

roi d'Angleterre, présidait à l'administration générale des revenus de la couronne et était souvent désigné par le seul mot de « *justitia* » (1). C'était donc là un personnage considérable par lui-même et par sa charge ; il le devenait bien plus encore par le caractère féodal de cette charge, qui la rendait héréditaire et permettait de la transmettre à une femme. Aussi, au jour de l'annexion, le premier acte de ces sénéchaux, comme nous le verrons d'un peu plus près tout à l'heure, fut de régler par une convention spéciale avec le roi de France, leurs devoirs et leurs droits.

Si maintenant nous franchissons un espace d'environ un siècle, nous nous trouvons en face d'officiers qui portent le même nom que leurs prédécesseurs, mais qui sont révocables à volonté et dépendent directement du pouvoir central. Voici comment s'est accomplie la transformation.

L'annexion des provinces anglaises n'était pas accomplie par cela seul qu'elle était proclamée ; il fallait habituer les populations à la domination française et le meilleur moyen, pour y réussir, était de n'apporter aucun changement brusque dans leurs habitudes, et de leur laisser les gouverneurs auxquels elles obéissaient. Philippe-Auguste comptait sur l'appui de la noblesse pour s'affermir ; l'alliance de Guillaume de Roches lui avait été fort utile pour conquérir l'Anjou et le Maine (2) ; elle ne lui était pas moins nécessaire pour les garder. Il ne pouvait en être ainsi que si l'on reconnaissait aux sénéchaux certains

(1) Delisle. E. C. 1848-1849. *Des revenus publics en Normandie au XII^e siècle*, page 266.

(2) Voir les articles publiés par M. Dubois dans E. C., années 1869, 1871 et 1873, sur Guillaume des Roches.

avantages. De là les véritables contrats passés dans des termes à peu près identiques entre Philippe-Auguste, Guillaume des Roches et Aimeri de Thouars (ce dernier pour le Poitou) (1) ; on y faisait la part des droits du roi et du sénéchal, surtout afin de régler les points qui pouvaient faire difficulté. On sent que le roi de France sera un maître moins commode que le roi Jean, il veut bien limiter les pouvoirs de Guillaume et d'Aimeri, qui ne peuvent rien prendre dans les domaines du roi, ni rien toucher dans le produit de la vente des bois, ni exiger la garde des châteaux royaux à aucun titre, ni refuser de la rendre à première réquisition. Ils conservent pourtant des droits presque exorbitants : un marc d'argent par cinquante livres leur est dû sur le produit des prévôtés, ainsi que le tiers du produit des délits, exploits et services, c'est-à-dire de tout ce qui ne rentrait pas dans la ferme des prévôtés. De plus la charge n'était pas considérée comme tenue du roi, mais comme inhérente à la qualité du personnage et par suite héréditaire (2) ; si bien que la fille de Guillaume, Jeanne des Roches, à la mort de son père, la transporte à Amauri de Craon son mari, et qu'une femme peut en être titulaire en son propre nom, comme il arriva pour Jeanne des Roches, devenue veuve en 1226 et pour Isabelle de Craon de 1250 à 1259.

La royauté ne pouvait laisser subsister une organisation toute féodale : elle s'appliqua à détruire les pouvoirs

(1) Layettes. Année 1204, n^{os} 723 et 724.

(2) Ainsi la sénéchaussée héréditaire avait été reconnue à Guillaume des Roches par le roi Jean, le 24 juin 1200 : Beauteemps-Beaupré, Recherches sur les juridictions de l'Anjou et du Maine pendant la période féodale. Tome I, page 298.

qu'elle avait d'abord reconnus, soit en les attaquant directement, soit en plaçant auprès des sénéchaux des agents dont les fonctions se rapprochaient des leurs, et qui devaient fatalement les supprimer et les remplacer. C'est ainsi qu'on chercha perpétuellement à restreindre le droit au partage par tiers du produit des amendes et autres profits : des arrêts de la Cour et même des ordonnances interviennent pour arrêter le zèle des officiers royaux ; mais leurs empiètements étaient trop utiles à la royauté et surtout trop en accord avec le mouvement des idées, pour pouvoir être totalement refoulés ; les attaques se répétaient et en 1331, Amauri de Craon cédait, moyennant une somme de dix mille livres une fois payée et une rente de quinze cents livres. Mais c'est surtout indirectement, par le moyen des baillis, que se fit la réforme.

Le roi envoya d'abord pour le représenter un agent qualifié « *ballivus domini Regis et senescalli Andegavie* », puis vers 1230, le bailli de la sénéchale et le bailli du roi sont deux personnages différents. Chacun représentait son maître empêché, l'un par son sexe, l'autre par son éloignement. Mais il est impossible d'après les textes d'assigner des limites à leur compétence respective : parfois, ils siègent ensemble, souvent ils ne sont pas d'accord sur leurs pouvoirs. Un seul fait suffira à prouver combien le bailli du roi et celui du sénéchal sont différents de nature ; le bailli David de Sesmaisons, à la fin du ^{xiii}^e siècle, eut des démêlés continuels avec l'évêque d'Angers qui l'excommunia plusieurs fois et qui se plaignait perpétuellement au roi ; celui-ci était en fait opposé à l'évêque, mais en apparence il le soutenait, et c'était à

son propre bailli (le bailli de Touraine), qu'il donnait l'ordre d'agir contre le bailli du comte d'Anjou et de faire exécuter ses volontés. Cela est caractéristique : le bailli qui représente le sénéchal et le bailli qui représente le roi sont nettement placés l'un en face de l'autre. Il y a bien deux fonctionnaires différents : la situation se prolongea pendant tout le temps qu'il y eut des sénéchaux héréditaires. Le dernier d'entre eux fut Amaury de Craon qui mourut en 1332 et depuis lors les lettres et mandements royaux sont adressés au sénéchal et on ne trouve plus officiellement trace de bailli (1) ; en effet, il n'y en avait plus besoin. Il avait peu à peu diminué par une action incessante, les pouvoirs du sénéchal, il lui avait fait perdre son caractère primitif, détruit sa quasi-indépendance, pour en faire un fonctionnaire sans initiative personnelle, un agent du pouvoir amovible et révocable à volonté. Il n'était plus nécessaire qu'un fonctionnaire spécial représentât le roi ; le sénéchal suffisait désormais à ce rôle ; il ne ressemblait plus à ses prédécesseurs que comme un fantôme à un vivant, et il ne différait plus d'un bailli que par le nom.

Dans le midi, tout se passa de même ; les délégués royaux prirent le nom des anciens gouverneurs d'autant plus facilement qu'on y connaissait déjà les baillis et

(1) Sur toute l'évolution, on lira avec le plus grand profit les études de M. Beautemps-Beaupré, *op. cit.* pages 355-382 et 175-177. Il a étudié toute la période avec beaucoup de soin ; mais il ne semble pas avoir vu l'évolution qui s'accomplissait ; les sénéchaux du XII^e et du XIII^e siècle lui paraissent identiques, et il n'est pas probable qu'il ait senti clairement la différence entre les baillis d'Anjou et les baillis royaux.

qu'on appliquait ce nom à des officiers inférieurs (1) ; Simon de Montfort remania les sénéchaussées, Alfonse de Poitiers acheva l'organisation et la modela si exactement sur l'administration royale, que ses domaines passèrent dans les domaines royaux, sans qu'il y eut de modifications à faire. M. Borrelli de Serres remarque que les titres de bailli ou de sénéchal étaient souvent portés indifféremment, sinon dans le midi, du moins à Tours, à Poitiers, en Normandie : il y avait eu une véritable révolution dans le siècle qui avait vu les sénéchaux anglais prélevant une part des revenus qu'ils percevaient se changer en des comptables qui faisaient parvenir au trésor les sommes qu'ils touchaient et recevaient un traitement fixe.

Au surplus, il y eut toujours quelques motifs de distinguer dans la forme les baillis et les sénéchaux ; d'abord, ils étaient plus éloignés du centre du gouvernement et par suite, ils avaient inévitablement une liberté plus grande, et on les voit moins souvent comparaître devant les Parlements et les commissions des comptes, d'autre part, les souvenirs de leur antique origine firent qu'on les choisit toujours parmi les membres de grandes familles ; on n'en trouve jamais de roturiers et presque point de petite noblesse ; leurs gages étaient aussi plus élevés, et cela tient sans doute à ce qu'ils devaient représenter davantage, et avaient des frais de déplacements plus considérables.

(1) Boutaric. E. C. 1855, pages 208 et suivantes. Sur la présence des sénéchaux dans le Languedoc avant la croisade, malgré l'opinion de dom Vaissete, voir page 534.

CHAPITRE II

PÉRIODE INTERMÉDIAIRE

Nous savons maintenant dans quelles conditions sont apparus les premiers baillis ; il y a quelque différence entre ces agents presque nomades, jouissant d'attributions très générales et un peu vagues et les fonctionnaires de carrière, régissant un territoire bien limité, qu'on voit à la fin du ^{xiii}^e siècle. Nous allons étudier comment leurs pouvoirs se sont fixés et comment ils se sont peu à peu installés dans des sièges déterminés.

Tout d'abord, quelles étaient les fonctions des baillis dans la cour aux assises de laquelle ils prenaient part ? Les actes de Philippe-Auguste et de Louis VIII sont suffisants à nous renseigner à cet égard et à nous indiquer que la cour provinciale était une image réduite de la *Curia regis*. Les baillis sont chargés du soin d'une grande quantité d'enquêtes (1). Ils connaissent des appels des jugements prévotaux. On les charge de faire exécuter des jugements (2), des sentences d'excommunication (3). Ils

(1) Delisle. Catalogue, nos 1537, 1574, 1928, 1953, 2032, etc.

(2) Delisle, E. C. 1859, page 270. n° XVII. Petit-Dutaillis. Catalogue, nos 254, 274.

(3) Delisle. Catalogue, n° 1792.

siègent eux-mêmes en qualité d'arbitres (1). Lorsque l'affaire qu'on leur a soumise est particulièrement importante ils ne la tranchent pas par eux-mêmes ; ils la renvoient à la Cour du Roi (2). Ils sont aussi les administrateurs généraux du domaine royal et tranchent toutes les questions qui y ont trait ; quand Philippe-Auguste veut que ses officiers portent un soin particulier aux biens qu'il leur recommande de protéger, il ne manque pas d'ajouter qu'ils doivent les garder « comme ses propres biens (3). » Ils concluent des échanges au nom du roi (4), et d'une manière générale, ils doivent se préoccuper de tout ce qui regarde le roi, de loin ou de près. On voit qu'il y a une certaine analogie entre leur rôle et celui des *missi dominici* ; ils n'en sont certes pas les descendants directs, mais pour un auteur comme Le Maire, la confusion est excusable : ce n'était pas absolument une erreur, c'était en quelque sorte le prélude de la vérité. Ainsi donc, les assises que tenaient les baillis impliquent chez eux un caractère administratif en même temps que judiciaire. N'y avait-il pas un certain territoire dans lequel ils exerçaient à peu près régulièrement ? On ne peut guère espérer obtenir de résultats précis.

On connaît un assez grand nombre de lieux où des assises étaient tenues ordinairement ; partout où il y avait une ville de quelque importance, les baillis y siégeaient.

(1) *Id. op. cit.*, nos 1676, 1908, 1954, etc. Petit-Dutaillis. Catalogue, n° 353. Teulet. *Layettes du Trésor des Chartes*. Tome II, pièce, n° 1728.

(2) Boutaric. Actes, tome I. Actes antérieurs aux *Olim*, p. CCCIII.

(3) Delisle, *op. cit.*, nos 202-203, etc.

(4) *Id.*, *op. cit.*, n° 2020.

Autour de cette ville, une certaine étendue de terrain, variable d'ailleurs, ressortissait de cette assise, ce territoire portait le nom de son chef-lieu et s'appelait une baillie. Ce mot est apparu déjà sous Louis VII ; nous avons signalé la *ballivna nostra apud Ligerim* dont parle ce roi (1). La baillie désigna ainsi le lieu où on tient l'assise sans qu'il y résidât nécessairement un bailli ; par suite elle peut être une simple prévôté, car les baillis sont ambulants et siègent tour à tour en différents endroits : ainsi l'on trouve cette qualification accolée aux noms du Vaudreuil, d'Exmes, de Neufchâtel, de Cepoy, de Chinon, de Beaulieu, etc. (2). Par suite aussi, se trouvent des prévôts dans des lieux qualifiés baillies (3) et des baillis dans de simples prévôtés (4) ; chaque fois que l'assise est tenue dans un lieu siégé d'une prévôté, cela peut se rencontrer.

Toutes les localités que l'on voit appelées baillies ne sont pas forcément devenues ensuite le centre d'un bailliage.

Comme il y avait des assises dans un grand nombre d'endroits, les mêmes baillis les tiennent en plusieurs ; tout naturellement, sans qu'on l'ait cherché, il se forme des

(1) Luchaire. I. M. tome I, page 215. Cette ballivna se retrouve au compte de 1236 : H. F. tome XXII, page 737. Brussel, 455.

(2) Delisle. Catalogue, n. 1790, 1920, 2169, 1701. Raynal, *Histoire du Berry*, tome II. Pièces justificatives, n. XLV. Williston-Walker : On the increase, etc., cite aussi quelques exemples intéressants.

(3) Ainsi Léchaudé. Grands rôles de l'échiquier ; antiquaires de Normandie, 1846. Hamo Pincerna præpositus de Baiocis compte pro ballia de Baiocassima.

(4) Borrelli de Serres : « quicumque ballivus erit præposituræ nostræ Hesdincæ », page en note. Le compte de 1249 parle de dépenses par ballivos Turonensium et Lochiarum.

groupés. Les mêmes baillis reviennent ensemble, et il semble bien qu'ils président à tour de rôle et que dans la même ville, ce soit toujours le même qui joue ce rôle ; du moins l'ordre dans lequel leurs noms sont cités tend à le faire croire. Pierre de Thillay qui se qualifie chez lui *ballivus domini Regis* ne se donne à Orléans que le titre d'assesseur (1) et dans le compte de 1202.3 il n'est nommé qu'après Guillaume de la Chapelle, comme Guillaume Tade n'est nommé qu'après Hugues de Gravelle. En 1226, on voit trois baillis à Senlis, un seul est bailli de Senlis, les autres le sont de Paris et Vermandois (2). Si l'on suit un bailli pendant la durée de ses fonctions, on voit qu'il revient assez régulièrement dans les mêmes villes et qu'il a un siège préféré. Renaud de Ville-Thierri, bailli d'une région qui correspond à l'Avranchin et au Bessin, et qui rentra ensuite dans le grand bailliage du Cotentin, tient des assises à Bayeux et à Caen, mais son principal siège était Avranches ; l'étude de M. Delisle sur les baillis du Cotentin permet de voir qu'Eudes de Gisors, Mile de Lévis, Jean de Frissamps, etc., avaient des tournées à peu près invariables (3) et cela dans la première partie du treizième siècle. Les registres de Philippe-Auguste où les fiefs sont détaillés avec l'indication des baillis de la circonscription desquels ils relèvent, servent aussi à fixer le ressort probable de ces officiers. L'expression baillie d'un tel est d'ailleurs apparue d'assez

(1) Delisle. E. C. 1859, déjà cité.

(2) Petit-Dutaillis. Thèse. Catalogue n° 333. Borrelli de Serres. Recherches, etc., page en note.

(3) Delisle. *Antiquaires de Normandie*, 1851, pages 67 et s.

bonne heure pour désigner le lieu où le même agent a son siège régulier (1).

Ainsi nous nous trouvons en présence de baillis siégeant collectivement dans les mêmes sièges, l'habitude apparaît pour chacun d'eux d'avoir une résidence particulière. Cela nous donne la possibilité d'un groupement, de la formation de circonscriptions? Ce groupement devait-il se faire? Si les baillis n'avaient eu que des attributions judiciaires, comme celles qu'indique l'acte de 1190, il n'y avait pas de raison pour qu'il se fit. Mais d'une part, ils avaient une responsabilité et un certain nombre de fonctions soit administratives, soit d'intérêt général, de police presque, qui s'accordaient mieux avec un caractère sédentaire; ils avaient enfin des attributions militaires et financières qui l'exigeaient. En effet, ils avaient leurs origines premières dans la *Curia Regis*, puisque leurs ancêtres directs étaient des palatins délégués dans les provinces; si la cour du Roi avait tous les pouvoirs, il était naturel qu'il en fût de même pour ses délégués. Les actes de Philippe-Auguste et de Louis VIII permettent de vérifier facilement l'affirmation.

(1) Déjà en 1172, on trouve « ballivia Galfridi de Blevilla, Wilhelmi de Malpalet, Ranulphi de Rollancourt, etc. (Delisle, *Antiquaires*, 1881, page 65). Dans Léchaudé (*Antiquaires*, 1846, page 185), l'extrait du registre F. de Philippe-Auguste indique : « féoda ballivie Reginaldi de Villa Terrici, et, ballivia Boneville, que dicitur ballivia Johannis de Porta » en 1195. — Le roi Jean écrit à maintes reprises « in ballia tua » (Léchaudé, *ibid*, pages 116, 117, 118, etc.) Philippe-Auguste, à propos de la monnaie (page 46, note 8), dit à Gilbert de Chanceaux et Mathieu de Dreux : ballivia vestra. En 1202, on trouve ballivia : Roberti de Mellenti, Guillelmi de Capella, Hugonis de Gravella, Renaudi Bestiaci.

Outre qu'ils siègent comme arbitres, administrent le domaine royal, font exécuter les sentences rendues par d'autres juges, les baillis sont encore chargés de tout ce qui a trait à la paix publique : ils font respecter les biens des églises et la personne des moines (1) ; le roi les avertit qu'il a pris sous sa sauvegarde tel bourgeois, qu'il faudra donc laisser passer avec leurs marchandises, librement et en sûreté (2) ; il les avertit des actes importants qu'il a passés : échange, réconciliation, reconnaissance de droits, etc. (3) ; c'est à eux qu'on s'adresse pour éviter qu'un acte frauduleux ait des conséquences (4) ; ils s'occupent des juifs (5) ; ils reçoivent les hommages des vassaux (6) ; les garants de fidélité jurent par devant eux (7) ; ils s'occupent de la circulation de la monnaie (8). En un mot, leurs fonctions sont de police et de sûreté générale ; ceci est important, car il en découle pour eux la nécessité d'une responsabilité individuelle. Les devoirs qu'on leur impose doivent être remplis à peine d'un châtement, et pour les remplir, il faut raisonner, prendre des décisions personnelles et agir par soi-même et seul. Un fonctionnaire de cet ordre fera naturellement tout son possible pour

(1) Petit-Dutaillis. Catalogue, nos 253, 306. — Delisle, Catalogue, nos 202, 203, 224, 305, 306, etc.

(2) Petit-Dutaillis, *op. cit.*, n° 326.

(3) Delisle, *op. cit.*, nos 430, 432. 2085.

(4) Delisle, *op. cit.*, n° 1012.

(5) Delisle, *op. cit.*, nos 540, 1874.

(6) Petit-Dutaillis. Catalogue, n° 1. De même *Histoire du Languedoc*, tome VIII, pages 843, 851, 852.

(7) Teulet. Layettes, tome I, nos 666, 1218, 1228, 1584.

(8) Delisle. *op. cit.*, n° 1424 (cité également par Brussel, Raynal, Matène), année 1213.

se donner un caractère sédentaire ; il voudra rester dans la même région, qu'il connaît, dont il sait les habitudes et les mœurs, il souhaitera d'avoir une résidence à demeure d'où il ne s'éloignera que pour aller tenir ses assises en divers lieux de sa circonscription. Ainsi les fonctions judiciaires s'accordaient parfaitement avec la pluralité des délégués et avec des habitudes nomades, mais dès qu'apparaît l'indice d'une responsabilité individuelle, la formation des bailliages et la sédentarité des baillis est préférable : l'évolution devait donc se faire ; elle fût hâtée par le caractère militaire et financier des baillis. En effet, la *Curia Regis* dirigeait tous les services publics ; ses envoyés firent de même.

On les chargeait de la défense de leur ressort, et pour cela, on les nomme châtelains d'une des places fortes de leur circonscription, ce qui leur permet d'ailleurs en temps ordinaire d'assurer par la force au besoin l'exécution de leurs sentences. Ils prennent indifféremment le titre de châtelain et de bailli : ainsi Guillaume Mener se qualifie tantôt châtelain, tantôt bailli d'Etampes (1) ; de même Pierre de Rouci, bailli de Bourges, ne prit en 1230 que le titre de châtelain, ce qui étonna beaucoup Raynal (2). Cadoc châtelain de Gaillon, était en même temps bailli, mais négligeait le plus souvent cette qualité. On voit souvent dans les comptes des bailliages, très avant dans le ^{xiii}^e siècle, des personnages qui s'appellent seulement « castellanus » (3). Un seul fait suffirait d'ailleurs à prouver que les

(1) Alliot, Notre-Dame d'Etampes, 121, cité par Borrelli de Serres.

(2) Raynal, tome II, page 126.

(3) 1261. Gaufridus de Villeta, castellanus Turonensis, custos

fonctions militaires sont apparues dès le début : On ne trouve aucun clerc parmi les baillis. Il y en aura bien parmi les enquêteurs chargés postérieurement de les inspecter, mais la mission de ces enquêteurs était purement judiciaires.

Enfin les baillis étaient chargés d'accomplir des opérations financières : ils devaient faire pour le Trésor tous les actes de cette nature, qui étaient une conséquence de leurs jugements, et par suite, on les voit apparaître dans les comptes du ^{xiii}^e siècle en tant que juges et ils rendent encore en cette qualité leurs comptes collectivement (1) ; mais d'autre part, on les voit compter seuls ; il s'agit alors d'opérations qu'ils ont enlevées aux prévôts, auxquels ils ont pris d'abord, comme il était juste l'emploi des finances extraordinaires, casuelles : par leur définition même, elles convenaient mal à ces officiers qui affermaient leurs fonctions au lieu qu'elles étaient tout naturellement accomplies par des baillis officiers commissionnés. Nous étudierons d'ailleurs plus loin le développement de leur rôle financier : il suffit pour le moment d'avoir indiqué l'existence de ce rôle : il devait avoir pour résultat l'isolement des baillis, l'apparition d'une certaine centralisation, c'est-à-dire la formation des grands bailliages.

balliviæ Turonensis. — 1253. Dominus Cutbertus castellanus Peronensis. — Le rapport de Mile de Lévis et de Renaud de Ville-Thierry (Delisle, Catalogue, n° 2017), implique l'existence de fonctions militaires.

(1) Ainsi au compte de 1202. 3, remarque de Borrelli. Adde Hugues de Gravelle qui compte seul après avoir compté avec Guillaume Tade et Guillaume de la Chapelle qui compte successivement de expletis avec René de Thillay et seul pour d'autres objets.

On ne voit jamais à la fin du ^{xii}e siècle et au début du ^{xiii}e d'agent qualifié bailli de tel endroit, sauf une exception signalée par M. Borrelli de Serres : « *ballivus noster Paciaci* », et qui à elle seule ne prouve rien. Il n'y a que la Normandie où j'ai trouvé, sous le règne du roi Jean, c'est-à-dire à une époque contemporaine du règne de Philippe-Auguste des lettres adressées *ballivo de Falesia, Caleti, de Constantino et Viri*, etc. (1). Mais les baillies normandes de la période anglaise ne correspondent pas aux bailliages français (2) et on ne peut tirer aucune conséquence de ce qui s'y passait. Quant aux sénéchaux qui administraient des provinces à frontières certaines, on les appelait *senescallus Pictaviensis ou Andegavensis* (3) et on continua de les désigner ainsi après l'occupation française, comme nous avons vu pour Pierre de Thillay, (*senescalcus Cadomi*) pour Guillaume des Roches et Aimeri de Thouars. En France les grands bailliages avec des noms géographiques n'apparaissent dans les comptes qu'en 1234 ; au lieu d'indiquer, comme ils l'avaient fait jusque-là par exemple en 1226, les sommes touchées avec les indications de nature et d'origine et leur nom en regard, les baillis s'intitulent baillis de Tours, d'Arras, etc. Il y en a encore dont la circonscription n'est pas indiquée formellement ; néanmoins ce compte permet de se faire une idée très exacte de la division du territoire (4). Depuis lors, les noms

(1) Léchaudé. *op. cit.*, pages 104-105-106-108.

(2) Delisle. E. C. 1848-49, pages 257-262.

(3) Léchaudé. *Op. cit.*, pages 105-106.

(4) H. F. XXII, 506. Borrelli de Serres, *Recherches*, etc., page

géographiques ont persisté et on peut considérer l'évolution comme terminée en 1285.

Alors en, effet, la France est partagée en circonscriptions fixes. Jusque-là, il y avait des difficultés entre les baillis mêmes sur l'étendue territoriale de leur compétence : on voit dans les *Olim* des arrêts qui ont pour but d'éviter aux justiciables les empiètements qu'ils se permettaient d'un bailliage à l'autre (1). On voit des localités qui d'un compte à l'autre changent d'un bailliage (2) ou bien deux baillis qui comptent pour la même (3). Les baillages eux-mêmes naissent comme celui d'Amiens qui, jusque vers 1234 était administré par un simple prévôt ou disparaissent comme celui d'Etampes, qu'on ne voit plus depuis 1234. Un même officier compte parfois pour deux circonscriptions, comme Pierre Tristan en 1234 pour Artois et Saint-Omer et même pour quatre, comme Pierre Baron, la même année, pour Tours, Angers, Le Mans et Châtellerault. D'ailleurs cette habitude persista fort longtemps : en 1292, Edouard de Neuville, bailli de Senlis, compta aussi pour Gisors, et Philippe le Bel rendit en 1302 une ordonnance qui proscrivait cet abus. Enfin les baillis ont un sceau

(1) *Olim*. I. 436 : on se plaignait des baillis de Bourges et Orléans qui attiraient respectivement à leurs assises les causes qu'ils n'auraient pas dû juger (1254). *Olim*. I. 871 On fixe des limites entre les baillis de Bourges et Mâcon : « quia alter justiciabat infra fines balliviæ alterius, prout dicebant ».

(2) Ainsi en 1234, une partie de l'ancienne circonscription de Senlis a été rattachée au bailliage de Vermandois.

(3) En 1234, Saint-Germain-en-Laye relève de la prévôté-bailliage de Paris : pourtant Gisors compte de Foresta-Layæ. De même en 1238, en 1248, le prévôt-bailli de Paris compte de la forêt de Lyons, etc.

personnel pendant la plus grande partie du ^{xiii}e siècle (1); ce n'est qu'à la fin du siècle qu'apparaît le sceau du bailliage; à ce moment, la circonscription est formée. Les officiers sont devenus sédentaires et le groupement des petites baillies en grandes circonscriptions est achevée.

(1) En 1238, Amauri de Courcelles, bailli d'Auvergne; en 1250, Isabelle de Craon; en 1251, Jean d'Arsis ont encore des sceaux à eux (Layettes tome II, n° 2728 (1238) et III, n°s 3896 et 3961 (1250-1251).

CHAPITRE III

RECRUTEMENT DU PERSONNEL ; QUALITÉS, GAGES

Nous avons déjà indiqué rapidement les caractères généraux des fonctions remplies par les baillis. Ils devaient être les auxiliaires de la royauté dans sa lutte contre la féodalité : c'est là l'idée capitale, qui domine toute l'institution ; elle permet d'expliquer les conditions que le pouvoir central exigeait de ces agents, leur mode de recrutement, le soin qu'on avait de les bien payer, de les faire respecter, comme aussi la vigilance qu'on apportait à les surveiller et à les punir au besoin.

Le bailli, dans le ressort auquel il présidait, représentait le roi, et son rôle était de faire comprendre aux populations la supériorité de son administration sur celle des seigneurs. Il lui était donc nécessaire d'être lui-même probe, intelligent et éclairé ; il fallait en outre qu'il surveillât ses rivaux, afin d'apercevoir leurs moindres fautes, de les signaler et de les réparer, s'il était possible et utile. C'est à peine s'il outrepassait sa tâche, lorsqu'il contribuait à faire commettre les bévues, ou lorsque, les prévoyant, il s'emparait par prévention de causes qui, à vrai dire, ne lui appartenaient pas, mais qu'il faisait siennes par le soin mis à les bien juger.

Beumanoir a tracé du bailli un portrait idéal, auquel il n'a pas toujours lui-même ressemblé, mais qui permet de fixer les devoirs qu'avait à remplir ce fonctionnaire, tant à l'égard de son roi qu'envers ses administrés.

Beumanoir requiert de son bailli dix vertus : la première « qui doit estre dame et mestresse de toutes les autres » est la « *sapience* », Il doit ensuite « estre doux et débonnaire sans félonie ni cruauté », — écouter patiemment les doléances qu'on vient lui apporter, — « estre hardis et vigoureux sans nulle paresse », — estre large et courtois, — connaître « le bien du mal, le droit du tort, les loiax des trichères, les bons des malvès », — « savoir bien exploitier sans fere tort à autrui » ; — « obéir au commandement de son seigneur », — et enfin il doit être « loyal » et c'est cette vertu qui « enlumine » toutes les autres.

En étudiant cette esquisse d'un peu près, on reconnaîtra que ces vertus peuvent être divisées en trois catégories ; la première, comprenant celles qui sont nécessaires aux bonnes relations du pouvoir central et de son agent ; la seconde, composée des vertus nécessaires à la bonne entente du bailli et des habitants de sa circonscription ; la dernière enfin indiquant des conditions de moralité générale, presque des devoirs envers soi-même.

A l'égard du pouvoir central, deux vertus étaient particulièrement nécessaires, l'obéissance et le « savoir bien exploitier. »

L'obéissance était nécessaire, si on voulait éviter les

(1) Beumanoir, édition Beugnot, tome I, page 17, nos 2 et ss.

inconvenients des institutions antérieures, empêcher le fonctionnaire de s'inféoder sa fonction. Si on avait laissé se relâcher les liens de dépendance, le bailli, avec les pouvoirs étendus dont il jouissait, fut devenu une sorte de vice-roi indépendant dans sa province. C'est ce que la royauté ne voulait pas et ce qu'elle sut empêcher. Elle maintint les administrateurs provinciaux en relations étroites avec la *Curia Regis*, où ils venaient souvent donner des renseignements sur l'état de leurs provinces et justifier de leur gestion (1) : ils n'étaient pas précisément des accusés et pourtant ils étaient un peu plus que de simples témoins. Mieux encore : la Cour pouvait envoyer des délégués dans les provinces et l'habitude s'introduisit bientôt de faire faire des enquêtes, régulièrement, sans même que le bailli eût donné lieu à des plaintes : c'est ainsi qu'une enquête fut faite en 1317 sur l'administration de Robert Busquet bailli du Cotentin (2). Ce fonctionnaire est suspendu provisoirement, ainsi que tous les autres agents du roi ; il a remis les sceaux aux commissaires. Ceux-ci, après avoir publié partout qu'ils recevront les plaintes, enquêtent d'abord publiquement à Coutances, Valognes et Carentan, et ensuite, pour plus de sûreté, sans doute afin d'être bien certains que nul n'a été retenu de parler en public par la crainte de vengeances futures, ils font une enquête secrète qui donne les mêmes résultats que la première, ils sont tout à l'honneur du bailli, que per-

(1) *Olim.* II, p. xxxviii.

(2) Léopold Delisle : *Mémoire sur les baillis du Cotentin*. Dans les *Mémoires de la société des antiquaires de Normandie*, année 1851.

sonne n'accuse, et que le menu peuple surtout redemande « tout d'une voix ». Les sceaux sont alors rendus à Busquet. Cette pratique des enquêtes avait été introduite par saint Louis qui recommandait à son fils « d'avoir de bons baillis et de faire souvent enquête sur eux comme ils se conduisent (1) ». En 1247 une grande enquête fut faite sur les actes du sénéchal de Carcassonne (2); en 1255-1256, sur l'administration de Guy d'Autun sénéchal de Beaucaire et de Nîmes; celle-ci fut menée par Philippe, archevêque d'Aix, assisté de frère Pons de Saint-Égidius, de l'ordre des Frères Prêcheurs, de Guillaume Robert, des Frères Mineurs et de Guy Foulquesse termina par un assez grand nombre de restitutions opérées par le sénéchal, en réparation de ses abus de pouvoir (3). Sous Philippe III, les enquêteurs en devenant habituels, changèrent un peu de caractère: Saint Louis les avait institués pour être surtout, on peut même dire uniquement, des redresseurs de tort; après lui, on se préoccupa beaucoup moins en les envoyant, de l'intérêt des populations que de celui de la royauté, et leur arrivée était considérée « comme un fléau (4) ». Ils étaient devenus des « inspecteurs généraux

(1) Joinville. *Histoire de saint Louis*, édition de Wailly: *Testament du roi*.

(2) Layettes du trésor des Chartes, tome III, nos 3627, 3627^a, 3627^b.

(3) Layettes du trésor des Chartes, tome II, pièces nos 4202, 4207, 4208 (1255); 4278 (1256).

(4) Molinier dans *Dom Vaissète, Histoire du Languedoc*, tome 7, page 500; en effet, ils étaient surtout chargés de procurer au pouvoir royal des ressources pécuniaires. De plus, ils n'étaient pas toujours exempts des défauts qu'ils devaient châtier chez les

de l'administration locale (1) » : on les voit parler au nom du roi même aux grands vassaux (2); l'enquête de 1277, sous les sénéchaussées de Beaucaire et de Carcassonne est extrêmement intéressante à cet égard.

A côté de l'obéissance, le roi requérait de ses officiers une autre qualité, celle de « savoir bien exploiter ». J'ai écarté intentionnellement la fin de la phrase « sans fere tort à autrui ». En effet, il était bien difficile d'accroître l'autorité baillivale sans empiéter un peu sur celle des officiers seigneuriaux et si l'on excepte un roi particulièrement respectueux des droits de son prochain, comme fut saint Louis, les autres s'accomodaient fort bien de certains excès de zèle, à la condition qu'ils fussent couverts d'une apparence de légalité ; mais toute maladresse, toute violence était punie. Il n'est pour ainsi dire point d'agent de la couronne qui n'ait été à son heure coupable de quelque abus. Ce sont les démêlés avec les justices ecclésiastiques qui ont laissé le plus de traces et qui semblent avoir été les plus fréquents. Cela se comprend assez facilement. D'une part, les juridictions d'Église avaient une compétence très vaste, qui touchait sur plus d'un point à des matières fort analogues à celles qui ressortaient des tribunaux royaux, si bien qu'il pouvait y avoir des difficultés, des erreurs d'appréciation, même en conscience,

autres : j'ai trouvé dans les Actes du Parlement, à plusieurs endroits, des amendes imposées à des enquêteurs, en punition des exactions commises par eux.

(1) Langlois. *Philippe III*, page 329.

(2) Langlois. *op cit.*, pièces justificatives, n° XIII ; lettre écrite au comte de Foix par un seul des enquêteurs, Pierre, doyen de Saint-Martin de Tours.

et à plus forte raison, quand on était disposé à voir les choses d'une certaine façon. D'autre part, les tribunaux d'Église avaient souvent besoin du bras séculier pour faire exécuter leurs sentences, et c'était un moyen facile d'empiéter sur leurs attributions : il arrivera que le bailli reconnaisse à l'ecclésiastique le droit de juger, mais réclame pour lui l'exécution de la décision (5). Sur toute l'étendue du territoire, les évêques et les baillis sont en lutte et à toutes les époques. Guillaume des Roches, sénéchal de Poitou pour Philippe-Auguste eut des démêlés perpétuels avec les évêques et son maître fut souvent obligé de l'abandonner (1) : son gendre et successeur, Amauri de Craon fut encore plus fougueux. M. Borrelli de Serres le traite de « véritable anticlérical » et la chronique de Tournaine (citée par Beutemps-Beaupré, page 275) dit qu'il l'aurait emporté sur tous les chevaliers de son temps, « *nisi senescalliam, pro qua opprimebat ecclesias et pauperes, habuisset.* » Des difficultés analogues se trouvent dans le Cotentin : ce sont les discussions de Renaud de Radepond et de l'évêque Jean d'Essei en 1258, de Chrétien le Chambellan avec diverses justices ecclésiastiques de 1278 à 1282 (2). Dans le midi, c'est Guy d'Autun dont se plaint Guillaume de Casouls, évêque de Lodève (3). Au centre, c'est Beaumanoir lui-même qui, après sa sortie de charge, est poursuivi et condamné par le Parlement à

(5) Boutarie. Actes du Parlement, n° 362 (année 1259).

(1) Beutemps-Beaupré, *op. cit.*, pages 401-414.

(2) Delisle. *Antiquaires de Normandie*. Année 1851.

(3) Layettes du trésor des Chartes, tome III, pièce n° 4208 (année 1255).

rendre un homme qu'il avait injustement enlevé à l'abbaye de Chaalis (1). Il est vrai que les évêques n'eurent pas toujours gain de cause dans leurs plaintes (2) et que les officiers royaux ont formulé plus d'une plainte contre eux : Jean d'Arzis, sénéchal de Rouerge, dans une longue lettre adressée à Alphonse de Poitiers, énumère plusieurs griefs qu'il a contre l'évêque de Rodez (3) et l'on trouve dans les grands rôles de Normandie une plainte en forme sous ce titre : « les sept cas dont le bailli de Caen fut plaignif ès mestres de l'eschiquier de l'évêque de Baiex » (4).

A l'égard de ses administrés, le bailli doit réunir des vertus tout aussi précieuses. Comme il rend la justice, il faut qu'il soit patient, qu'il écoute les plaintes avec douceur, qu'il soit pitoyable aux pauvres gens, qu'il soit brave et actif. Il lui faut, et c'est là la qualité la plus nécessaire à un bon juge, cette pénétration naturelle qui fait distinguer les « loiax des tricheres » et dont l'exercice lui sera d'autant plus facile qu'il aura plus attentivement écouté les justiciables.

Enfin la sapience, la piété et la loyauté, trois qualités

(1) Bordier. *Philippe de Remi, sire de Beaumanoir*, page 130. On trouve dans les *Olim* un grand nombre de faits du même genre où l'on donne gain de cause à des ecclésiastiques ou à des seigneurs contre les baillis ; ainsi au tome II, pages 190. II. 78. I. 210. XXIV. 505. XIV. 67. 1, etc.

(2) *Olim*. II, page 191, x. Actes du Parlement I, n° 675. (Beaumanoir était impliqué dans cette dernière affaire), etc.

(3) Layettes du trésor des Chartes, tome III, pièce n° 4039² (année 1253). Au tome II, pièce n° 3338, c'est le bailli d'Orléans qui se plaint de l'évêque.

(4) Léchaudé. *op. cit.*

d'ordre moral général, achèveront de faire du bon bailli un parfait honnête homme ; permettront d'affirmer qu'il ne se départira pas des autres, qu'il restera fidèle serviteur du roi, en même temps que sage administrateur.

Que les baillis aient atteint le degré de perfection que leur proposait Beaumanoir, il serait vain de le prétendre : on connaît trop d'enquêtes nécessitées par leurs excès, ils ont trop souvent profité de l'éloignement du pouvoir central pour pressurer les populations. Au besoin, ils faisaient de leurs parents leurs principaux collaborateurs dans leur œuvre d'oppression : c'est ainsi que Jean de Friscamps, sénéchal de Languedoc, faisait de son neveu un sous-viguier et établissait son beau-frère viguier de Béziers (1). Ils laissaient leurs agents subalternes se multiplier pour le plus grand dommage des justiciables : en 1277, les excès de ce genre commis dans les sénéchaussées de Beaucaire et de Carcassonne étaient si affreux, qu'à la suite de leur enquête, Simon de Candes et Pierre, doyen de Saint-Martin de Tours, rendirent une ordonnance pour la réforme totale de la justice dans ce territoire ; ils se qualifient : *deputati ad inquirendum de excessibus factis per improbitatem senescallorum, judicum, bajulum, notariorum seu tabellionum, et aliorum curialium et servientium domini Regis* » (2). Les baillis étaient assez souvent l'objet de plaintes directes et la *Curia Regis* les punit plus d'une

(1) Molinier, *op. cit.*, page 490.

(2) *Histoire du Languedoc*, édition de 1742, tome 4, cols 56-57.

fois, assez doucement d'ailleurs, en général. On leur adressait un blâme du Parlement avec ordre de remettre les choses en l'état (1) ; quelquefois, on allait jusqu'à l'amende (2) ; la destitution n'a presque jamais été prononcée.

Néanmoins, on ne peut nier qu'il n'aient été infiniment supérieurs aux agents des justices seigneuriales et ecclésiastiques. La surveillance exercée par le Parlement, la révocabilité *ad nutum*, les déplacements assez fréquents étaient autant de garanties. Il faut ajouter qu'ils étaient choisis dans un personnel éclairé, on est ici en présence de fonctionnaires de carrière formant un corps et ayant à défendre des traditions d'honneur. Aussi un grand nombre de baillis ont laissé des noms célèbres, comme Renaud Barbou, prévôt-bailli d'Amiens, Etienne Boileau, prévôt de Paris, Etienne Tatesaveur, bailli de Sens, Pierre de Fontaines et surtout Beaumanoir.

La royauté ne négligeait aucun moyen de les engager à être fidèles et scrupuleux ; indépendamment de la surveillance précédemment indiquée, on les liait par un serment prêté au moment de leur entrée en fonctions. Un tel engagement était d'une importance particulière au Moyen-

(1) Olim. II, pages 78. II, 103, XIX, etc.

(2) *Id.*, page 112. v. — pages 542, XI, 546, XIV. Les baillis ont dû « *gagiare emendam* » ; la Cour appréciera les dommages-intérêts : page 357, XV, plainte contre le sénéchal de Beaucaire (1293). — Boutaric. Actes, tome II, nos 5662 et 6671, blâme à deux baillis pour avoir, le premier arrêté un homme sans spécifier de quels crimes il l'accusait, l'autre pour n'avait pas fait une enquête à lui ordonnée. Tome I, n° 2782, 1000 livres d'amende et 500 de dommages-intérêts pour avoir envahi avec le prévôt la maison de l'abbé de Pothières.

Age, avec les sentiments de piété courants. La formule en est indiquée par Saint-Louis, dans son ordonnance de 1254. Le bailli promet de rendre à tous une égale justice, de garder intacts les droits du roi, de ne toucher aucunes épices, non plus que sa femme ou ses enfants. Il lui est également interdit de rien donner aux conseillers ni aux enquêteurs royaux afin de se les rendre favorables, et de prendre part à aucune vente de choses quelconques appartenant au roi. Il doit également surveiller les officiers inférieurs, et « voulons, — dit saint Louis, — que ces dits serments soient pris en pleine assise devant tous...., jà soit ce qu'il aient juré devant nous ; à ce que il doutent à encorre le vice de parjurer, non pas tant seulement pour la paour de Dieu et de nous, mais pour la honte dou monde ».

En outre de ce serment, un ensemble de mesures étaient prises pour assurer aux baillis les moyens de rester honnêtes, en leur enlevant l'occasion de manquer à leurs devoirs. Plus les fonctionnaires ont d'attaches dans un pays, et plus il y a de chances pour qu'ils soient suspects d'injustice et de partialité. Il est à craindre, qu'entraînés dès longtemps dans des querelles de partis ou de familles, mêlés avec des coteries, ils ne cherchent à compenser un excès d'indulgence à l'égard de leurs parents et amis par un excès de rigueur à l'égard de leurs adversaires. Ajoutez qu'il eut été dangereux pour le roi de laisser ses agents s'inféoder leur circonscription. Aussi défendait-on aux baillis d'établir leurs enfants dans le pays, d'y posséder des biens, d'y rester plus de trois ans et d'administrer plus d'un bailliage à la fois.

Ce n'est pas à dire que toutes ces prescriptions aient été obéies, il eut fallu dans le pouvoir central plus de force qu'il n'en avait encore pour les faire observer à la lettre et, s'il l'eût fait, il n'eût peut-être pas accompli une bonne besogne. En effet, les règles générales, uniformément appliquées sur toute l'étendue d'un pays, n'ont de résultats utiles, que si les mêmes conditions se retrouvent identiques sur tous les points du territoire. Or cela n'est presque jamais vrai et, au Moyen-Age plus qu'à toute autre époque, il fallait des accommodements avec les ordonnances. Il y avait des baillis qu'on pouvait changer au bout de trois ans et d'autres dont le long séjour s'imposait ; il y avait des circonscriptions où, à telle époque il était nécessaire que le bailli ne changeât pas, soit que les populations fussent habituées à lui, soit que son administration fût particulièrement remarquable, soit que le pays nouvellement acquis, exigeât pour se rallier définitivement, cet officier plutôt qu'un autre. Et ainsi il était bon, si l'on voulait pouvoir arrêter des abus possibles, de poser en principe, dans une ordonnance que chaque bailli n'administrerait qu'un bailliage et pendant trois ans seulement mais, en fait, il était bon de faire parfois céder la règle, si bien qu'il n'y avait point, en réalité, violation des ordonnances, mais intelligente application de leur esprit. Le perpétuel déplacement des fonctionnaires eût sans doute gravement atteint le bon fonctionnement d'une institution encore à ses débuts.

Il n'est pas difficile de trouver des baillis qui soient restés de nombreuses années dans le même siège : M. Borrelli de Serres en cite un assez grand nombre qui sont restés

en place de 8 à 25 ans (1), et on peut facilement allonger la liste d'après les comptes du xiii^e siècle qui nous restent ; on en trouve couramment, qui ont passé cinq ou six années dans la même ville. De même un bailli compte pour plus sieurs bailliages : ainsi, en 1235, Pierre Tristan compte pour les bailliages d'Artois et Saint-Omer ; Pierre Baron bailli de Tours, compte en même temps de *ballivia* Andegavensi, Cenomanensi, Castri-Eraudi et Montis-Conterii ; encore en 1292, Édouard de Neuville, bailli de Senlis, compte en outre pour Gisors.

D'ailleurs, le plus grand nombre des baillis changent de siège assez fréquemment ; mais ils restaient d'ordinaire en fonctions pendant de longues années et dans la même région. Nicolas de Hautvilliers passe de Sens à Bourges, Mathieu de Belna fut bailli de Vermandois et d'Orléans, Girard de Keurois d'Orléans puis de Senlis, etc. Il en était de même dans la région du Midi et de la Normandie. On ne passait pas du centre dans le midi. Cela ne veut pas dire que l'on n'envoyait pas des gentilshommes du centre administrer les sénéchaussées méridionales ou la Normandie, quand l'intérêt de la royauté l'exigeait : au contraire c'est ce que fit Simon de Montfort pour Beaucaire et Carcassonne (2) ; c'est ce qu'avait fait Philippe-Auguste pour les provinces anglaises, remplaçant les anciens sénéchaux par des officiers de son entourage ou leur en adjoignant. Mais on n'eût pas par exemple envoyé Beaumanoir remplacer Jean d'Arsis ou réciproquement : le

(1) Borrelli de Serres. *Recherches*, etc., page 211, note 8.

(2) Molinier, *loc. cit.*

bailli ne quittait pas la région dont il avait l'habitude et qui était également accoutumée à lui. Cette pratique avait un double avantage : d'abord les administrateurs séjournant dans la même contrée étaient mieux à même de la connaître que des fonctionnaires instables ; et d'autre part, on réalisait une assez grande stabilité, sans avoir à craindre les inféodations. Ce n'est pas à dire que ce procédé ait été volontairement employé : il est probable qu'on en a usé tout naturellement ; les difficultés de communication, l'habitude qu'on avait de vivre dans le même pays au Moyen Age s'opposaient à des déplacements lointains et fréquents, et commandaient la solution qui fut adoptée et qui se trouva être la meilleure.

Enfin il se forma rapidement des familles de baillis. Beaumanoir remplissait la même fonction que son père ; les Hautvilliers donnèrent trois administrateurs à la ville de Sens dans la première moitié du ^{xiii}^e siècle : Étienne, en 1217, Richard, en 1231, Nicolas, en 1227 et de nouveau en 1234. La famille des Montigny fournit aussi trois baillis : Dreux à Gisors, en 1248, Jean à Sens, en 1285 et Simon à Orléans, en 1298. Lucas de Villiers fut bailli du Cotentin en 1248 et Jean d'Amiens, en 1250. On pourrait multiplier les citations.

Tout cet ensemble concourait à donner à la royauté des serviteurs sages et éclairés et dont aucun n'était redoutable, puisqu'aucun n'était propriétaire de sa charge. M. Petit-Dutaillis (1) a remarqué, en étudiant le compte de 1226, que les baillis de Louis VIII n'appartenaient pas en général

(1, Petit-Dutaillis. Thèse, page 364.

à de grandes familles : les noms que nous avons cités indiquent qu'il en fût de même pendant tout le siècle. Il n'en était pas tout à fait de même pour les sénéchaux de l'Ouest et du Midi, mais cela tient à leur origine. Des hommes de naissance relativement humble étaient plus souples, et il était probable qu'ils chercheraient à racheter cette infériorité par la supériorité de leurs talents. Ils étaient aussi plus disposés à diminuer le pouvoir des hauts seigneurs que s'ils avaient eux-mêmes appartenu à cette classe. Évidemment, on ne peut pas dire que tout cela ait été prévu, médité, il n'y a pas eu plus de plan d'ensemble pour le choix des baillis qu'il n'y en avait eu pour leur création. Mais l'ensemble des idées courantes, les principes vagues, que personne sans doute n'eut pu fixer, d'une façon précise, commandèrent les décisions les meilleures. Il y a, dans les réformes de Philippe Auguste et de Saint Louis une part d'inconscience que n'avaient pas aperçue les premiers savants qui s'occupèrent de ces questions. Aussi considérèrent-ils comme le résultat d'un plan logique ce qui n'était que le résultat d'une série d'expériences presque toutes faites sous méthode ; de là les difficultés et les erreurs, et l'embarras qu'on éprouvait à rencontrer, parmi les baillis, de petits nobles. Au contraire, rien n'était plus naturel. Les rois se sont adressés pour administrer leurs terres à ceux qui leur inspiraient confiance et qu'ils ne redoutaient pas ; c'est pour cela que nous voyons rarement la qualification de *miles* dans les comptes (1), que ceux

(1) Ainsi Chandeleur 1251. Hamericus de Gaiis est seul qualifié miles. — 1253. Henricus de Hus, miles. Ascension 1254. Henricus de Gaiis, miles ; Henricus de Consanciis, miles.

des baillis qui ont ce titre ne manquent jamais de l'énoncer à la suite de leur nom et que, pour plusieurs d'entre eux, il n'apparaît qu'après des années de service, donc accordé comme récompense (1).

La royauté montrait en effet aux baillis qu'elle savait apprécier leurs services et d'abord par l'élévation de leurs gages. Sous Philippe III Robert, Sans avoir bailli de Mâcon touche 388 livres par an, le prévôt de Paris et le bailli de Vermandois 498 livres, ceux de Senlis et d'Orléans 320 livres (2). Le bailli de Bourges, au même compte de 1278 touche la même somme. Sous Philippe le Bel, le prévôt de Paris touche 16 sous par jour ; les baillis de Champagne et de France 365 livres par an, le sénéchal de Rouergue 500 livres, celui de Périgord 600, ceux de Toulouse, Beaucaire et Carcassonne chacun 700 livres (3). D'ailleurs la place imposait des dépenses assez grandes pour que ces gages fussent encore insuffisants : Jean d'Arsis, sénéchal de Rouergue pour Alphonse de Poitiers ne pouvant entretenir sa suite et sa maison ni subvenir à ses dépenses de voyage donna sa démission, il ne la retira que sur les instances du clergé qui lui promit de lui venir en aide et pourtant il mourut fort endetté (4). En outre du traitement, les baillis touchaient des sommes supplémentaires pour frais extraordinaires et recevaient des gratifications. L'on trouve, dans presque tous les comptes des bailliages

(1) Ainsi Ansellus, 1255 vicecomes, 1257 miles. Nicolas de Menou, bailli de Sens, dès 1248, miles seulement en 1256. Mathieu de Belna n'est appelé miles que depuis 1256, etc.

(2) Langlois. Thèse, page 336.

(3) Boutaric. *La France sous Philippe le Bel*, page 171.

(4) Molinier, *op. cit.*, p. 490.

au ^{xiii}^e siècle, des sommes attribuées *pro robis* et assez fréquemment *pro robis baillivi et familie suæ*. Par exemple au compte de la Toussaint 1261, il est donné sous cette mention au bailli d'Orléans 24 livres, à celui de Tours 25, à ceux de Mantes, Senlis et Amiens 26, à celui de Bourges 28, à celui de Gisors 29 livres 13 sous et à celui de Mâcon 30 livres (1).

Les services particuliers étaient payés par des dons ; sous Philippe III, dit M. Langlois, les archives sont pleines de chartes de ce genre. Philippe-Auguste avait indiqué le procédé : de tels actes signés de lui sont nombreux. En 1208, il donne des terres à Pierre de Thillay, en 1210 il fait une donation à Cadoc, à Guillaume Escuacol et à Jean Luc de Rouen, en 1217 au même Cadoc, en 1218 à Mile de Levis, etc. (2). Ses successeurs continuèrent cette pratique : la générosité royale s'étendait même aux femmes et aux enfants d'anciens serviteurs (3).

Enfin la royauté affermissait les baillis par le soin qu'elle prenait de les faire respecter ; les injures qu'on leur adressait étaient punies avec une rigueur extrême. M. Langlois cite le cas du chapitre de Saint-Valéry condamné à 800 livres parisis d'amende parce qu'un moine avait touché, sans violence d'ailleurs, l'épaule du bailli d'Amiens (4).

(1) H. F. XXII, page.

(2) Delisle. E. C. 1859, page 249. Catalogue des actes de Philippe-Auguste, nos 1617, 1790. Antiquaires de Normandie 1831, page 73. Adde les actes cités par Léchaudé, *op. cit.*, depuis la page 154.

(3) Molinier, *op. cit.*, page 500. Boutaric, *Saint-Louis et Alphonse de Poitiers*, page 263.

(4) *Olim.*, I, 911.

De même, en 1257, Hugues de Minière et son frère furent condamnés à 200 livres d'amende chacun, le premier pour avoir frappé le bailli d'Amiens et le second pour ne l'avoir pas défendu (1). De même en 1270, les habitants de Saincoins sont condamnés à 100 livres tournois d'amende pour injures adressées au bailli de Bourges (2). Ainsi par le soin apporté au recrutement de ces officiers et par la surveillance perpétuelle exercée sur leur compte, on assurait aux populations des garanties sérieuses ; par les récompenses qu'on leur décernait et le respect qu'on leur accordait, on les encourageait à l'honneur et à la loyauté : ils tinrent ce qu'on attendait d'eux.

(1) Boutaric. Actes, tome I, n° 93. Un grand nombre d'actes des *olim* ou des actes du Parlement contiennent les réparations pour injures faites à des prévôts, sergents ou boyles, on en trouve beaucoup moins se rapportant aux baillis et sénéchaux, ce qui va de soi, étant donnée la haute importance de ces officiers, à l'égard desquels on était plus réservé.

(2) *Olim*, I, 337, VII.

DEUXIÈME PARTIE

LES FONCTIONS DES BAILLIS

CHAPITRE I^{er}

ROLE JUDICIAIRE DES BAILLIS

Parmi toutes les fonctions qui furent le partage des baillis, il n'y en eut point de plus importantes que les judiciaires, elles occupaient une grande part de leur activité et elles eurent pour la royauté les résultats les plus heureux. En effet, pour l'établissement d'un pouvoir fort, la nécessité de l'unité de juridiction est évidente, et d'autre part en restreignant le droit de justice des seigneurs, de l'Eglise et des villes, on leur enlevait beaucoup de leur importance, on les empêchait d'être redoutables. Cette étude sera divisée en trois sections. Dans la première, on examinera la composition des assises, et le rôle qu'y jouait le bailli. La seconde retracera les diverses phases de la lutte des officiers royaux avec les tribunaux des seigneurs, avec les officialités et avec les juridictions municipales. Enfin

on consacrera la troisième aux rapports des baillis avec le Parlement.

PREMIÈRE SECTION — POUVOIRS JUDICIAIRES DU BAILLI ;
SES ASSISES

Nous avons vu les baillis apparaître comme des espèces de « vice-rois » : le mot est de M. Luchaire. Ils pénètrent dans toutes les branches de l'administration, et, en effet, leurs ancêtres, les palatins étaient envoyés en province avec des missions de toute nature ; de même encore, la compétence de la *Curia Regis* était universelle. Le pouvoir judiciaire devait donc appartenir à ces officiers et il leur appartint, le doute ne porte point sur cette question, mais sur la difficulté de préciser ce qui rentrait dans le ressort des baillis aux débuts de l'institution. Au cours de la lutte contre leurs rivaux, chacun des nouveaux procédés de combat qu'ils inventent, chacun des progrès qu'ils réalisent, marque une extension de leur compétence, qui apparaît ainsi bien clairement. Mais quand ni l'appel, ni les cas royaux, ni le droit de prévention n'alimentaient le rôle des assises, qu'avait-on à y juger ? Au centre, le roi avait sa *Curia*, dans les provinces, il était représenté par les prévôts.

Pour résoudre le problème, il faut distinguer le double rôle que joue le bailli : sur les terres qui dépendent directement de la couronne, il représente le roi ; dans les pays d'annexion, il tient, pour le roi empêché, la place de l'ancien suzerain.

Dans les contrées d'obéissance le roi, on aperçoit tout d'abord une série de causes pour lesquelles le tribunal du bailli est nécessaire. Fonctionnaire d'ordre supérieur aux prévôts, c'est à lui qu'on viendra se plaindre d'eux, soit qu'en dehors de leurs fonctions judiciaires, ils aient commis des actes répréhensibles, soit qu'on les accuse de déni de justice ou de faux jugement. Le testament de Philippe-Auguste leur accorde sur les prévôts le même droit de surveillance qu'il a accordé sur les baillis à l'archevêque et à la reine : « *Similiter de prepositis nostris significant nobis Baillivi nostri.* » (1) Et dans le cas de rapt, meurtre, homicide ou trahison, ils pourront prononcer la destitution (2).

Si ce fonctionnaire n'avait pas connu d'autre causes, il n'eût pas été un véritable juge ; il s'agit plutôt ici d'un pouvoir de police, d'un droit de surveillance d'un supérieur sur un inférieur ; grâce auquel ce supérieur, après avoir puni le coupable, a la possibilité, en vertu de son caractère de représentant du roi, de revoir le procès dans lequel est intervenu un déni de justice ou un faux jugement. Il faut aller plus loin et admettre l'existence d'une véritable juridiction baillivale.

En premier lieu, une série d'affaires est naturellement réservée à cet agent ; ce sont celles où les droits civils de la couronne sont intéressés : le testament de Philippe-

(1) Rigard. (édition Delaborde), page 102.

(2) *Ibid.* « Baillivos autem nostros non poterunt amovere Regina et Archiepiscopus a bailliviis suis, nisi pro murtro, vel raptu, vel homicidio, vel proditiione, nec Baillivi prepositos, nisi pro aliquo istorum. »

Auguste y fait allusion en disant qu'aux assises « *et nos nostra jura et nostram justitiam et forefacta, quæ proprie nostra sunt, ibi scribentur* ». Tout ce qui touche aux usuriers et aux Juifs relève du bailli (1) ; et il est remarquable que dans l'un des actes cités à la note 3, la justice criminelle ordinaire appartenait au seigneur local, l'abbé de Fécamps.

En outre de cette justice extraordinaire, il faut admettre une compétence ordinaire universelle ; en effet, le testament de Philippe-Auguste, lorsqu'il parle des assises des baillis dit : « *omnes qui clamorem facient, recipient jus suum per eos et justiciam sine dilatione* ». Le texte est absolument général ; Beugnot semblait l'admettre sans difficulté (2) ; M. Williston Walker le croit également (3) et M. Esmein, sans l'affirmer formellement, y incline (4). Les termes du testament et les passages de Bouteiller et du grand Coutumier de Normandie que cite M. Esmein me paraissent aussi décisifs. D'ailleurs l'opinion contraire me semble devoir être repoussée *a priori*, en dehors même des textes, parce qu'elle est contraire aux habitudes du Moyen Age. Sans doute, il peut paraître extraordinaire qu'on ait placé, alors que les prévôts fonctionnaient déjà, des agents également pourvus de pouvoirs judiciaires, sans délimiter la compétence des uns et des autres. Mais cette délimitation de compétence suppose des habitudes.

(1) Layettes. I, 373. Delisle. Catalogue nos 1792, 1874.

(2) Beugnot. *Olim.*, tome I, préface page XI.

(3) Williston-Walker. On the increase of royal power in France under Philip-Augustus, page 130.

(4) Esmein. *Histoire du droit français*, p. 347.

d'ordre, de réglementation précise que le Moyen Age ignorait. On envoie des baillis, qui sont les supérieurs des prévôts ; on leur reconnaît des pouvoirs généraux à l'image du roi qu'ils représentent et de la curie d'où ils découlent. Ils seront donc juges et comme tels, ils seront compétents pour une cause quelconque ; comment ce qui pourrait être fait par leur inférieur ne pourrait-il pas être fait par eux ? Qu'on leur réserve les causes qui touchent les droits civils de la couronne, cela se comprend ; ils sont en quelque sorte « *loco regis* » dans les provinces. Plus tard, quand l'appel sera organisé, on admettra qu'ils ne puissent décider certains procès qu'après qu'un jugement prévôtal est intervenu ; mais au début, il me paraît que cela ne se comprend pas. Notez bien d'ailleurs, que la Cour du Roi pouvait juger n'importe quelle affaire et que les baillis eux-mêmes portent à la *curia* un procès qu'ils n'osent trancher à eux seuls (1). La compétence générale des baillis dans les terres royales est donc logique en même temps qu'affirmée par les textes.

Passons au rôle du bailli dans les pays nouvellement acquis ; il y tenait également la place du roi, mais le roi n'avait plus ici la même autorité que dans ses domaines. En prenant la contrée, il s'était introduit dans la hiérarchie féodale au niveau précis où s'y trouvait le seigneur dépossédé ; il n'avait ni plus ni moins de droits. On lui devait le service de cour dans les conditions où il était dû à l'ancien suzerain et comme il ne pouvait évidemment être partout

(1) Boutaric. Actes antérieurs aux *Olim.* CCCVI. *Olim.* I, 783. XXI, 1269.

à la fois, c'était son bailli qui le représentait, à qui on venait prêter l'hommage et qui réunissait et présidait les assises.

L'assise se tenait sur le territoire royal ; elle n'aurait pu avoir lieu sur un terrain appartenant, à une abbaye ou à un seigneur, puisque celui-là seul a droit de justice qui est seigneur de la terre. En outre son siège doit être à peu près invariable, ce devait être « le siège d'ancienneté accoutumée et elle ne peut ni doit être tenue en lieu étrange, mais en place commune, dit Bouteiller, car si notable cour et justice doit être tenue notoirement à exemple de tous (1) ». On choisissait de préférence une localité assez importante, à laquelle ressortissait le territoire environnant. Il y avait un certain nombre d'assises par an. Le testament de Philippe-Auguste en exigeait une par mois ; Beaumanoir recommandait à ses collègues de les tenir « au moins de six semaines à autre ou de sept » ; les ordonnances varient et prescrivent tantôt 6 assises par an tantôt 4. Cependant on a prétendu qu'elles étaient annuelles. M. de Rozière (2) pense que, dans tout le cours de l'année, le bailli tenait des audiences sans cérémonie pour expédier les affaires courantes, mais que les assises solennelles n'avaient lieu qu'une fois par an. Cette opinion se base sur les arguments suivant : Guyot déclare qu'elles étaient « des assemblées qui se tenaient annuellement et à de certains jours marqués par les juges supérieurs, pour rendre publiquement et solennellement la justice : (3) » Les recom-

(1) Bouteiller. *Somme rurale*, page 9.

(2) *Nouvelle revue historique du Droit français et étranger* 1891. L'assise du bailliage de Senlis.

(3) Guyot. Répertoire. V Assises.

mandations de Beaumanoir supposent l'habitude d'une certaine négligence; Bouteiller dit ouvertement que les prescriptions des ordonnances sont « mal pratiquées. » La répétition même de ces ordonnances, l'exemple du Parlement qui, encore sous Philippe le Bel et malgré lui, ne tenait qu'une session annuelle, viennent corroborer cette thèse que confirme pleinement un texte, le registre du baillage de Senlis où les causes qui en 1340 avaient été envoyées à la prochaine assise se retrouvent en 1341, sans qu'il soit permis de douter de leur identité.

Il semble bien qu'il y ait une part de vérité dans cette hypothèse, mais qu'on se tromperait en la considérant comme une vérité absolue. La tenue d'une seule assise par an était illégale : cela ne prouve point qu'il n'en fût pas ainsi en fait, mais démontre au moins qu'il y avait là une pratique fautive. L'exemple du Parlement n'est pas absolument convaincant, d'abord parce qu'il a souvent tenu plus d'une session par an, comme on peut le voir par les Olim, et ensuite que même dans ce cas, il n'est pas certain que les baillis aient littéralement copié ses habitudes. Il y a peut-être aussi quelque exagération à conclure des recommandations sages de Beaumanoir et du « mal pratiqué » de Bouteiller à l'unité d'assises. L'exemple du baillage de Senlis ne saurait être concluant, parce qu'on n'a de renseignements que sur lui et pour deux années seulement. Enfin l'avis de Guyot ne peut peser beaucoup dans la discussion, à cause du manque absolu de preuves, de l'obscurité compacte du passage et des erreurs certaines qu'il renferme (1).

(1) Voici, en effet, ce paragraphe : « Dans l'origine, les assises

Il n'y a que deux points certains : c'est que théoriquement, il devait y avoir 5 assises par an, et qu'en fait, le principe, n'était pas obéi, Il est possible que dans certains baillages comme celui de Senlis, il n'y ait eu qu'une assise solennelle chaque année et dans le courant, des audiences sans cérémonie ; mais tout ce que nous savons de l'administration de la justice d'après les ordonnances et d'après les auteurs, nous permet d'affirmer, malgré Guyot, qu'une seule assise ne pouvait être qu'un fait illégal et exceptionnel. D'ailleurs vraisemblablement les sessions étaient moins nombreuses au ^{xiv}^e siècle qu'au ^{xiii}^e siècle ; il fallait des juges qui ne tenaient pas à se déranger et qu'on dérangeait de moins en moins. Le bailli en jugeant seul accroissait son autorité et les plaideurs ne souffraient pas trop, puisque, si les grandes réunions diminuaient, le nombre des petites audiences était illimité. Mais il est impossible que dès Beaumanoir et régulièrement la pratique eût été telle ; ce-

étaient des assemblées qui se tenaient annuellement et à certains jours marqués par les juges supérieurs, pour rendre publiquement et solennellement la justice. Les assises furent instituées par Saint Louis, tant pour recevoir les plaintes des vassaux ou sujets des seigneurs, contre les malversations de leurs officiers, que pour juger les appellations des sentences rendues par les juges inférieurs. Les assises ne doivent pas être confondues avec les assemblées de justice qui sont de deux sortes : ordinaires, appelées plaids ou jours ordinaires, ou petites assises, et extraordinaires appelées grandes assises, grands plaids ou simplement assises. Anciennement, les barons et les autres grands seigneurs présidaient eux-mêmes aux grandes assises, puis ils mirent à leur place leurs officiers ou baillis, de sorte que la séance des plaids ordinaires et celles des assises ne formèrent plus qu'une seule et même justice, appartenant aux mêmes seigneurs, quoique tenue en différents lieux. »

la eût été trop contraire aux habitudes des populations accoutumées à des plaids plus fréquents, trop contraire aussi à ce que dit Beaumanoir, car l'intervalle de 6 ou 7 semaines dont il parle ne peut être confondu avec un intervalle de douze mois.

Quel que fût le nombre des assises, elles étaient annoncées avec une grande publicité ; à la fin de chacune d'elles, on indique la date de la suivante « afin que chacun puisse savoir quand et comme il peut et doit procéder, car en assise est plaidoyé étroitement par tour de rôle fait par présentation (1) » Au moment même de son ouverture, des publications ont lieu dans chaque ville du ressort ; un sergent, par commission du bailli souverain, énonce le lieu et les jours des présentations. Toutes les assises étaient annoncées dans les mêmes formes, mais elles n'étaient pas toutes identiques ; nous avons distingué chez les baillis une double fonction judiciaire ; leurs assises avaient également deux caractères tout-à-fait différents.

La distinction a été faite par Beaumanoir aussi nettement que possible (2) ; il oppose les lieux où l'on juge par bailli, dans lesquels cet officier a réuni des « hommes des plus sages » et avec leur conseil a rendu la sentence, aux lieux où l'on juge par hommes, c'est-à-dire où les baillis, après avoir entendu les parties si elles veulent « oïr droit selon les paroles et les resons qu'ils ont dites » et dans l'affirmative doit « contraindre les hommes qu'il facent le jugement ». Dans ce dernier cas, le roi

(1) Bouteiller. *l.c.*

(2) Beaumanoir. Édition Beugnot ; chap. I, n 13.

n'est considéré que comme un seigneur ordinaire ; on lui applique strictement toutes les règles du droit féodal, et son bailli n'a qu'un pouvoir : c'est d'appeler les vassaux pour rendre le service de cour, c'est comme on l'a dit « une assise à l'ancienne mode » (1). Dans la première hypothèse au contraire, le roi est vraiment souverain ; son bailli appelle les hommes qu'il lui plaît, il les fait venir, non parce qu'il y est forcé, non parce que ces jurés auraient à émettre un avis susceptible de le lier, mais pour se renseigner et pour se mettre à couvert, car, dit Beaumanoir, « Il est excusé de blâme, quant on set qu'il le fist par conseil de bonnes gens et saiges ». Sa puissance dans ce cas est donc bien plus considérable. Cette assise devait inévitablement entraîner la disparition de l'autre, et pour trois causes : le bailli cherchait à accroître son autorité ; les juges qui trouvaient fort lourd le service qu'on leur réclamait savaient bon gré à l'officier royal de ne pas les appeler (2) ; enfin il s'opérait dans les esprits une confusion involontaire, car le même bailli siégeait dans le même lieu aux deux titres. Et en effet, l'assise des chevaliers disparut assez rapidement, cependant il en subsista en quelque sorte le principe dans les réclamations que firent toujours les nobles pour être jugés par leurs pairs.

L'assise du bailli une fois proclamée et le jour de son ouverture arrivée, les juges et officiers de la circonscription s'y rassemblaient et Bouteiller dit qu'« y doivent estre tous les juges, baillis, lieutenants, sergents et autres

(1) Warnkonig und Stein *Französische Rechtsgeschichte*. III, p. 377.

(2) Fustel de Coulanges. *Revue des Deux-Mondes*, août, 1871.

officiers, s'il n'ont loyal exoine ». Les diverses audiences étaient plus ou moins solennelles, et suivant les jours, le bailli siégeait entouré de tout son conseil ou de partie seulement. Le registre du bailliage de Senlis pour les années 1340 et 1341 est à ce point de vue très intéressant et très utile. On ne trouve plus dans la liste des juges qu'un seul gentilhomme ; les autres membres du tribunal sont des officiers royaux et des légistes. Les assesseurs descendent souvent de leur siège pour jouer un rôle dans le procès. On les voit arbitres amiables compositeurs (1), ou commissaires-auditeurs (2) ou procureurs des parties (3). Le rôle personnel du bailli est extrêmement important et touche à tous les détails de la procédure civile ou criminelle ; il préside l'assise et les jugements sont rendus en son nom. Il accorde ou refuse les délais demandés (4), renvoie les affaires à la prochaine session et ce qui est un peu surprenant, c'est que ce renvoi est presque la règle (5) ; il ordonne les enquêtes, désignant les commissaires, indiquant les points sur lesquels leurs efforts doivent porter et renouvelant leur commission ou les changeant au besoin (6) ; il désigne de même les arbitres (7), statue sur les élargissements de prison (8), homologue les accords

(1) Clément du Plessié, par exemple, nos 51 et 101.

(2) Le procureur du roi aux numéros 64, 89, 114, etc. — Clément du Plessié au numéro 88. — Regnault Bichon au numéro 59.

(3) Clément du Plessié, nos 5, 21, 71.

(4) N° 31.

(5) Nos 1, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, etc.

(6) Nos 2, 8, 9, 21, etc.

(7) Nos 32, 34, etc.

(8) N° 51.

et les désistements (1) ; enfin, il juge seul les litiges d'importance minime. On voit quel était son rôle ; il était en somme le juge unique du bailliage : il apparaît bien, tel que Beaumanoir nous l'a représenté, réunissant des assesseurs et leur demandant conseil ; c'était de sa part affaire de bonne volonté ; il réclamait un avis pour ne pas prendre à lui seul la responsabilité des sentences les plus graves, et l'on notait avec soin dans le dispositif l'existence d'une délibération ; la décision avait été arrêtée, disait-on, après « eu conseilg sur ce », ou « eue délibération et conseilg sur ce » ou « eue délibération de conseil » (2).

Nous pouvons ainsi résumer en deux mots la compétence des baillis ; ils connaissaient normalement de toutes les difficultés qui naissaient dans leurs bailliaages ; nous verrons qu'on leur réservait les appels et les causes qualifiées ces royaux et qu'un droit de prévention sur les juges seigneuriaux et ecclésiastiques leur appartenait également *ratione personæ*, ils attiraient devant eux les nobles et ne pouvaient retenir les clercs et les bourgeois relevant des justices communales.

DEUXIÈME SECTION. — LUTTE CONTRE LES JURIDICTIONS RIVALES.

La lutte contre les juridictions rivales se prolongea pendant plusieurs siècles ; elle fut particulièrement vive dans tout le cours du treizième et du quatorzième siècles. Les baillis

(1) N° 86.

(2) Nos 84, 86 et 87.

trouvaient en face d'eux les justices seigneuriales, les officialités et dans les villes privilégiées, les tribunaux communaux. Tous leurs efforts tendirent à diminuer la compétence de leurs adversaires. Il y arrivèrent grâce à l'emploi habile d'un certain nombre de procédés dont les plus importants étaient l'appel, la prévention et les cas royaux : au moyen de l'appel, ils connaissaient comme juridictions supérieures, de causes quelconques ; au moyen de la prévention, ils connaissaient concurremment avec les autres tribunaux de procès qu'ils n'auraient point dû décider ; au moyen des cas royaux, ils s'arrogeaient compétence exclusive sur une série d'affaires indéfinie et illimitée. Ces théories nuisaient également à toutes les justices seigneuriales, ecclésiastiques et communales ; mais tandis qu'elles étaient suffisantes pour abattre les droits des vassaux et des communes, elles avaient besoin d'être aidées par des théories nouvelles à l'égard des officialités. Celles-ci, en effet, étaient compétentes pour trancher certaines causes, soit par suite de la nature du procès, soit à cause de la qualité des plaideurs ; dès lors le bailli était incompetent d'une façon absolue, s'il ne parvenait pas à démontrer, ou bien que dans tel cas particulier il n'y avait pas lieu d'appliquer un principe d'ailleurs vrai en soi, ou bien que le principe lui-même était contestable. Quant aux communes, encore qu'il faille considérer leur droit de justice comme un droit seigneurial et qu'il n'y ait pas eu besoin, pour les faire disparaître ou à peu près, d'inventer des procédés nouveaux, il convient pourtant de les étudier à part ; en effet si c'était une juridiction seigneuriale, du moins n'était-elle pas exactement identique à la juridiction seigneuriale,

et la lutte s'est compliquée de principes qu'on n'a pas eu à invoquer contre les justices des vassaux.

A. Procédés Généraux.

I). *Lutte contre les juridictions seigneuriales en général.*

1^o THÉORIE DE L'APPEL

Le mode d'introduction de l'appel, depuis les origines jusqu'au moment où il devint une voie de procédure accoutumée, est assez difficile à préciser. Il convient de chercher s'il avait des précédents dans le droit féodal et quels ils étaient. En théorie, l'appel est incompatible avec l'idée même de l'organisation judiciaire de cette époque ; les cours y sont toutes également souveraines dans l'étendue de leur ressort : la valeur de leurs arrêts est également absolue, il n'y a que le territoire sur lequel elles exercent leur autorité qui varie et les distingue. Cependant ce caractère définitif même alors comportait certaines exceptions, le mot « apel » était déjà connu, comme désignant un procès, que le duel judiciaire terminerait. Deux voies de recours étaient usitées : le faussement de jugement et l'apel pour défaute de droit.

Dans le faussement de jugement, tout individu jugé par ses pairs a le droit de prétendre que la décision a été rendue par fausseté, et de provoquer ses pairs devant la cour immédiatement supérieure, où le duel judiciaire dira qui avait raison ; le plaideur prend en quelque sorte ses

juges à partie : il y a évidemment très loin de cette procédure à un véritable appel. A la vérité, il y a bien un jugement attaqué devant un tribunal d'ordre plus élevé, devant lequel un seul moyen de preuve est admis, le duel ; mais le principe de la pairie est à la base de ce recours ; Pierre de Fontaines dit que « vilains ne puet fauser le jugement son seignor, ne de ses homes, s'il n'est garniz de la loi privée par quoi il le puisse fere (1) ». D'ailleurs, ce principe ne se retrouve pas aux assises du bailli. D'autre part, on admit le faussement de juge, où le plaideur arrête le premier juge qui a prononcé contre lui et le provoque, et dans cette voie de droit, il n'y a plus un appel, puisqu'aucune sentence n'a été rendue. Il fallait donc une transformation bien profonde ; elle ne fut réalisée qu'à la fin du ^{xiii}^e siècle. On connaissait dès le ^{xiii}^e le transport d'une cause d'un juge à une cour supérieure ; pour régulariser et universaliser la théorie, il fallait l'intervention d'un pouvoir fort, c'est-à-dire de la royauté lorsqu'elle aurait des officiers bien établis pour défendre ses droits.

Quant à la défaute de droit, elle correspond au déni de justice et il est tout à fait impossible de l'assimiler à un appel. Elle était permise à toute personne qui se trouvait dans des liens de vassalité par rapport au jugeur dont elle se plaignait. Beaumanoir a indiqué ses formes et il lui est arrivé de la confondre avec le faussement au chapitre XLVII. Elle ne pouvait servir au développement de l'appel que d'une façon indirecte, en accoutumant à s'adresser au

(1) Chapitre XXII, III.

suzerain ; mais, même dans cette mesure, la défaut ne donnait pas d'aussi bons résultats qu'on pourrait le supposer, parce qu'elle était interdite *omisse medio* et qu'ainsi on ne pouvait s'adresser directement au juge royal, à moins que le roi ne fût le suzerain immédiat.

Telle était la situation au XII^e siècle, fort embrouillée. Pour en sortir, il y avait beaucoup à faire, et l'on doit voir séparément le développement de l'institution dans le domaine royal et hors des terres de la couronne.

Dans les pays d'obéissance le roi, l'appel ne pouvait trouver à s'établir beaucoup de difficultés ; les baillis étaient institués précisément pour accueillir les plaintes dirigées contre la justice prévôtale et ils dépendaient eux-mêmes de la *Curia regis* dans une mesure que nous aurons à déterminer. A mesure que la hiérarchie se fortifiait, l'appel se comprenait mieux ; sa croissance correspond tout naturellement à la croissance du pouvoir royal ; il y a une concordance harmonieuse entre le développement de l'autorité centrale, de l'autorité baillivale, de l'appel (1). Les réformes s'aident et se soutiennent l'une l'autre. L'appel de faux jugement, qui suppose le principe du jugement par pairs inconnu à l'assise du bailli, est remplacé par l'appel sur les errements de plot, ou il subsiste de l'ancienne théorie l'habitude de prendre le juge à partie (2). Les efforts de Saint Louis pour faire disparaître le duel judiciaire et enfin l'avènement de la procédure

(1) Voir Marcel Fournier. *Essai sur l'histoire du droit d'appel*, page 267.

(2) Esmein. *Histoire de la procédure criminelle*, p. 27. — Brussel, page 236. Voir toutefois page 1029.

écrite étaient décisifs ; le duel désormais inusité, c'était l'appel régulier. L'ordonnance de 1260 était formelle, mais il ne faudrait pas se méprendre sur sa portée. Outre que, comme l'indique Beaumanoir, elle n'était pas applicable sur les terres des barons, il s'en fallut bien qu'on l'appliquât absolument dans les domaines de la couronne. Sans doute, Saint Louis s'efforçait de faire obéir ses prescriptions même sur une terre où il n'avait qu'une part dans la justice (1) (cela s'appelait un pariage), cependant lui-même permet le duel judiciaire dans des circonstances particulières et profite des recettes qui en proviennent (2). En 1296, Philippe le Bel le supprime pour toute la durée de la guerre royale et déclare que, pendant ce temps, les procès devront être portés devant les Justices du roi ou des seigneurs. Mieux encore, en 1306, une ordonnance l'autorise dans certains cas, et le livre de Justice et de Plet en contient à la fois la prohibition et de nombreux exemples. Cette forme de procédure, ce mode de preuve ne pouvait disparaître que par l'effet du temps, à la suite des efforts persévérants des fonctionnaires royaux et par la certitude qu'acquéraient peu à peu les plaideurs qu'il valait mieux s'en rapporter à la sentence du bailli ou de la *Curia* qu'au sort des armes.

Il était plus difficile d'acclimater l'appel dans les seigneuries. Les grands feudataires voulaient rester indépendants, mais ils tendaient à opérer dans leurs possessions les mêmes réformes que le roi dans les siennes ; à ce point de vue, ils favorisaient l'appel à leur profit et, à la

(1) *Olim.* I, 494. XIII, 1260.

(2) *Olim.* I, 667. VIII, 1267.

place du duel, on voit apparaître au ^{xiii}^e siècle l'amendement de jugement. Comment faire passer aux tribunaux royaux l'appel des sentences seigneuriales ? On n'aperçoit pas, du premier coup, la légitimité de la compétence de l'officier royal.

On ne reconnaissait point en principe au bailli ni à la Cour du roi le pouvoir de revoir le fond de l'affaire, mais il était toujours possible au plaignant d'attaquer le jugement comme contraire aux coutumes du pays (1). Ce recours s'appelait la supplication et il était permis au vilain comme à tout autre (2). En fait, la supplication permettait de reviser le fond en même temps que la forme, mais l'emploi du mot avait pour effet d'éviter toute contestation sur la validité du recours (3). Pour soutenir les actes des baillis, un principe commun était invoqué ; c'était la toute puissance du roi dont « toute justice laïe est tenue en fief ou en arrière-fief » (4). Il est bien évident qu'on n'avait pas pensé à cela au début, mais c'était un bon moyen de tout légitimer ; le roi n'a pu abandonner son droit si complètement qu'il se soit privé du pouvoir de vérifier les actes de justiciers qui sont, en somme, ses subordonnés. A la fin du ^{xiii}^e siècle, nous voyons l'appel fonctionner régulièrement et sans conteste d'après Beaumanoir et les établissements de Saint Louis (5). Ils s'applique aux jugements émanés de tous les tribunaux inférieurs ; ainsi le bailli

(1) Fontaines. Chapitre XXII, 23.

(2) Livre de Jostice et de Plet, XX, 46, § 2.

(3) Etablissements de Saint Louis, II, 15.

(4) Beaumanoir. I, 163.

(5) *Id.* I, 14. — Etablissements. II, 46.

d'Etampes reçoit les appels du prévôt (1) : Le bailli d'Orléans connaît d'un jugement du chapitre de Saint-Aignan (2) le bailli de Vermandois, d'une sentence rendue par les échevins de Péronne (3). On a établi des juges d'apeaux dans toutes les circonscriptions administratives (4) à Toulouse par exemple, ce juge est mentionné dans les comptes dès 1260 (5). Il est permis de penser, d'après les textes de Beaumanoir, que l'accord préalable des parties n'était pas nécessaire pour que l'appel fût permis, Pierre de Fontaines le suppose dans le récit qu'il fait du plus ancien exemple qu'il connaisse de l'appel, mais il se place dans l'hypothèse d'une assise de chevaliers Beaumanoir et Beaumanoir dans l'hypothèse d'une assise du bailli (6).

Toute cette évolution ne s'accomplit point sans rencontrer de résistances et il y eut des excès commis de part et d'autre. Les juges royaux admettaient volontiers des appels que la nécessité ne commandait pas, et l'on trouve des plaintes à ce sujet : ainsi, les gens du roi d'Angleterre s'élèvent contre la fréquence des appels sans motifs, qui sont fait seulement « *ad subterfugium* » (7). La Cour, qui semble très impartiale, décide qu'en pays de coutume l'ap-

(1) *Olim.* II, 488. III, 1307.

(2) *Id.* I, 370. XVI, 1270. De même. II, 355. X, 1293. De même, III, 658. XXVI, 1311.

(3) *Id.* II, 443. III, 1300. De même. III, 633. II, 1311.

(4) Langlois. Philippe III, p. 278.

(5) *Histoire générale du Languedoc*, tome VII, page 325.

(6) Beaumanoir. I, 14-25. Pierre de Fontaines. XXII. 23-24. Tanon. *Histoire des justices des anciennes églises et communautés monastiques de Paris*, page 66. Esmein. *Précis d'histoire du droit*, page 416, note 3.

(7) *Olim.* II, 37. X, 1281.

pel sera permis à propos de tout jugement « *tanquam de pravo et falso* », mais qu'en pays de droit écrit, on suivra les règles du droit (1). En tout cas, l'appel pendant, le tribunal qui a rendu la décision attaquée n'a plus de juridiction sur les anciens plaideurs (2). Une pratique particulièrement grave était celle des apeaux volages usitée en Vermandois, Beaumanoir et Fontaines ne la connaissent pas encore et Charondas ne la connaît plus comme il l'indique en note sous le passage de Bouteiller, qui la décrit tout au long, en indiquant bien que c'est une ruse permettant de transférer à la juridiction supérieure des causes pour lesquelles serait compétent un tribunal dont on se défie (3). Les *Olim* indiquent des exemples d'appellations de ce genre (4). Les seigneurs s'étant plaints, l'institution subit une éclipse, car on n'en parle plus, mais le bailli, dans des plaintes formulées contre l'évêque de Laon, la réclame comme fondée sur la raison et sur la coutume (5) ; il ne paraît pas qu'il y ait eu de changement avant Philippe le Bel qui la rétablit à la Toussaint 1296, en disant que les apeaux volages ont été créés pour le bien commun et qu'ils fonctionneront comme à l'habitude (6). Puis, avec Philippe de Valois, on a toute une série d'ordonnances prohibitives et dans le courant du x^e siècle, l'institution qui, au surplus, avait perdu sa raison d'être, disparaît définitivement. Les

(1) *Olim*. II, 39. VI, 1286.

(2) Actes, nos 4448 (1314).

(3) Bouteiller. *Somme rurale*.

(4) *Olim*. I, 875. XXVI, 1271.

(5) *Id.* II, 218. XLVI, 1282.

(6) *Id.* II, 398. VI.

baillis cherchaient à accroître leur ressort par tous les moyens ; c'est ainsi que le bailli d'Orléans prétendait connaître, à la place de l'abbé de Saint-Denis, des appels d'un des feudataires de cet abbé et que la *Curia* dut défendre au bailli de Mâcon de recevoir en qualité de bailli appel des sentences rendues par les juges établis en commun par le roi et l'évêque de Mâcon à Vêriset, à moins que la Cour ne les lui ait renvoyées (1).

En sens inverse, les seigneurs qui prévoyaient le tort que leur ferait le développement de cette voie de recours s'efforçaient d'y résister. Ils prétendaient avoir le droit de connaître les appels des jugements de leurs vassaux et pour empêcher l'usurpation du droit de ressort, il y eut une circulaire de Philippe III au Parlement de la Chandelour (1275) et les arrêts nous indiquent quelques-uns de ces essais d'usurpation (2). La violence était couramment employée à l'égard des appelants, j'ai déjà parlé des plaintes du bailli du Vermandois contre l'évêque de Laon ; l'abbé de Tulle est convaincu d'avoir à maintes reprises empêché des appellations et arrêté des appelants (3), le bailli de Tours devra punir divers individus coupables d'avoir blessé mortellement un homme qui avait appelé de la cour de l'évêque de Nantes (4), il fera indemniser Hardouin le Maire, que les hommes du comte d'Anjou ont blessé à la jambe (5). Au Nord comme au Midi, les obstacles

(1) Actes n^{os} 2739, 1291 et 1651, (1271).

(2) Par exemple, actes n^{os} 3993, (1312).

(3) *Olim.* III, 104. LIX, 1301.

(4) Actes. 5072, 1317.

(5) *Id.* 5640, (1318).

sont multipliés devant les appelants, le comte de Bretagne et le sénéchal anglais de Gascogne devront restituer des biens qu'ils avaient saisis dans ces conditions (1). Un autre seigneur du midi, Bernard Jourdain, ne supporte pas que les baillis soient compétents et voudrait qu'on allât directement à la *Curia Regis* lorsqu'on attaque ses décisions (2). On exécute les décisions malgré l'appel (3). Mais les officiers royaux ne se laissent point épouvanter, ils punissent les attentats à la liberté des plaideurs, il arrive même que le zèle des baillis doive être modéré par l'impartialité du conseil du roi, et c'est ainsi que la théorie s'élabore, se généralise et se fait respecter.

2. THÉORIE DE LA PRÉVENTION

La prévention se développe comme l'appel dans le courant du ^{xiii}e siècle ; elle découlait du principe de la juridiction universelle (4). Si on considère le roi comme le suprême juge du royaume, on est tout naturellement porté à admettre que dans les cas où un tribunal seigneurial ou ecclésiastique commet une négligence ou une faute, le bailli a le droit, au nom de son maître, d'attirer l'officier à sa cour. On ne conteste pas le pouvoir du justicier, on lui reproche précisément de ne pas accomplir son devoir

(1) Actes, nos 1385 et 1386, (1269). De même n° 2421.

(2) *Id.*, n° 4092, (1313).

(3) *Id.* n° 2782, (1291).

(4) D'ailleurs la prévention existait déjà entre les justices seigneuriales comme elle exista entre les diverses juridictions royales.

et on remplit la tâche qu'il néglige. La multiplicité des abus excitait les baillis à ne laisser passer aucune négligence sans la signaler ; il leur arrivait même d'empiéter sur les attributions de leurs rivaux sans en avoir de motifs sérieux. D'une manière générale, la Cour du Roi n'admettait la prévention que dans les cas de ressort, c'est-à-dire les cas royaux que nous verrons tout à l'heure, et sous l'hypothèse d'une négligence ; et elle donnait souvent tort aux baillis (1). Du Moulin, sur l'article 81 de la coutume d'Anjou, dit que sans le Parlement, les juges seigneuriaux eussent été complètement spoliés, et Loyseau, qui étudie la question tout au long, à une époque où l'on s'appuie de part et d'autre sur des textes de droit romain, n'a pas de peine à prouver que le principe de la prévention, même si on ne lui donne pas toute l'extension que réclamaient les baillis, est inadmissible (2). On soutient en effet que, toute justice provenant du roi, il n'est pas présumable qu'il se soit entièrement dépouillé, mais bien évidemment, en concédant la justice, il a donné toute la seigneurie utile, et il ne peut avoir au nom de son droit éminent prévention sur les seigneurs, non plus qu'en vertu de leur autorité supérieure, les baillis n'en peuvent avoir sur les prévôts et le Parlement sur les baillis ; cette théorie se comprend d'autant moins lorsqu'elle est invoquée à l'égard des seigneurs que les justices de ceux-ci sont patrimoniales. Et cependant, malgré ces bons motifs et

(1) D'ailleurs elle donnait aussi raison aux baillis, par exemple, Actes, n° 1132.

(2) Loyseau. *Des seigneuries*, chapitre XIII.

malgré certaines ordonnances (1) qui interdisent la prévention, elle est passée peu à peu dans les mœurs, et on s'y est si bien habitué qu'à la rédaction des coutumes, on a voulu l'y faire inscrire : à la vérité, elle a d'abord été déniée presque partout, mais « comme les officiers royaux dominant avec leurs juges et praticiens, ils ont obtenu par brigues et par menées » que l'état de fait fût consacré légalement. En Picardie, certaines coutumes allèrent jusqu'à la prévention parfaite, dans laquelle le bailli est seul compétent lorsqu'il a une fois connu de l'affaire. Mais ce ne fut qu'une exception qui d'ailleurs resta « très litigieuse » et la grande majorité des rédactions n'admit que la prévention imparfaite, où le bailli n'était plus compétent, si le seigneur réclamait son justiciable; d'ailleurs Loyseau nous indique que les juges royaux faisaient tout leur possible pour ne pas rendre la cause, en élevant toutes sortes de difficultés et en jugeant par provision au besoin.

3. THÉORIE DES CAS ROYAUX.

La théorie des cas royaux était plus hardie que les précédentes, car il était plus difficile de la légitimer; on ne pouvait invoquer en sa faveur aucun texte des Pandectes et il lui arriva d'être attaquée au nom du droit romain lui-même (2). Elle était en revanche fort avantageuse, car elle permettait d'étendre indéfiniment une compétence

(1) Loyseau en cite de 1254, 1302, 1338, 1355, 1357, 1408, 1443, 1490 et 1538.

(2) Petrus Jacobi. *Practica*. Rub. 5. De *condictione ex lege*.

que l'on basait sur des formules générales, par suite forcément vagues qu'on se gardait de préciser. C'est dans le cours du ^{xiii}^e siècle qu'apparaît l'idée de réserver certaines causes aux baillis ; elles touchent trop directement aux intérêts de la royauté pour qu'on puisse les abandonner à d'autres tribunaux et sont trop importantes, à cause de leur nature même, pour relever des prévôts. On appelait cas royal, — Loyseau fait remarquer qu'il serait plus exact de dire « cas des justices royales », — toutes les affaires qui regardaient personnellement le roi, soit qu'elles le touchassent dans sa personne, comme les crimes de lèse-majesté, soit qu'elles regardassent ses intérêts pécuniaires comme le crime de fausse monnaie. Loyseau aurait voulu qu'on s'en tint là, qu'il n'y eût pas eu d'autres cas royaux que ceux « auxquels le roi a intérêt comme roi et pour la conservation de ses droits et la maintenance de son autorité » (1). Mais une autre idée s'était introduite, qui faisait regarder le roi comme gardien de la paix publique : de bonne heure, nous avons vu Philippe-Auguste et Louis VIII prendre des marchands, par exemple, sous leur sauvegarde, et recommander aux baillis de les protéger ; ou bien, ils s'engageaient à préserver les biens de telle église ou de tel chapitre. Le pouvoir royal était d'ailleurs considéré comme une autorité *sui generis* d'une nature particulière, en dehors et au-dessus des pouvoirs qui appartenaient aux seigneurs ; et de cette nature spéciale résultait pour le roi la possibilité d'étendre indéfiniment ses droits. La théorie du cas royal, une fois

(1) Loyseau, *op. cit.* Chapitre XIV.

généralisée, tout ce qui avait trait à l'ordre public était réservé aux baillis. C'était la possibilité d'une suite d'extensions par analogie, où quelquefois l'intérêt du prince n'était pas fort visible. Aussi les juriconsultes n'acceptèrent-ils pas sans étonnement ce développement inattendu.

Pierre de Fontaines dit que les baillis et prévôts agissent « contre-droit » (1) et Guy Coquille que « par subtilités de raisons, ils ont fait plusieurs cas royaux qui de soi sont de juridiction ordinaire » ; il ajoute : « les juridictions des seigneurs sont tellement diminuées que ce sont corps sans âme et sans sang » et il explique que le même peuple n'est point soulagé, mais qu'au contraire la vénalité des charges et leur multiplication poussent les officiers royaux à augmenter les frais de justice (2). « Quant à Loyseau, il est plus vif encore, prétendant que des cas royaux on a fait « comme des idées de Platon propres à recevoir toutes formes et comme un passe-partout de pratique ». Et en effet non seulement on considère comme tels les vols au préjudice du roi même si le délit du vol est reconnu par la charte au profit de la municipalité (3), les atteintes à la paix publique, même si elles ont été commises par trois hommes seulement, et au besoin par un seul (4), les violations des asseurements, les attentats sur les routes royales, les délits quelconques commis par les assemblées d'hommes en armes, le roi pouvant seul autoriser ces rassemblements (5),

(1) Fontaines, XXII, 1.

(2) Guy Coquille. *Histoire du Nivernais*, p. 509.

(3) Actes, n° 694, 1262.

(4) *Hist. gén. Lang.* Tome VII, p. 523. 1270.

(5) Stylus Parlamenti, page 86. Guy Coquille, *l. c.*

mais encore on qualifie ainsi les causes des veuves, des pupilles, des étrangers et autres personnes dignes de commiseration, les matières des dots, des douaires, des testaments, comme l'expose complaisamment Bouteiller (1). Les justices que l'on lésait protestaient devant le Parlement : il leur donnait quelquefois raison : en 1270, Guillaume de Cohardon, sénéchal du Languedoc, émet vainement la prétention de faire exécuter les hérétiques que l'inquisition livrait au bras séculier, quel que fût leur lieu d'origine (2) ; en 1326, un homme, dont les violences n'ont pas été considérées par le Parlement comme suffisant à constituer un cas royal, est renvoyé à l'archevêque de Reims (3) ; la cour refuse aussi d'infliger une amende au maire et aux jurés de Senlis, parce que le coupable qu'ils ont fait pendre n'a avoué son rapt qu'en allant au supplice, — et elle commande de rendre au comte d'Auxerre les hommes que lui a enlevés le bailli, puisqu'il a été reconnu qu'ils ne sont pas faux-monnayeurs (4). Mais le plus souvent le Parlement se décidait en faveur des fonctionnaires royaux : il attribue au bailli la connaissance du meurtre d'un écuyer sur la terre d'un évêque, parce que cet écuyer était sous la sauvegarde d'un sergent royal ; c'est le bailli de Saint-Quentin qui jugera un bourgeois de cette ville convaincu d'avoir frappé un chevalier pendant qu'il se rendait à l'assise du roi (5). On pourrait

(1) Bouteiller, *op. cit.*, titre LI.

(2) *Hist. gén. Lang. l. c.*

(3) Actes, n° 7781. (1326).

(4) *Id.* n°s 3047 et 3048. (1299).

(5) *Id.* n°s 1039, (1266) et 3069 (1301). De même n°s 1044, (1266) 1614, et (1270).

allonger la liste. Le principe de la réserve aux tribunaux royaux de tous les faits qui portent atteinte à la paix publique aboutit au xvi^e siècle à les rendre à l'exclusion de tous autres, compétents pour tous les délits de quelque importance : l'énumération que fait Muyart de Vouglans et celle qui fut faite par Guyot suffisent à le prouver (1).

Les intéressés avaient vainement tenté d'obtenir de la royauté des explications précises et une énumération limitative ; ils n'obtinrent jamais que des réponses vagues à dessein ; Philippe III se réservait les cas « *ad honorem regium, ad regiam dignitatem pertinentes* ». On faisait d'ailleurs remarquer aux seigneurs qu'il n'était point question de les dessaisir ; les procès qu'on leur retirait, étaient, par définition même, hors de leur compétence ; voici l'explication. Depuis la seconde moitié du xiii^e siècle, les chartes de concession de justice ajoutent toutes : « *retento nobis ressorto* ». De même que le ressort est retenu actuellement, disait-on, de même les prédécesseurs du présent roi l'ont retenu ; ils ne l'ont point dit formellement, sans doute, mais on ne saurait croire qu'ils aient voulu se dépouiller totalement de leurs droits ; on ne pourrait admettre cela que s'ils l'avaient dit expressément ; leur silence équivalait à une exception sous-entendue. Quant à déterminer l'exakte étendue de ce ressort, c'est ce qui ne fut jamais fait. Louis X, en répondant aux nobles de Champagne, leur dit, sous prétexte de les « éclaircir », que « la royale majesté est entendue ès cas qui de droit, ou de

(1) Muyart de Vouglans. *Institutes au droit criminel*. Première partie, chapitre IV. — Guyot au mot cas royal.

ancienne coutume, puent et doivent appartenir à souverain prince et à nul autre » (1). Sans doute, on trouve dans les ordonnances de fréquentes énumérations des cas royaux, mais elles ne furent jamais limitatives, et, de peur d'oubli, on ajoute régulièrement « et autres cas royaux » (2). L'habitude est si bien prise de laisser les baillis maîtres sur ce point de développer leur compétence à leur guise, que la formule subsiste, à une époque où elle n'a plus de sens ; on la retrouve dans l'édit de Crémieu en 1536, dans l'Ordonnance de 1670 et, à la veille de la Révolution, Guyot s'en servait encore.

II. *Lutte contre les juridictions municipales.*

Le droit municipal du Moyen Age n'a rien d'uniforme : l'étendue des libertés varie d'une ville à l'autre, même entre villes voisines. Les unes, moins favorisées, n'obtinrent que la liberté civile ; la condition des habitants est un peu améliorée, ils cessent d'être taillables et corvéables à merci ; la cité peut acquérir des biens qu'elle administre elle-même et dont elle perçoit les revenus. Les autres, plus heureuses, obtinrent des franchises plus considérables, elles purent faire des bans ou règlements généraux et leurs attributions législatives semblent avoir été très grandes ; elles eurent le droit de s'imposer elles-mêmes ; elles disposèrent d'une force armée, grâce à laquelle elles remplissaient leur devoir d'ost et qui leur permettait de lutter au besoin contre leurs

(1) Ordonnances, I. 606, citée par Brussel. Chartes, LXXIII.

(2) Ainsi Ord. I. p. 574, 1315. — V. p. 428, 1371.

propres ennemis ; elles avaient enfin juridiction sur leurs bourgeois. Dans le Midi, le voisinage des villes italiennes contribua au développement du système municipal et les consultats eurent généralement le maximum des libertés (1).

La condition des villes était donc extrêmement variable, et il semble assez naturel que le pouvoir royal ait pris ombrage des cités où le régime avait atteint son maximum de développement ; le droit de juridiction souveraine des échevins et jurés sur les bourgeois ne pouvait être admis sans contestation. La lutte contre ces justices, fut menée comme l'avait été la lutte contre les seigneurs et les ecclésiastiques ; le droit de juridiction était reconnu en principe, mais la *Curia* ne perdait pas une occasion de le limiter et les baillis, qui voyant de plus près les abus se montraient plus soucieux de les corriger et qui en outre cherchaient à augmenter leur autorité par tous les moyens, ne se gênaient pas pour empiéter sur la compétence des juges municipaux. D'ailleurs les libertés apparaissent et meurent ensemble ; à mesure que la royauté s'introduisait, sous des prétextes divers, de plus en plus intimement dans les affaires des villes, leurs tribunaux devaient languir et enfin disparaître.

Les baillis, comme représentants du roi, avaient à l'égard des villes, le même rôle qu'à l'égard des vassaux ; c'était entre leurs mains que l'on prêtait le serment de fidélité : lorsque les bourgeois avaient des restrictions à faire sur la formule du serment, c'est à ces officiers qu'ils deman-

(1) Voir Esmein. *Précis* depuis la page 28, et la bibliographie qu'il cite.

daient de les transmettre. Ainsi à la mort d'Alfonse de Poitiers, le sénéchal, après la prestation de serment des magistrats de Toulouse, s'engagea à rapporter au roi les réserves qu'ils avaient faites à propos de leurs franchises (1).

Dans ce rôle d'intermédiaires, les baillis n'étaient pas bien disposés envers les villes : en effet, Beaumanoir parle avec peu de sympathie « d'une autres manières d'allianches » qui « ont esté faites moult de fois pour lesquels maintes villes ont été détruites et maint seigneur honni et déshérité... Dont, si tost que le seigneur s'aperçoit que tele alliance est faite, il les doit prendre à forche » (2).

La cour du roi tâchait bien de se montrer impartiale ; elle laissait aux juridictions municipales le soin de trancher les différends entre bourgeois, mais elle limitait autant que possible ce droit et il y a quelque exagération à dire comme le fait Beugnot qu'elle montra « cette fermeté éclairée qui corrige les vices des institutions sans en altérer le caractère » (3). Elle punissait très sévèrement les moindres négligences, les plus minimes excès de pouvoir. Ainsi après enquête du bailli de Vermandois, le maire et les jurés de Laon sont condamnés à une amende pour n'avoir pas mis assez de hâte à punir des bourgeois coupables d'avoir injurié le chapitre de cette ville (4). Les bourgeois avaient jugé un meutrier sous prétexte que le crime avait eu lieu en chaude mêlée ce qui les rendait compétents et malgré

(1) *Hist. gén. Lang.* Tome X, p. 153.

(2) Beaumanoir. *Des meffès et allianches*, n° 63.

(3) *Olim.* II. Préface, page LVIII.

(4) *Id.* I, 183. XV.

les réclamations de l'évêque avaient refusé de venir s'expliquer devant ses juges : la cour les condamna (1). Elle accorde au bailli de Vermandois le droit de punir des malfaiteurs que les échevins de Roye auraient négligé de poursuivre (2). On refuse aux bourgeois de Senlis la connaissance des infractions à l'édit du roi « *De jumentis tenendis* », quoique le roi leur ait accordé par privilège de connaître de tous les délits commis dans leur ville à l'exception du rapt, du meurtre et de l'homicide (3). En 1277, les bourgeois de Senlis sont sévèrement condamnés pour avoir dépassé les termes de leur charte (4). Dans aucun cas, les juridictions communales ne peuvent empiéter sur les droits du roi et connaître des affaires de son ressort : ainsi la Cour reconnaît aux jurés de Reims le pouvoir de faire toutes submonitions, sauf en ce qui touche les droits du roi (5). Les conséquences d'un excès de pouvoir étaient parfois très considérables et n'aboutissaient à rien moins qu'à la suppression des libertés : ainsi la ville de Saint-Quentin avait attaqué devant la curie le bailli parce qu'il jugeait des falsifications de testaments, et des affaires de fausse monnaie, qu'il s'était emparé du sceau communal et avait enlevé aux bourgeois un prisonnier : bien que sur ce dernier point, une enquête nouvelle parût nécessaire à la Cour, elle estima que les torts de la ville sur les autres questions étaient suffisants pour permettre de déci-

(1) *Id.* I, 592. II.

(2) Actes. N° 2696, 1289.

(3) *Id.* N° 2364, (1281).

(4) *Olim.* II, 91. XII.

(5) *Id.* II, 135. XIX, 1279.

der que les bourgeois avaient abusé de la commune, et qu'il y avait par suite lieu de la remettre entre les mains du roi (1).

Les baillis étaient donc soutenus en fait dans leurs entreprises par le Parlement; aussi ne se faisaient-ils pas faute de réduire les juridictions communales. On voit presque à chaque page des *Olim*, soit une réclamation de leur chef, soit une plainte formée contre eux par les bourgeois, et il leur arrivait de commettre des excès tels que la Cour devait leur donner tort. Ainsi les jurés de Senlis obtinrent de juger un Juif qui avait pris part à une mêlée (2); ceux de Montreuil auront, du moins tant que cela plaira au roi, droit de justice sur un serviteur royal que réclamait le bailli d'Amiens (3). Ou bien le Parlement ordonnait une enquête : ainsi le bailli de Senlis s'informerait si la municipalité de Caumont a vraiment droit de juridiction sur les Juifs et, dans le cas de l'affirmative, il le lui laissera (4). Celui de Vermandois devra démontrer sa compétence par un supplément d'enquête et en attendant, il rendra aux maire et jurés de Villeneuve-le-Roi en Beauvoisis l'homme qu'il a enlevé de leur prison (5). Il arrivait encore que chacune des parties triomphât et perdît partiellement : par exemple la commune de Roye connaîtra seule des violations des asseurements jurés devant elle, mais elle est convaincue d'avoir fait

(1) *Olim*. II. 648. IV, 1317.

(2) *Id.* II, 61. I, 1275.

(3) *Id.* II, 234. I, 1284.

(4) *Id.* II, 439. XXIII, 1299.

(5) *Id.* II, 444. V, 1300.

preuve de négligence, ce qui légitimait l'intervention du bailli (1). Au midi, les sénéchaux ne sont pas moins ardents à diminuer les libertés des villes. Saint Louis à son retour d'Orient, s'efforça de faire cesser un régime par trop abusif, et ses enquêteurs furent dans la majorité de leurs décisions, favorables aux habitants (2).

Nous avons ainsi vu dans un tableau rapide les tendances générales du pouvoir central représenté par les baillis et par le Parlement; venons maintenant aux principes raisonnés dont on usa pour légitimer l'intervention. Beaumanoir, dans son chapitre sur les bonnes villes (3), donne l'indication des cas où le seigneur doit intervenir; il entre dans l'administration des villes quand les pauvres sont en désaccord avec les riches ou les riches entre eux; quand les finances sont mal administrées et alors il surveillera soigneusement les redditions de comptes; quand il se produit des « haines et mêlées », quand les administrateurs sont malhonnêtes et alors il faut rendre à la ville les services qu'on rendrait à un mineur « sous-aagié ». Ces cas d'intervention sont légitimés par les deux principes suivants : d'une part, le roi peut s'occuper des luttes entre communes ou entre les partis dans la même commune, parce qu'il est le gardien de la paix publique; d'autre part, il est le tuteur naturel des villes, qu'il doit donc surveiller et aider.

(1) *Olim.* II, 298. II, 1285.

(2) *Hist. gén. Lang.* tome VII, p. 554. Aux pages 467, 468 et 555-556, on verra des exemples des excès commis par les sénéchaux.

(3) Beaumanoir, Chapitre L.

En vertu de la première idée, on voit Jean de Friscamps en 1236 imposer sa médiation armée entre le bourg et la cité de Narbonne et Guillaume de Cohardon agit de même en 1270 (1). Alfonse de Poitiers, qui fut d'ailleurs l'ennemi déclaré des villes (sa conduite avec les Toulousains, par exemple, fut bien plus dure que celle de Philippe III, et il construisit infiniment plus de bastides que Saint-Louis), appliqua toujours cette méthode, il dissolvait les associations qui lui semblaient gênantes, comme celle du Carmel à Toulouse, et s'appuyait sur la classe populaire pour faire opposition à la bourgeoisie (2). D'ailleurs, Alfonse accueillait les plaintes des habitants contre ses officiers et veillait à ce qu'ils n'outrepassassent pas leurs droits, et il céda presque toujours aux réclamations des bourgeois, quand ils consentaient à payer leurs libertés par une contribution à un nouveau fouage (3). Cette équité royale, l'intervention en faveur du consulat le moins fort, qu'on empêchait d'être écrasé par le voisin plus puissant (4), rendait le pouvoir royal plutôt sympathique aux populations qui, perdant lentement l'habitude de la liberté, s'accoutumaient à s'adresser à lui pour leurs affaires intérieures et à lui obéir; on le recherchait fréquemment comme arbitre (5).

Le second principe n'avait pas des suites moins fécondes en résultats utiles pour les rois. Quelques chartes,

(1) *Hist. gén. Lang.* Tome VII, page 554.

(2) *Id. Loc. cit.*

(3) *Id.* page 477.

(4) Dognon. Thèse, page 725.

(5) *Id.* pages 127, 128. *Hist. gén. Lang.* Tome VII, page 559.

comme celles de Bruyères et de Crespy, le mentionnaient expressément. C'était surtout à propos de la liquidation des dettes que le roi intervenait (1), et il en profitait pour remanier la charte et en éliminer les clauses gênantes ; ces liquidations étaient d'autant plus fréquentes que les finances des villes étaient plus difficiles à équilibrer par suite des exigences royales (2), et que, pour le maintien de la commune elle-même, il fallait souvent trouver des sommes considérables (3).

L'introduction des officiers royaux dans l'administration de la commune est facile à suivre dans la commune d'Amiens : très riche et très libre, elle eut une durée considérable : il fallut l'ordonnance de Moulins (1566) pour faire disparaître la juridiction de son échevinage et elle fut au nombre des villes qui protestèrent. En 1288, le bailli prétend connaître des violations aux asseurements, mais la Cour du Roi le déboute ; depuis 1214, il apparaît comme arbitre entre la ville et le chapitre ou l'évêque, ou un autre seigneur et dans la seconde moitié du xiv^e siècle, ce rôle lui donne droit à une indemnité. Vers la même époque, il obtient d'assister aux élections à l'échevinage et aux redditions des comptes municipaux, et, ce qui double la gravité des empiètements, il reçoit une indemnité dans les deux cas. D'autres tentatives furent faites en matière d'impôts, nous n'en connaissons pas exactement les résultats, mais ils n'ont pas été avan-

(1) De Boilisle. *Annuaire-Bulletin de la Société de l'histoire de France*, 1872. Liquidation de Noyon.

(2) Voir Flammermont. *Histoire de Senlis*.

(3) Voir Dognon par exemple, page 132.

tageux pour Amiens, et on peut dire qu'au ^{xv}^e siècle, les libertés communales n'existaient plus dans la réalité (1). Cependant la commune s'était perpétuée au moins de nom, celle de Laon disparut au milieu du ^{xiv}^e siècle. Dès 1295, le Parlement, rendant un arrêt conforme à des propositions présentées vers 1299, en avait ordonné la suppression, mais Philippe le Bel donna une nouvelle charte de liberté à la ville presque aussitôt ; une nouvelle dissolution passagère devint définitive en 1313 et désormais le bailli de Normandie ou son lieutenant furent chargés de connaître de toutes affaires tant en assises à Laon que hors d'assises (2).

Ainsi la royauté n'eut d'autre but dans ses relations avec les villes que de détruire leurs libertés, le rôle des baillis fut d'aider son triomphe ; là comme partout, ils furent pour elle des agents actifs et énergiques, parfois même audacieux et contribuèrent plus que n'importe quels fonctionnaires à rendre possible l'établissement de la monarchie absolue. (3)

(1) Voir Augustin Thierry. *Recueil des documents inédits de l'histoire du Tiers-Etat*, tomes 1 et 2.

(2) Augustin Thierry. Dans ses lettres sur l'histoire de France, celles qui sont relatives à la commune de Laon, et Giry. Documents, pages 141-144-146-147. On trouverait une quantité de renseignements sur les rapports de la royauté et de ses officiers avec la ville d'abord dans Giry. Documents et en outre dans Giry. *Etablissements de Rouen : Histoire de la ville de Saint-Omer*. Flammarion. *Histoire de Senlis*. Luchaire. *Les Communes françaises*.

(3) Il est remarquable de constater que les empereurs romains, pour détruire les libertés municipales, avaient employé des procédés tout à fait analogues, et il y a certainement des rapprochements à faire entre les *curatores rei publicæ* et les baillis.

B. Procédés spéciaux.**LUTTE CONTRE LES OFFICIALITÉS.**

La juridiction de l'Église s'était extrêmement étendue pendant le Moyen Age ; elle portait à la fois sur les laïques et sur les clercs. C'était d'abord une juridiction purement spirituelle, s'occupant des différends en matière purement religieuse, et qui à aucun moment n'a été contestée ; de plus la confiance des fidèles avait investi les évêques dans les derniers temps de l'empire du droit de prononcer sur les affaires temporelles, en qualité d'arbitres ; de là avait résulté le pouvoir de juger les clercs et toutes les affaires dans lesquelles un prêtre était intéressé de près ou de loin, ainsi que toutes les causes des laïques, où on pouvait prétendre que la religion était intéressée de près ou de loin ; en effet, les évêques dans les terres dont ils étaient seigneurs, avaient des tribunaux de même forme et compétence que ceux des seigneurs laïcs. La première sorte de justice ne rentre pas dans le cadre de notre étude ; il n'y a rien à dire de particulier sur la troisième : au contraire, la seconde doit être étudiée avec un soin particulier (1).

La situation du Moyen Age, pendant lequel la justice n'avait fonctionné à peu près régulièrement, et n'avait offert un peu de garantie que chez les ecclésiastiques, avait été très favorable à cet accroissement de ressort. Mais

(1) Voir tous les détails sur les trois espèces de juridiction dans *Nouvelle Revue Historique* ; 1883, pages 387 et s., 503 et s. articles de M. Beauchet).

quand le pouvoir civil comprit mieux ses devoirs, quand les fonctionnaires royaux commencèrent à présenter des sûretés aux justiciables, alors on s'aperçut qu'il y avait dans les cours d'Église bien des abus à corriger, que leur compétence ne se comprenait guère sur beaucoup de points ; et la réaction eut lieu.

Déjà sous Philippe-Auguste, une entente des barons était intervenue, priant le roi de s'adresser au pape pour en obtenir satisfaction, et il en résulta un règlement destiné à arrêter les empiètements du clergé (1). Sous Louis VIII, les réclamations furent plus vives encore, surtout à cause des tendances des juges d'Église à connaître des causes mobilières des laïques. Avec Saint-Louis et Philippe le Hardi, princes de tempérament modéré, et qui cherchaient à concilier les parties, la lutte se continua sans amener de résultats définitifs (2). D'ailleurs les agissements des barons ne pouvaient avoir des conséquences utiles et définitives ; ils n'agissaient pas dans un but d'intérêt général, ils n'étaient préoccupés que de leur intérêt personnel, et de la sauvegarde de leur profit pécuniaire. L'opinion publique n'était certainement pas avec eux : ce qui le prouve, c'est la multiplicité de leurs tentatives sous trois règnes successifs, sans que les officialités aient cessé pour cela d'augmenter le nombre de leurs causes, et sans que les laïques les aient abandonnées ; ces abus y étaient donc encore moindres que devant les justices seigneuriales. Il fallait, pour réduire l'Église à sa

(1) Brussel, Chartes, XXVII et s.

(2) Voir sur l'historique de la lutte, Paul Fournier. *Les officialités au moyen âge*, p. 94-128.

compétence normale, qu'une autorité supérieure intervînt, représentée par des officiers en qui l'on pût avoir confiance, luttant avec une méthode suivie et en invoquant des principes déterminés et rationnels : ce fut le rôle joué particulièrement au ^{xiv}^e siècle par les baillis.

Depuis longtemps, ils se plaignaient des empiètements des clercs. En 1345, le bailli d'Orléans se plaint de l'official qui juge entre laïques (1). En 1280, le sénéchal de Poitou se refuse à rendre un clerc notaire de l'officialité qu'il a arrêté (2). En 1261, le sénéchal de Poitou est en lutte ouverte avec la juridiction ecclésiastique ; il défend aux laïques, lorsqu'ils s'engagent, de prêter serment, menace d'emprisonnement quiconque citera un laïque en cour d'Église et favorise les entreprises des barons ; sa conduite était trop audacieuse, elle fut désavouée (3). En 1253, Jean d'Arsis, sénéchal de Rouergue se plaint à Alphonse de l'évêque de Lodève (4). En 1267, l'évêque de Mende a refusé de rendre Isabelle d'Anduze au sénéchal de Beauchaire qui la réclamait au nom du roi, et comme le sénéchal pour l'y contraindre a saisi ses bœufs et ses mulets, il a osé demander au Parlement une restitution qu'on lui a refusée (5). En 1291, un accord intervient entre l'archevêque et le bailli de Bourges, où l'archevêque renonce à diverses juridictions qu'il s'arrogeait antérieurement sans droit (6). Il en fut ainsi pendant toute la fin du ^{xiii}^e siècle

(1) Layettes. II, n° 3338.

(2) Antiquaires de l'Ouest, tome XIV.

(3) Boutaric. *Saint Louis et Alphonse de Poitiers*, page 422, note.

(4) Layettes. III, n° 4039^a.

(5) *Olim.* II, 262. IX.

(6) Actes, n° 2754.

et pendant le ^{xiv}^e ; les baillis ne perdirent pas une occasion de combattre l'extension abusive des tribunaux d'Église. Examinons les principes au nom desquels ils agissaient.

La royauté, comme nous l'avons vu, ne contestait pas aux seigneurs le droit de justice ; elle ne le conteste pas non plus aux officialités. Beaumanoir indique tout au long les causes qui appartiennent à l'Église, soit seule, soit en partage avec le juge séculier (1). Saint Louis et Philippe le Hardi ne discutent pas non plus le principe théorique et même il n'y a que les justices laïques qui soient déclarées tenues de roi en fief ou en arrière fief : la spirituelle est exceptée. Mais pour qu'on la respectât, il fallait qu'elle se tint dans de justes limites et c'est ce qu'elle ne faisait pas. Une enquête faite sur la juridiction ecclésiastique en Languedoc, vers l'an 1300 sur l'ordre de Philippe le Bel révèle les principaux abus (2). La dispute de Vincennes les réédite en les complétant : Pierre de Cugnères, ou du moins la personne qui a donné l'analyse de son discours les classe en 76 articles (3), et si on en rapproche les textes des *Olim* et des *Actes*, on voit que ce sont les mêmes erreurs qui passent d'un siècle à l'autre. Au civil, on reproche aux officialités de vouloir attirer à elles les causes réelles et possessoires, les causes personnelles des laïcs, les causes mixtes entre laïcs et clercs à l'exclusion des autres juges,

(1) Beaumanoir, Chapitre XI.

(2) Notices et extraits des manuscrits de la bibliothèque nationale. Tome XX, 2^e partie, page 152.

(3) *Traité des libertés de l'Église gallicane*. Preuves. Tome III, pages 425-504.

lès contrats passés en cour séculière, elles se déclarent compétentes du moment où un laïc plaidant en cour temporelle contre un autre laïc en a appelé à elles, elles veulent décider les procès des femmes des clercs, les causes mobilières et immobilières des veuves ; elles usent des apeaux volages au détriment des justices royales, réclament les causes héréditaires des clercs, les inventaires des gens décédés intestats, et l'exécution des testaments auxquels elles n'ajoutent pas foi si elles ne les ont pas approuvés, lorsqu'ils ont été passés devant notaires. Au criminel, c'est encore pis. L'abus du privilège de clergie est inquiétant ; on tonsure des laïcs, on tonsure des hommes mariés, on réclame des malfaiteurs qui n'ont ni tonsure ni robe, mais qui se prétendent clercs, on admet des compositions aux crimes les plus notoires et on tonsure les baillis et prévôts ecclésiastiques, qui dès lors échappent à toute responsabilité. La simonie s'est développée d'une façon incroyable ; on accuse d'usure ou d'adultère d'honnêtes bourgeois pour en obtenir de l'argent ; on impose des peines pécuniaires à ceux qui contreviennent aux mandements ; on refuse d'enterrer les pauvres parce que leurs familles ne peuvent payer et on n'ensevelit les riches que moyennant finances. Les atteintes à la juridiction royale sont accrues par l'habitude qu'ont prise les officiaux de tenir des assises dans les villes royales, d'envoyer des notaires jurés hors de leur ressort, de faire des statuts contre la juridiction temporelle et de forcer les officiers laïques à exécuter leurs sentences sous peine d'excommunication. Et enfin on leur reproche un usage immodéré de l'excommunication, qui leur sert surtout à

obtenir de l'argent. Il est regrettable que le récit de la discussion n'ait été conservé que par un ecclésiastique. Pierre de Cugnières avait sans doute cité une quantité de faits précis, et on n'en trouve plus un seul ; en tous cas nous en savons assez par les textes conservés ; d'ailleurs, la réponse des évêques fut incertaine ; ils reconnurent qu'il y avait abus sur certains points (1). On comprend que dans ces conditions le bailli de Tours ait pu dire sans trop d'exagération que la juridiction royale était anéantie dans sa circonscription (2).

On comprend aussi que le pouvoir central ait exigé de regagner le terrain perdu. Les baillis, qui voyaient les choses de près étaient plus ardents à la lutte que la *Curia* ; ils s'efforçaient de faire céder devant la logique des droits, à la vérité certains, mais vieillis, faits pour une époque disparue ; ainsi dans l'affaire des appels du Laonnais, le bailli cherche à légitimer la pratique en cours en invoquant la raison et l'usage. Le Parlement lui-même sous Philippe III émit dans une consultation de 1274 « sur quelques affaires ecclésiastiques » des axiomes purement rationnels (3). La conduite du roi lui-même, encore qu'il ait posé en règle le respect de la juridiction d'Eglise, n'est pas toujours identique ; sans doute les opinions véritables de saint Louis comme aussi de Philippe III étaient bien conformes au langage de leurs ordonnances, et en effet on voit qu'ils se sont efforcés tout en faisant respecter leur autorité

(1) Dernière partie du discours de Pierre du Roger, archevêque de Sens. *Traité*s, page 479.

(2) Boutaric. *Philippe le Bel*, page 74.

(3) Voir Langlois, *op. cit.*, pages 271-272.

de ne pas attenter aux droits d'autrui (1). Mais avec Philippe le Bel, il y a un changement; il est certain que ce roi est devenu à une époque et sous des influences qu'on n'a pas encore démêlées, un violent ennemi du pouvoir temporel de l'Église; ses ordonnances contiennent à maintes reprises confirmation des droits des officialités, mais il ne semble pas qu'il ait tenu beaucoup au respect de ses prescriptions. Ainsi l'avocat Pierre Dubois, dans un mémoire que Philippe le Bel a connu certainement, recommande entre autres procédés propres à ruiner les cours d'Église la multiplication des notaires royaux (2). En fait, ils se multiplient, l'Église se plaint et le roi dans des ordonnances le déplore aussi, mais ne change rien (3). L'histoire de la lutte à Tours paraît particulièrement convaincante; nous en avons parlé en étudiant les origines des sénéchaux, si les officiers royaux n'avaient pas eu la certitude d'agir conformément aux intentions réelles du roi, ils auraient changé de conduite, et si Philippe avait voulu les punir, il aurait eu d'autres moyens que des blâmes platoniques (4). Sans doute tout n'était pas fini avec Philippe le Bel; il y eut même, du moins on peut le supposer, une réaction à sa mort (5). La dispute de Vincennes, qui montre que la querelle était arrivée à l'état aigu,

(1) *Hist. gén. Lang.* VII, p. 533 et s. Relations avec les justices ecclésiastiques sous Louis IX et Alfonse de Poitiers.

(2) *Mémoires de l'Académie des inscriptions.* XVII, page.

(3) Ordonnances. I, 334-340-357-403-412.

(4) La lutte résumée dans Beauteemps-Beaupré est tout au long dans : Documents inédits; mélanges, tome II, p. 353 et s. Liber Guillelmi Majoris.

(5) Voir Paul Fournier, *op. cit.*, p. 128.

n'eut aucun résultat pratique et en 1370, Le Songe du Verrger répète dans la deuxième partie de son livre II, presque tous les articles de Pierre de Cugnières (1). Ce n'est qu'à la fin du xvi^e siècle que la réforme sera complète, mais c'est au xiv^e et au xv^e qu'on a mis en avant un certain nombre de principes dont le développement devait suffire à ramener la juridiction ecclésiastique aux seules causes qui lui appartenissent en propre, les questions de dogme et de discipline religieuse.

L'Eglise connaissait à la fois de certaines causes des laïcs et des causes des clercs. Quant à la perte de la juridiction sur les laïcs, nous avons peu de chose à dire; en effet ou bien elle provenait d'un abus ou bien elle était reconnue par le droit : en matière de mariage, de testament et de serment. Dans le premier cas, les baillis ont cherché à regagner le terrain perdu en invoquant des théories connues, cas royaux, prévention, appel et en faisant remarquer que la justice spirituelle ne pouvait décider d'objets purement temporels. Pour le second point, il s'agissait de retirer aux officialités, des procès dont elles pouvaient réclamer le jugement avec une certaine apparence de fondement; on y parvint en effet, mais la transformation s'accomplit aux xvi^e et xvii^e siècles, c'est-à-dire à une époque où les baillis n'avaient plus aucune importance comme officiers judiciaires; ce sont bien les tribunaux des bailliages qui ont réalisé la réforme, mais les baillis n'y ont point personnellement joué de rôle.

Leur action fut au contraire très sensible dans l'autre

(1) *Traité des libertés*. Preuves, tome III, pages 223-617.

partie de la tâche, celle qui consista à diminuer la compétence de l'Église sur les clercs et qu'ils entreprirent à partir du xiv^e siècle.

Une première réforme s'imposait en cette matière, c'était de ne reconnaître le privilège de clergie qu'à de véritables clercs ; ainsi le Parlement de 1319 charge le bailli d'Orléans de poursuivre des malfaiteurs, qui se sont faussement prétendus clercs, et les baillis de Vermandois et de Senlis de se faire rendre par l'official de Soissons, Renaud dit de Neuilly qui, après avoir violé un asseurement, s'est fait tonsurer et s'est dit clerc (1). Mais cela n'eût pas suffi : les baillis seraient demeurés incompetents à l'égard de tous les clers, ils attaquèrent directement le privilège du for, à la fois au criminel et au civil.

Au criminel, on mit en avant la théorie du cas privilégié. En effet, les officialités ne disposaient que de peines relativement minimales et qu'on pouvait à bon droit trouver insuffisantes pour les crimes les plus graves. Ainsi que le dit Milletot, un ardent gallican du début du xvii^e siècle, il y avait « danger à laisser aux officialités le jugement des ecclésiastiques assassins, incendiaires, incestueux, sodomistes, parricides, conspirateurs, il n'y a pas de peines assez fortes pour eux (2). » Ainsi, l'on reconnaît au juge royal le droit de connaître par privilège de tous crimes et délits intéressant l'ordre public, car les cas privilégiés ne sont pas déterminés limitativement, non plus que les cas royaux.

(1) Actes, nos 5822 et 5807.

(2) *Traité du délit commun et du cas privilégié*, page 94. Et aussi dans le *Traité des libertés*, édition de 1731. Tome I, p. 247 et s.

Le *stilus curiæ parlamenti* indique des espèces (1). Bouteiller parle de l'application générale du privilège du for, sauf « en sauvegarde enfreinte ou en port d'armes (2). » Liset, à une époque où la théorie est à peu près formée, y range les crimes de lèse majesté humaine, le port d'armes, les faussetés par devant juge lai, contraventions aux défenses du juge royal, injures à lui adressées, et rébellion ou désobéissance, les falsifications dans les actes reçus par les clercs comme notaires ou produits par eux en justice, les subornations de témoins, les injures aux parties et les infractions de sauvegarde ; encore, après cette énumération, ne manque-t-il pas de dire « ou autre cas privilégié (3). » Cependant, la théorie du cas privilégié n'était pas pleinement satisfaisante, car elle ne saisissait le bailli que dans le cas où il le fallait pour qu'il appréciât le trouble apporté à l'ordre public : la cour d'Église restait juge du délit lui-même, qualifié délit commun, et il y avait ainsi deux instances, devant deux juges différents. Mais le bailli ne pouvait directement condamner le clerc à une peine corporelle, puisqu'il ne connaissait pas du crime ou du délit lui-même, à moins que le clerc n'eût été dégradé et livré au bras séculier. Il fallut aller jusqu'au xvii^e siècle, pour que la poursuite directe fût admise, ce que les auteurs, par exemple, Lebret et Milletot, légitimèrent en faisant remarquer qu'en tant que citoyens, les clercs relevaient de la justice du roi.

La disparition du droit d'asile affaiblit également beau-

(1) *Stilus Curie Parlamenti*, pages 86-88.

(2) *Op. cit.*, page 720.

(3) Liset. Pratique judiciaire.

coup les tribunaux ecclésiastiques : dès 1308, le bailli a le droit de faire enlever un criminel d'une église, malgré les réclamations de l'évêque (1), et la jurisprudence des Parlements, en l'absence d'un texte formel, finit par l'absorber complètement.

L'Église ne garda pas davantage au civil sa compétence sur les clercs ; on avait toujours accordé aux cours séculières, la connaissance des contestations soulevées à propos des tenures féodales (2) ; la compétence *ratione materiæ* du seigneur l'avait ici emporté sur la compétence *ratione personæ* de l'officialité. On appliqua ce principe à toutes les actions réelles, même si le demandeur était clerc ; et c'est précisément un des griefs de Pierre de Cugnières contre les tribunaux ecclésiastiques, que l'ardeur avec laquelle ils cherchent à retenir les affaires de cette nature. « *Ipsi cognoscunt*, dit-il à l'article 21, *de actionibus hypethocarum quæ sunt reales vel saltem mixtæ* ». Et le chevalier dans le Songe du Verger répète ce reproche auquel le clerc souscrit à moitié puisqu'il ne revendique que la cause provenant « d'un contrat où il y a surtout le serment », sous prétexte qu'« elle est alors plus personnelle que réelle et partant le juge d'Église peut en connaître, surtout si telle est la coutume » (3).

D'autre part, le privilège de clergie cessa d'être consi-

(1) Actes, n° 3449.

(2) Esmein. Précis, page 275. Beaumanoir. XI, 7.

(3) *Traité des libertés*. Tome III. *Songe du Verger*, livre II, chap. CCHII-CCIV. Fleury. *Institution au droit ecclésiastique*, II, page 49. « Quant aux personnes ecclésiastiques, pour peu qu'il y ait d'action réelle ou mixte, c'est-à-dire hypothécaire, elles vont devant le juge laïque même en défendant ».

déré comme d'ordre public et le clerc eut le droit d'y renoncer s'il préférait la juridiction royale ; les institutions canoniques le défendaient pourtant, et même sous peine de mesures disciplinaires, mais ce fut admis sans discussion au ^{xvii}^e siècle (1).

Enfin on parvint à enlever aux officialités, même les causes bénéficiales ; les officiers royaux en réclamaient la connaissance, lorsqu'il n'était question que du possessoire ; ils admettaient sans doute que le procès ne pût être tranché au pétitoire que par un tribunal d'Eglise, mais ils prétendaient décider sur le possessoire, d'abord parce que le droit de garde général du roi légitimait l'intervention de ses agents, et ensuite parce qu'ils devaient faire cesser tous les troubles à la paix publique. En 1269, l'évêque de Beauvais réclamait un jugement de la *Curia* pour mettre fin aux troubles qui l'empêchaient de jouir du prieuré d'Anet : en 1311, le roi réclame pour sa cour ces sortes d'affaires : « *ratione gardie et violentie vel alias pertinet* (2) ». Cette jurisprudence fut admise au ^{xv}^e siècle par les bulles pontificales (3). Or, comme le bénéfice ne peut être possédé à un titre quelconque, il fallait bien que le juge séculier examinât si le titre du demandeur n'était pas vicié, et ainsi la question de fait était jugée par lui : pour qu'il en fût autrement, il fallait que les parties plaidassent

(1) Fleury, *loc. cit.*, « Le clerc défendeur peut demander son renvoi, mais il peut ne pas le demander nonobstant les constitutions canoniques, qui disaient que ce privilège des clers est de droit public et qu'ils ne peuvent y renoncer. »

(2) *Olim.* I, 781, XVI, 1269. II, 521. 1311. Voir aussi II, 265. 1307.

(3) *Traité des libertés*. Tome II, pages 153 et s.

par l'action pétitoire, ce qui devait être et était en effet extrêmement rare.

Ces diverses réformes amenèrent la décadence des tribunaux d'Église pour le plus grand profit des tribunaux de bailliages ; et c'est ce que Loyseau constatait après l'ordonnance de Villers-Cotteret (1539), qui défendit absolument la citation des laïcs en matière personnelle devant les juges ecclésiastiques : « et maintenant », dit-il, « tout au contraire [de ce qui se passait avant cette ordonnance], il n'y a que cinq ou six procureurs morfondus en l'officialité, et il y en a plus de trente au bailliage » (1).

SECTION III. — RAPPORTS DES BAILLIS AVEC LE PARLEMENT.

On ne discute plus aujourd'hui des origines véritables du Parlement : on sait qu'elles se trouvent dans la *Curia*

(1) J'ai été forcé, pour bien faire comprendre la lutte des baillis contre les juridictions rivales, de systématiser les principes qui les ont dirigés, de préciser leur ligne de conduite : je prie qu'on ne croie point qu'ils ont établi à l'avance un plan de campagne. Je ne saurais trop insister sur la part d'inconscience qu'il y a dans les réformes ; on ne s'est pas mis de propos délibéré à vouloir ruiner les officialités ou les tribunaux communaux, mais tout naturellement, on a agi dans le sens qui convenait le mieux aux intérêts dont on avait la garde. Il est certain, par exemple, qu'on se tromperait en croyant à une lutte acharnée entre la royauté, attaquant obstinément les franchises et les villes les défendant avec jalousie. Ce n'est qu'à la fin, lorsqu'on a vu les résultats, qu'on a essayé de systématiser : d'une part, c'est un besoin de l'esprit humain que de vouloir n'avoir été guidé que par des motifs logiques et conscients ; et d'autre part, ces motifs existent réellement, mais, empêchés par les faits de toute espèce, les contemporains ne les découvrent point. Il ne serait pas trop exagéré de dire que pour ceux qui font l'histoire, elle est un art ; il n'y a que pour ceux qui l'étudient dans les siècles postérieurs, qu'elle est une science.

Regis, qui jouait à la fois le rôle d'une cour féodale et d'un tribunal judiciaire dont la compétence est d'ailleurs assez incertaine ; elle se démembra naturellement et l'on eut au lieu de l'unique *Curia* une cour des Pairs et un Parlement. Lorsque la *Curia* n'était point encore divisée, son autorité judiciaire provenait du prestige moral qu'avait conservé la royauté, et il était par suite vague et universel ; vague, en ce sens qu'elle ne pouvait revendiquer telle ou telle cause en particulier ; universel en ce sens qu'elle avait le droit de trancher un litige quelconque, soit que les parties le lui eussent apporté d'elles-mêmes, soit que l'ayant réclamé, elle l'eût obtenu. Avec Louis VII, les séances deviennent de plus en plus nombreuses, et il apparaît qu'à peu près constamment les palatins et les conseillers intimes y assistent ; le terme « jndices nostri » se rencontre fréquemment. Sous Philippe-Auguste, le nombre des causes augmente par suite de l'agrandissement des domaines, et dans son testament de 1190, le roi indique que la Cour de justice devra se tenir à Paris tous les quatre mois. On a donc à la fin du ^{xii}e siècle une Cour composée suivant les principes féodaux des vassaux du roi, prélats et seigneurs, qui varient suivant les sessions, et en outre, d'un personnel de conseillers intimes qu'on ne change guère. Dans le courant du ^{xiii}e siècle, les charges de ces conseillers deviennent permanentes, et le nom de Parlement est écrit dans les textes. L'institution des baillis avait achevé l'évolution : car il était devenu nécessaire d'avoir au centre une compagnie d'un ordre supérieur ; les ancêtres des baillis étaient des palatins envoyés en missions temporaires dans les provinces ; lors-

qu'ils devinrent sédentaires, la surveillance du pouvoir central devait s'exercer sur eux ; le Parlement pouvait seul avoir une autorité suffisante. Guyot qui a pressenti beaucoup de choses avait deviné ce rapport, mais il prétendait que la sédentarité et par suite l'établissement du Parlement ne dataient que des premières années du xiv^e siècle (1) ; il y avait déjà bien longtemps à cette époque que la *Curia* était devenue un tribunal d'appel par rapport aux baillis (2).

M. Borrelli de Serres a émis sur les origines du Parlement et ses rapports primitifs avec les baillis une opinion un peu particulière (3) : il admet, comme tous les auteurs, que la *Curie* (c'est le nom par lequel il propose de désigner la *Curia Regis*) avait une compétence universelle et un pouvoir absolu ; les affaires judiciaires et le contentieux administratif, exigeant par suite de leur nature, une certaine publicité, étaient plaidés devant elle au milieu d'un public de vassaux et d'assistants ; au début du xiii^e siècle, le nombre croissant des procès et l'agrandissement du domaine royal, en rendant impossible à la *Curia* d'accomplir seule toute la besogne amenèrent l'envoi en province de délégués qui réunissaient une Cour composée suivant les mêmes formes, mais purement locale ; ces assises ont « entièrement tenu lieu » des assises

(1) Guyot. *Dictionnaire*. Au mot Bailli.

(2) Voir sur les origines du Parlement : Aubert, *le Parlement de Paris*. Introduction. — Beugnot, *Olim*. Tome II, préface. — Boutaric. Actes. Préface. — Esmein. *Précis*, pages 333 et s. — Langlois. Textes. Introduction. — Luchaire. *Histoire des Institutions*, tome 1, chapitre II et III et Manuel, etc.

(3) Borrelli de Serres ; *op. cit.*, pages 287 et s.

centrales ; les actes de cette époque qu'on a retrouvés ne sont que des enquêtes faites par les baillis au nom de la *Curia* et si pourtant, on trouve trace de quelques séances, c'est « par convocation spéciale et à l'occasion de débats exceptionnellement importants. » Mais à mesure que les baillis établirent leurs pouvoirs, on sentit le besoin de leur trouver des supérieurs pour corriger leurs abus et réformer leurs jugements ; ces supérieurs ne pouvaient être que les membres de la *Curia*, qui depuis le milieu du *xiii^e* siècle reprirent la tradition de leurs sessions judiciaires, en même temps que les baillis cessaient définitivement d'être confondus avec eux.

Cette théorie me paraît impossible à admettre sans réserves ; sans doute, il est certain que les baillis ont été pris au début parmi les curiales ; il n'est pas douteux non plus qu'ils ne soient devenus des justiciables à une époque qui serait à déterminer ; mais que, dans la première moitié du *xiii^e* siècle, il n'y ait point eu de Curie judiciaire, c'est tout-à-fait inadmissible. Dès le testament de 1190, une certaine autorité lui est reconnue sur les baillis : *Si autem aliquis de Baillivis nostris deliquerit, et hæc constabit A. et R. et aliis qui aderunt, etc.* » M. Borrelli de Serres, lui-même, reconnaît que la tradition n'était pas entièrement disparue, puisque certaines causes importantes étaient tranchées par la Cour ; et, en effet, la tradition n'était point éteinte : en 1224, la Curie donne tort à l'abbé de Ferrières qui avait élevé des halles à Puiseaux ; en 1224 également, elle donne raison à l'évêque d'Auxerre, qui obtient l'interdiction de la construction d'une forteresse près de Narzi ; en 1233, elle juge une plainte portée par

le chapitre de Brioude contre Archambaud de Bourbon. En outre, beaucoup de procès se terminent par un arrangement et par la nomination d'arbitres (1) ; et il s'agit d'affaires locales, dont la Cour n'aurait pas dû se mêler, si l'on en croyait M. Borrelli de Serres.

Sur un autre point également, cet auteur propose un système contraire à l'opinion unanimement reçue. Tout le monde sait que la Curie était un tribunal d'appel par rapport aux baillis, qu'ils étaient responsables devant elle et qu'ils y paraissaient à chaque instant, soit pour répondre à propos d'une de leurs décisions dont on appelait, soit pour expliquer un usage local ou éclairer une coutume. Tous les auteurs croyaient également que les baillis, même pendant qu'ils étaient en charge, faisaient partie à l'occasion du Parlement. Beugnot avait émis cette idée et l'avait développé ; il considérait les baillis comme « de véritables membres du Parlement, en mission dans les bailliages » et « ils ne perdirent ce caractère qu'à une époque postérieure au ^{xiii}^e siècle » ; depuis 1291, ils ne purent assister et prendre part à la délibération que s'ils faisaient partie du Conseil et, à partir de 1302, ils ne purent plus faire partie du Conseil pendant la durée de leurs fonctions ; une incompatibilité relative était ainsi établie (2). Cette opinion était, on peut le dire, universelle, et, dans ces dernières années, elle recevait l'approbation de MM. Esmein, Glasson, Langlois et Luchaire.

M. Borrelli de Serres s'est élevé avec vigueur contre ce

(1) Petit-Dutaillis ; thèse, pages 352-353.

(2) *Olm*, II. Préface, Pages 27 et 28.

système et ses critiques m'ont paru pleinement démonstratives dans l'ensemble, quoique d'inégale valeur dans le détail ; le raisonnement peut se décomposer en deux parties, l'une purement théorique, l'autre basée sur les textes.

Théoriquement, on fait remarquer que c'eût été une organisation bien défectueuse que celle où « l'autorité la plus haute aurait résidé en une assemblée composée pour une grande partie de ses justiciables », et en effet la plupart des arrêts des *Olim* sont intervenus sur des plaintes portées contre les baillis, sur des appels de leurs décisions et sur des affaires de contentieux administratif où ils sont partie pour le Roi. — Cet argument, bien que très spécieux, ne saurait être convaincant ; d'abord il ne résisterait pas à des textes ; et de plus il porte beaucoup moins pour une organisation comme celle du Moyen Age que pour une organisation bien réglée, précise comme la contemporaine. — Le second argument est plus fort : on ne voit pas bien comment les baillis auraient rempli les devoirs de leur charge, s'ils avaient dû assister aux sessions ; leur rôle financier surtout n'est plus compréhensible. — Toutefois on pourrait faire remarquer que les baillis étant tenus de venir à Paris donner à la Cour toutes les informations qu'elle réclamait, rien ne s'opposait à ce qu'il siégeassent pendant qu'ils étaient présents à Paris ; leur assistance n'aurait pas été permanente ni régulière ; ils auraient eu le droit de siéger à toutes les sessions ; mais précisément les devoirs de leurs charges les en auraient empêchés. — Ainsi la partie de pur raisonnement n'est

pas décisive ; elle appelle la conviction, mais ne l'impose pas ; il faut étudier les textes.

M. Borrelli de Serres écarte de la discussion les sénéchaux ainsi que les baillis normands, parce qu'ils ne venaient presque jamais à Paris ; c'est vrai, mais ils allaient aux Parlements de Toulouse, à l'Échiquier de Rouen et aux Grands Jours de Troyes et l'on sait que ces assemblées n'étaient que des Chambres ambulatoires de la Curie (1) ; leur présence équivaut donc à celle des baillis de France à Paris. Or il est certain qu'on trouve des baillis dans les listes des maîtres. Le raisonnement de M. Borrelli de Serres, ramené à ses éléments les plus simples, est le suivant : les baillis, membres de la *Curia* au début et envoyés temporairement en province, sont devenus ses justiciables, lorsqu'ils se sont fixés en province d'une façon permanente et dans des ressorts déterminés ; à partir de la fin du xiii^e siècle, quand les relations entre les deux institutions ont été bien arrêtées, ils ont été réduits au pur rôle de justiciables ; mais jusque-là, comme dans toutes les périodes de transition, il y a eu de temps à autre un ou plusieurs baillis au nombre des maîtres. Il faut vérifier cette hypothèse par les textes.

J'ai réuni les listes de 1202, 1223, 1253, 1256, 1261, 1273, 1280, 1283, 1284, 1285, 1290, 1296, 1298, 1307 et 1313, prises dans les Textes de M. Langlois et celles de 1316, 1319 et 1322, prises dans les Actes du Parlement (2).

(1) Voir Langlois. Textes. Introduction, et *Philippe III*, pages 310-311.

(2) Langlois, *op. cit.*, pages 30, 34, 40, 44, 62, 63, 87, 107, 114, 118, 123-124. — 149, 163, 169, 178 et s. 198. Boutaric. Tome II, pages 146, 297 et 476.

Tout d'abord, il faut séparer les listes de la fin du ^{xiii}^e siècle et du début du ^{xiv}^e siècle ; depuis 1273, on ne trouve plus de baillis que très exceptionnellement ; en 1274, à propos des prétentions du roi de Sicile sur l'héritage d'Alfonse de Poitiers, un grand nombre de personnages sont nommés, et on ajoute qu'en outre étaient présents « *plures alii clerici et laïci et ballivi.* » De même, en 1290, on mentionne « *plures alii clerici, laïci, barones, milites baillivi et alii de consilio regis usque ad sexaginta et plus.* » On peut affirmer que leur présence n'avait d'autre but que d'augmenter la solennité de l'arrêt ; et il n'y a plus, à cette époque, qu'un seul bailli qui compte parmi les conseillers effectifs : c'est Renaud Barbou, bailli de Rouen, dont nous étudierons à part la situation.

Pour les listes antérieures à 1270, la présence des baillis est, au contraire, à peu près constante ; et cela ne doit pas nous surprendre ; il n'y avait rien d'étonnant à ce que des membres de la Curie occasionnellement envoyés en province revinssent y prendre leur place (1). Sous Saint Louis, la division de la *Curia* commence, et l'une de ses chambres forme le Parlement ; les prérogatives anciennes ne peuvent disparaître immédiatement ; aussi, pendant quelques années encore, on voit des baillis parmi les maîtres, mais il est remarquable qu'ils sont nommés à part et toujours à la fin de la liste ; ils avaient un banc spécial et je crois qu'on peut dire, d'après les listes, qu'il

(1) M. Borrelli de Serres cite par exemple : Layettes II, 26 et Actes CCCIII, CCCVI ; dans ce dernier cas, on a pris conseil d'un grand nombre de baillis, soit qu'ils fussent directement intéressés à l'acte, soit qu'on eût des renseignements à leur demander.

n'y avait d'assistants que ceux qui avaient un intérêt à l'affaire : par exemple, en 1256, lors d'une discussion sur le patronage de l'église de Gueneville près Rouen, on trouve les baillis de Sens, Caux, Rouen et Cahors ; de même, en 1261, les baillis de la Touraine et du Maine. La preuve de la réduction des baillis au rôle de justiciables, à l'égard du Parlement est double : d'une part, on ne les trouve que très exceptionnellement dans les listes de la fin du ^{xiii}^e siècle et jamais au ^{xiv}^e ; d'autre part, la royauté chercha de bonne heure à limiter leur rôle. Deux ordonnances intervinrent à ce sujet, l'une de la Toussaint 1291, l'autre qu'on place approximativement en 1296 et la dernière en 1303. Toutes trois, suivant M. Borrelli de Serres et d'après les indications qu'elles fournissent elles-mêmes, ne feraient que répéter des prescriptions antérieures comme il en était édicté à l'ouverture de chaque session. La première défendait aux baillis et sénéchaux en même temps qu'aux prévôts, vicomtes et à leurs clercs d'assister aux arrêts, à moins qu'ils ne fussent du conseil et, dans ce cas, ils devaient, sur la réquisition des maîtres, quitter la ville quand la cause plaidée les intéressait. En 1296, il est ordonné « que nus sénéchals ne nus baillif ne juge de sénéchal ne demeure es arrez, se il n'i soit appelé especiaument par les présidens. » Et la grande ordonnance de réformation du 25 mars 1303 empêche leur entrée au conseil pendant la durée de leurs fonctions et s'ils en faisaient partie auparavant, elle leur interdit au moins d'y paraître pendant qu'ils sont en charge. Ainsi, au début, la logique crée des prescriptions qu'on renouvelle à chaque session du Parlement ; puis la législation leur défend de siéger, sauf au

cas où ils font partie du conseil, et enfin elle les écarte même du conseil qui, dans les dernières années du ^{xiii}^e siècle, devenait de plus en plus distinct du Parlement. Les choses ne se sont donc pas passées comme Beugnot l'a dit ; il n'y a pas eu d'abord concours pour les mêmes fonctionnaires de la charge de bailli et de celle de maître, puis incompatibilité relative entre elles. Mais il y a eu d'abord incompatibilité entre elles, à moins que le bailli ne fût membre du conseil, puis entre celle de bailli et celle de conseiller. En effet, Philippe le Bel dit : *Nolumus quod suo durante officio se de eo aliquatenuis intromittat* Si *Consilium* équivalait à *Curia*, ce serait incompréhensible, puisque, comme le dit Beugnot lui-même, les baillis pouvaient, à chaque instant et à raison de leurs fonctions mêmes, être appelés devant le Parlement. M. Borrelli de Serres va plus loin : suivant lui un, bailli membre du conseil, n'aurait pu y siéger, mais aurait encore eu le droit de siéger au Parlement, s'il y avait été appelé. Sans doute, les textes s'accordent avec cette opinion ; mais si elle n'est pas contredite par leurs termes exprès, elle paraît démentie par leur esprit ; en effet, l'incompatibilité devient la règle, à moins que le bailli ne soit membre du conseil, puis on l'écarte même du conseil : la conséquence logique est l'incompatibilité totale et il faudrait des textes certains et nombreux pour la contredire.

M. Borrelli de Serres achève de démontrer l'inexactitude de la théorie courante en étudiant le personnage qu'on citait le plus souvent, Julien de Péronne, et en prouvant qu'il n'a pas à la fois rempli le rôle de bailli et celui de

maître ; la démonstration est faite avec une exactitude qui ne laisse place à aucune critique.

Reste à déterminer le rôle d'un homme qui fut, pendant de longues années, conseiller en titre et qui, cependant, à diverses reprises, fut bailli : Renaud Barbou, bailli de Rouen. La situation de Jean de Montigni, bailli de Sens, fut la même ; il était le suppléant du précédent, comme l'indique l'ordonnance de 1296, article 10. M. Borrelli de Serres remarque que leurs gages étaient payés par tiers comme ceux des baillis et non par journées de services, mais qu'ils équivalaient à ceux des conseillers ; de plus leur fonction avait été exercée antérieurement par Geofroy de la Chapelle et Pierre de Fontaines, tous deux anciens baillis ; il suppose par suite, qu'en les chargeant de « parler et rendre les arrêts » suivant les termes de l'ordonnance, le roi les chargeait d'un rôle analogue à celui des chefs de parquet ; ils veillaient à ses intérêts et à l'action publique, ils les défendaient, puis ils rédigeaient et prononçaient en son nom la sentence délibérée par les conseillers, sentence qui pouvait être contraire à ce qu'ils avaient plaidé. — Cette opinion est très séduisante ; il est très certain, d'après les textes, que Barbou et Montigni n'avaient pas les mêmes attributions que les conseillers ordinaires ; il est également certain qu'ils n'étaient pas présidents ou vice-présidents, puisqu'ils sont cités après de simples maîtres et qu'ils fonctionnaient en face de prélats et de grands seigneurs, auxquels revenait naturellement la présidence. On ne voit donc pas très bien ce qu'ils auraient pu être, s'ils n'avaient été les ancêtres des avocats et procureurs généraux. Cette thèse est d'ail-

leurs confirmée par analogie, par la remarque qu'a faite M. Molinier de la présence à Toulouse, aux Parlements qui n'étaient qu'une délégation du Parlement de Paris, d'un personnage appelé *judex curie Carcassonne, senescallie Carcassonne ou judex juratus senescallie Carcassonne*, qui paraît y avoir joué le rôle d'un procureur de roi (1) : l'époque est à peu près la même, un peu antérieure pourtant.

Ainsi le Parlement était la juridiction supérieure à celle des baillis et sénéchaux ; on en ordonnait la session par « jours de baillies et de seneschaucies » et de telle sorte que les causes ne fussent point entremêlées « d'une baillie en l'autre », après quoi chacun de ces officiers devra s'en retourner « aussitôt qu'il porra » (2). Et le Parlement put d'autant mieux avoir autorité sur les baillis qu'il n'y en avait point, normalement, parmi les maîtres, mais qu'ils avaient uniquement par rapport à lui l'attitude de justiciables.

(1) *Hist. gén.* Lang. Tome VII, p. 525.

(2) Ordonnance de 1296, article 16. Langlois, page 465.

CHAPITRE II

RÔLE MILITAIRE DES BAILLIS

Le vassal contractait envers son seigneur le droit de fidélité ; cette obligation générale s'accomplissait par trois services particuliers ; il rendait à son suzerain le service de conseil, le service de cour et celui d'ost ou de guerre. Tous les anciens auteurs, Beaumanoir et Fontaines en tête, reconnaissent au profit du seigneur, le pouvoir de convoquer son vassal lorsqu'il a besoin de son bras. Le roi, qui est le suzerain général du royaume peut exiger le service d'ost, dans tout le territoire, il l'annonçait par une proclamation publique, une « semonce » : c'était ce qu'on appelait le ban ou l'arrière ban, suivant que le service était exigé d'un fief ou d'un arrière fief (1). Par quels intermédiaires allait être faite cette semonce ? Evidemment, par les baillis.

Ce rôle leur était naturellement dévolu, puisqu'ils étaient les représentants du roi ; nous avons remarqué dès le début, qu'il n'y eut point de clercs parmi eux, car des clercs n'auraient pu remplir une charge militaire.

(1) La Roque. *Traité du ban et de l'arrière-ban*, page 1.

Trois motifs concourent *a priori* à leur faire reconnaître un pouvoir militaire : il fallait d'abord qu'ils pussent faire exécuter les sentences qu'ils avaient rendues, ainsi que les décisions que les officialités leur demandaient de faire obéir (1); d'autre part, ils étaient les défenseurs de la paix publique; c'était à eux qu'on recommandait sous Philippe-Auguste et Louis VIII, ainsi qu'on l'a déjà vu, les biens des abbayes ou la personne des marchands : sous Saint-Louis et ses successeurs, on les chargeait de faire respecter la quarantaine le roi, les trêves et les asseurements, comme aussi de surveiller les routiers et de purger les chemins des pillards (2), ou de faire respecter les ordonnances qui défendent les joutes et les tournois (3) : c'est un pouvoir de police général qui leur était ainsi confié, pouvoir infiniment variable, et qui allait jusqu'à permettre aux baillis de faire des règlements généraux, qui leur permettait aussi de supprimer certaines taxes (4), d'arrêter les exportations (5) et de fixer le prix des vivres (6); enfin, on ne voit pas par qui, en dehors d'eux, auraient pu être faites les convocations à l'ost, et ce sont là leurs fonctions purement militaires, dont nous allons maintenant nous occuper.

Les premiers baillis étaient commis à la défense de la

(1) *Olim.* I, 921, II, 1273, par exemple.

(2) Ordonnances, page 636, 1316. Mandement aux baillis du Nord et de l'Est.

(3) *Id.*, p. 643.

(4) Glasson. *Histoire du droit*; tome V, page 480.

(5) Ordonnances, tome I, page 380. *Hist. gén. Lang.* p. 510, tome VII.

(6) *Olim.* tome I, 704, XVII, 1287. Archives historiques du Poitou, tome VII, 403, 1307.

province où ils résidaient, pour cela ils étaient en même temps châtelains de la place la plus forte : nous en avons déjà rencontré des exemples et nous savons que souvent il leur arrivait d'indiquer seulement ce titre (voir page 22). Il faut au début de l'institution les distinguer des châtelains fieffés héréditaires que l'on trouve dans les rôles de Philippe-Auguste (1) : pour ceux-là, la royauté chercha à les faire disparaître, de même qu'elle supprima les vicomtes. Quant aux châtelains qui étaient en même temps baillis, ils ne disparurent naturellement pas ; mais le titre cessa, de très bonne heure d'être porté par le bailli lui-même, et il servit à désigner celui des officiers inférieurs qui n'avait que des attributions militaires ; toutefois, le bailli devait lui-même résider dans une place forte ; ainsi Saint-Louis, en 1255 ordonna au sénéchal de Carcassonne, la paix étant rétablie, de congédier la garnison qui n'était plus nécessaire et de demeurer dans la ville avec sa famille (2).

Dans les rôles qui ont été publiés par La Roque depuis le règne de Philippe-Auguste, on voit que le principe adopté a été celui de la division par bailliages ; on indique sous le nom de chaque baillie, le nombre de chevaliers et d'hommes d'armes qui doivent être fournis par les vassaux et par les villes de son ressort. C'est au bailli que le roi adresse les lettres où il ordonne la levée du ban et de l'arrière-ban, et celui-ci les transmet aux prévôts ;

(1) Bans publiés par La Roque à la fin de son traité, notamment celui de 1214. Luchaire. *Institutions*, tome I, page 296, montre combien ces châtelains étaient gênants pour la royauté.

(2) *Hist. gén. Lang.*, tome VII, col. 1362.

ceux-ci font alors la levée dans leur circonscription et la réunion générale a lieu au chef-lieu où le bailli prend le commandement des hommes (1).

Le pouvoir militaire des baillis et sénéchaux était donc très grand : la convocation des hommes du roi ne s'opérait cependant pas toujours sans difficultés. Les ecclésiastiques se refusaient absolument à acquitter le service d'ost. En 1272, Guillaume de Cohardon ayant convoqué les évêques de la province, et ceux-ci s'étant montrés négligents, il opéra des saisies sur leurs terres ; les évêques protestèrent en alléguant une immunité immémoriale ; le sénéchal n'en persista pas moins dans ses saisies. La même difficulté s'était produite lors du siège du château de Quéribus en Fenouillèdes, occupé par les faidits et les partisans des hérétiques. Pierre d'Auteuil avait réclamé des évêques un contingent qu'ils refusèrent d'abord, puis envoyèrent, mais en spécifiant qu'ils le faisaient par pure bonne volonté, le sénéchal adressa au roi un mémoire de protestation, mais il n'y eut pas de solution ; [en 1272, les mêmes faits se reproduisirent, les habitants d'Agde furent condamnés par le Parlement : et lors de la guerre de Navarre, plusieurs évêques furent frappés d'une amende, mais quelques-uns obtinrent une remise à titre personnel et celui d'Albi reçut même une exemption définitive (2). La situation des ecclésiastiques ne semble pas avoir été réglée par une décision d'ordre général : dans

(1) Delisle. E. C. 1889. Pierre de Thillay. La Roque, page 123. De Valbonnays. *Histoire du Dauphiné*, page 50.

(2) *Hist. gén. Lang.*, tome X, pr. cc. 411. — Tome VII, pp. 539-540.

tous les cas, la royauté se montra, en règle, jalouse de faire respecter son autorité à ce point de vue : Philippe III établit même une taxe des amendes à infliger aux réfractaires (1).

Lorsqu'il plaisait à la royauté (car il semble bien que le choix lui ait appartenu et non à l'assujetti, puisqu'il s'agissait d'une sorte de corvée due même par les roturiers non libres), elle remplaçait le service par une taxe que le bailli était chargé de recueillir, ce remplacement avait très souvent lieu dès la fin du ^{xii}^e siècle pour les roturiers du domaine (2); sous Philippe le Bel, il eut même lieu trop fréquemment et ce roi ordonna à ses baillis de ne plus recevoir la taxe (3).

D'ailleurs ce pouvoir était parfois une source d'abus criants; cela se voit surtout dans le Midi où les sénéchaux plus éloignés du Roi ont eu plus de tendances à excéder

(1) Langlois. *Philippe III*, page 365.

(2) Voir Borrelli de Serres, *op. cit.* *Les prisés du service roturier au ^{xiii}^e siècle*. Prou. *De la nature du service militaire dû par les roturiers aux ^{xi}^e et ^{xii}^e siècles*. *Revue historique*, novembre-décembre 1890. Championnières. *Traité des eaux courantes*, pp. 259, 262. Le service militaire, tout au début, était un service justicier et non point bénéficiaire ou féodal. Les capitulaires s'efforcèrent de concilier le double service de l'homme tenu comme vassal et comme justiciable. L'obligation justicière fut plutôt appelée ost et l'obligation féodale, chevauchée. Au ^{xiii}^e siècle, en cas d'invasion, subite, le roi convoquait tous les hommes en personne : mais il avait intérêt à ménager les ressources et d'ailleurs les milices n'avaient pas une grande valeur militaire. Le roi a fréquemment affirmé son droit à l'ost ou à une taille équivalente; les exemptions consenties par les chartes seigneuriales ne l'empêchaient pas de réclamer ce qui lui était dû pour l'établissement général et uniforme de l'aide pour la défense du royaume.

(3) Boutarie, *Institutions militaires*, p. 130.

leurs droits. Les enquêtes que fit faire saint Louis nous révèlent des excès considérables. Les sénéchaux proclamaient, sans aucun motif, l'ost ou la chevauchée : c'était un moyen d'augmenter les revenus ; ainsi les hommes de Montblanc, appelés pour concourir à la défense du pont de la Vidourle, quoiqu'ils offrent le service effectif, sont renvoyés après qu'on a tiré d'eux six livres de Malgueil. De même, les habitants de Caveirac doivent acquitter l'impôt et ils affirment que la semonce a été faite sans motif. Après vingt-cinq ans de résistance, la ville de Narbonne lassée, se résigne à acquitter le service d'ost ou à payer son équivalent et beaucoup de villes l'imitent. On prononce des amendes générales ou individuelles pour tous les motifs imaginables : parce que l'équipement est insuffisant, parce que les hommes ont quitté le camp sans avoir demandé la permission du sénéchal, et pourtant le siège pour lequel on les avait convoqués était terminé. On les punit même pour les fautes des fonctionnaires royaux, par exemple, parce que le viguier ayant oublié de les convoquer, ils ne sont pas venus à la montre (1).

Quant l'ost a été réuni, c'est aux baillis et sénéchaux qu'appartient le devoir de faire régner l'ordre et la discipline sous le contingent fourni par leurs circonscriptions ; ils dirigent eux-mêmes les opérations militaires, conduisant les sièges par exemple (2). Le pouvoir militaire a d'ailleurs pour limites celles de la circonscription même ; il s'y exerce aussi pleinement que possible, mais il ne

(1) *Hist. gén. Lang.* tome VII, pp. 468-469.

(2) *Id.* tome VII, cc. 1402-1403.

s'exerce que là. Cependant, par suite de circonstances exceptionnelles, il arrive que deux officiers voisins agissent de concert : dans ce cas, c'est le roi lui-même qui l'ordonne et il règle en même temps les questions de préséance : ainsi Saint Louis écrit au sénéchal de Carcassonne qu'il envoie à son secours celui de Beaucaire qui devra se mettre sous ses ordres (1).

Pour ce qui touche à la défense de la province, les nobles les plus influents et les mieux au courant du fait des armes sont consultés ; le roi conseille lui-même au sénéchal de se conduire ainsi, lorsque le roi d'Aragon demande à traverser les terres royales ; le sénéchal de Carcassonne ne devra le permettre qu'après avoir obtenu des garanties de sécurité et là-dessus il se consultera avec le maréchal de Mirepoix, avec Pierre de Voisins et les « autres fidèles qu'il jugera de bon conseil » (2). En 1251, lors de l'invasion de la province par les infants d'Aragon, les commissaires du roi ordonnent la consultation des chevaliers les plus expérimentés (3). Mais il n'y a pas là un devoir du sénéchal ; c'est une faculté pour lui, en général, de prendre l'avis des gentilshommes du pays ; le roi peut bien le lui ordonner, mais les chevaliers ne pourraient réclamer cette intervention comme un droit. Dans les limites de son ressort, le bailli ou le sénéchal exerce ses attributions militaires avec la plus entière liberté.

(1) *Id.* c. 1361.

(2) *Id.* c. 1393.

(3) *Id.* cc. 1411-1412.

CHAPITRE TROISIÈME

RÔLE FINANCIER DES BAILLIS

Le rôle financier avait une double origine. Les baillis, en tant que représentant la personne du roi, avaient été chargés du soin de l'administration de ses domaines, et, en même temps, de la perception des revenus que pourrait lui valoir l'exercice des droits de suzeraineté. De plus, ces fonctions étaient une conséquence inévitable des fonctions judiciaires ; en effet, ils opéraient leurs tournées, seuls, sans avoir avec eux de receveurs ; leurs sentences aboutissaient souvent à des amendes qu'il fallait recueillir ; en tous cas, il y avait des droits de sceaux à percevoir, des exploits, forfaitures, etc. De là toute une série de recettes qu'ils étaient chargés de faire rentrer. Ils ne pouvaient en rester là, et ils empiétèrent, dès leur institution, sur les attributions des prévôts. Avant Philippe-Auguste, l'exploitation des domaines royaux et la perception des revenus qui alimentaient le Trésor étaient faites par ces derniers qui affermaient leurs charges et que le sénéchal de France surveillait. L'apparition des baillis les fit peu à peu rentrer dans l'ombre, et l'on peut assez exactement suivre

la marche de la réforme au moyen des comptes du ^{xiii}^e siècle qui nous restent.

Dans les rôles des bailliages de France, on voit que les baillis et prévôts comptent directement avec l'administration centrale ; c'est bien la preuve qu'il n'y a pas eu création officielle de fonctionnaires hiérarchiquement supérieurs aux agents préexistants, mais qu'il y a eu une superposition ; en outre des prévôts, on a vu des officiers qui, par suite de leur origine, tendaient à réunir en leurs mains tous les pouvoirs et que d'autres fonctions poussaient, par ailleurs, à s'attribuer une compétence financière, s'attribuer un nombre de plus en plus considérable d'opérations de finances, jusqu'à faire des prévôts, leurs inférieurs, et à leur supprimer toutes relations directes avec la royauté.

Le compte de 1203 édité par Brussel (1) est très intéressant à cet égard, aucun ordre méthodique n'y est suivi pour séparer les rôles des prévôts de ceux des bailliages. M. Williston Walker a essayé de faire, d'après cette pièce, le départ des opérations financières des différents officiers, mais il n'a pu arriver à un résultat très net (2) et il n'y a aucun motif de s'en étonner, nous sommes ici en pleine période de transition ; il n'y a point de principes directeurs auxquels on obéisse : ce sont les circonstances qui décident. Le relevé et la comparaison des opérations effectuées par les baillis et prévôts ne supporte pas un départ bien tranché.

Comme les prévôts sont affermées, le nom des prévôts n'a pas besoin d'être indiqué sur le rôle ; il est également

(1) Brussel. *Usage des fiefs*, tome II, CXXXIX.

(2) Williston Walker. *The increase, etc.*, page 130.

inutile qu'on détaille les recettes, dans un système de perception à forfait. Les revenus étaient évidemment des revenus purement domaniaux, le produit des fours, moulins, pressoirs, taxes de marchés, halles et étables, impôts sur certaines corporations, produits des prairies, etc. (1). Les baillis dont les revenus étaient variables, qui étaient personnellement responsables de leur gestion et qui n'avaient pas d'ailleurs encore de circonscriptions bien précises, sont nommés sans indication de bailliages et donnent le détail des sommes qu'ils ont touchées. A la vérité, ils font des recettes de nature extrêmement variable; mais pourtant, on peut dégager un caractère général : elles sont à peu près régulièrement des recettes extraordinaires, casuelles, et cela se comprend facilement. Les prévôts, qui affermaient leurs charges ne pouvaient le faire à coup sûr que s'ils tablaient sur des ressources ordinaires faciles à évaluer et aussi à toucher; il était hasardeux pour eux de prendre à ferme des revenus variables d'un exercice à l'autre et qui risquaient de donner un rendement bien inférieur à leur estimation. Cette crainte ne pesait pas sur les baillis qui n'affermaient rien; aussi, dès leur apparition, devaient-ils obtenir ces matières. Les exploits de justice leur sont réservés et, en outre, ils touchent la taille du pain et du vin, par exemple à Dourdan, Etampes, Orléans, etc., les main-morte : *De mortuo manu Hugonis de Croteio*; — les sommes qui remplacent le service militaire pour des villes ou pour des abbayes : *pro servientibus* Checi et Fayaci, *pro servientibus* Peronce, etc.

(1) Williston Walker, *loc. cit.*

— les revenus de domaine en garde-noble ou confisqués : *De terra Hecelini de Favniis*, etc., — les régales, *de regalibus Treucarum* : — les ventes d'anciens approvisionnements : *de veteri vino Senoni* ; *de bladis et avena* etc., et ainsi de suite. Mais, d'ailleurs, il y a sur leurs rôles des recettes qui devaient normalement rentrer dans ceux des prévôts, comme d'ordre purement domestique.

Il n'est pas plus facile de déterminer celles des dépenses qui sont acquittées par les baillis ; il en est beaucoup qu'on relève indifféremment dans tous les comptes, comme des frais de réparation, de vendanges, etc. La même distinction peut être proposée : ce sont de préférence les dépenses extraordinaires que l'on confie aux baillis, tandis que celles des prévôts semblent plutôt de pur entretien et se répètent régulièrement d'une prévôté à l'autre : paiement des serviteurs inférieurs, frais de récoltes, réparations de granges, etc. Au contraire, on voit réservé aux baillis le soin de distribuer les dons du roi, d'entretenir ses maisons et de lui en construire de nouvelles. En résumé, ce compte ne permet pas une séparation certaine entre les fonctions financières des baillis et celles des prévôts, on peut seulement en conclure que les premiers remplissent seuls toutes les opérations qui ont un caractère casuel, et, qu'en concurrence avec les prévôts, ils font toutes celles qui, purement ordinaires, peuvent être rattachées par eux à leurs fonctions judiciaires ou autres.

A mesure que le nombre des opérations extraordinaires et leur importance augmente, le besoin se fait sentir d'avoir à ce sujet un compte distinct de celui des prévôts et établi pour chaque exercice, qui forme une seconde

section ; le rôle est qualifié « des bailliages et prévôtés » et le produit des fermes est présenté par les baillis eux-mêmes sous leur responsabilité. C'est ce qui apparaît au compte général de la Chandeleur 1226.7, où, du reste, les comptes ne sont pas encore totalisés, et où la spécialisation est à peu près inconnue (1).

En 1234 (2), les comptes des baillis ont fait disparaître les comptes spéciaux qui étaient auparavant très nombreux et il ne s'en trouve plus que 6 ou 7 groupés à la fin, pour la garde et l'entretien des châteaux et forêts : *Forestarius Poocuriæ, Lagii, Consiergus sancti Germani in Laya*, etc. Les recettes et les dépenses sont bien séparées, mais il n'y a pas encore de division méthodique dans chaque ordre d'opérations. Les baillis touchent les exploits de justice, les droits de main-morte, s'occupent de l'administration des eaux et forêts, notent le produit de la vente de blé, d'avoine, de vin, de volailles avec l'indication de la terre qui les a fournis ou bien posent un simple chiffre avec le nom de la terre ou de son propriétaire en regard : c'est à eux également que revient le soin de s'occuper des juifs et des *baptizati* ou nouveaux convertis.

Les dépenses mises à la charge des prévôts sont sensiblement des dépenses de peu d'importance ; ils payent les fonctionnaires des grades peu élevés, barbiers, chapelains,

(1) Borrelli de Serres, page 299. Le compte en question a été publié et étudié par M. Petit-Dutaillis dans sa thèse et par M. Borrelli de Serres ; M. Petit-Dutaillis a fait connaître son opinion sur les travaux de ce dernier dans la *Revue Historique* de 1896, 2^{me} semestre, page 138.

(2) *Historiens de la France et des Gaules*, tome XXII, pages 566 et s.

fauconniers, louvetiers, bûcherons, etc., ils soldent des frais de vendanges, de transport de machines, de transport des prisonniers, les travaux peu considérables, il arrive que la nature de la besogne ne soit pas exprimée, ce qui indique bien qu'il ne s'agit que de réparations d'entretien.

Les baillis ont définitivement assis leurs opérations, tous les paiements importants leur sont réservés ; ils paient les gages des officiers sous la mention *liberationes*, ou leur réserve également tous les frais imprévus, par exemple ceux qu'on a faits pour le comte de Montfort, *pro expensa ad filiam comitis Britanniae adducendam*, pour le séjour de la reine à Neuville, pour le comte de Toulouse, « *quando fuit ad Curiam* », pour l'entretien des enfants d'anciens officiers royaux, etc. Tous les travaux publics un peu importants relèvent d'eux, et le lieu et la nature en sont régulièrement signalés.

Dans le compte de 1238 (1), qui est un compte général, les recettes ne devaient être indiquées qu'en bloc, comme le sont les dépenses, avec une distinction suivant la nature de la monnaie employée, distinction apparue en 1227. Les recettes sont pourtant détaillées ; cela faisait double emploi avec leur rôle particulier où elles avaient déjà dû l'être, mais tenait précisément à ce qu'au début, les baillis n'avaient eu que des revenus aléatoires, et que l'habitude de les indiquer avait survécu à sa nécessité. Il n'en sera pas de même pour les bailliages et sénéchaussées hors de France : en Normandie, l'on était en avance sur la France

(1) H. F., tome

et dans le Midi les sénéchaux, institués plus tard, ont été dès leur apparition les supérieurs officiels des prévôts et bayles et ont compté directement avec le Temple. Quoiqu'il en soit, le texte en question ne nous indique aucune modification dans le rôle de receveurs joué par les baillis.

En 1248 (1), le compte nous révèle un nouveau progrès ; la division des dépenses est effectuée : elles sont réparties en trois chapitres ; *feoda et elemosine* ; — *liberationes* ; — *opera* ; mais les recettes sont encore groupées en un seul paragraphe, d'après leur nature ou leur provenance. Les baillis se rendent des services mutuels, effectuent des opérations les uns pour les autres : ainsi on paie à Paris à propos de ventes faites dans les forêts de Vernon, Lyon et Orléans ; les relations sont encore plus certaines si on pense que les commissaires réformateurs et les membres du Parlement, qui venaient tenir leurs assises à Toulouse, y recevaient leurs gages (2).

En 1285, enfin (3), les baillis sont devenus des financiers tout à fait ordonnés ; ils divisent leurs recettes en *racheta*, *domania et expleta* ; la classification des dépenses compte de nouvelles subdivisions ; ou bien on les spécialise par les diverses parties de la circonscription, comme à Paris, ou bien on les compte pour l'ensemble de la baillie, mais en les distinguant bien en *feoda et elemosynæ*, *liberationes*, *opera*, *minuta expensa*, et en queue les gages. Il y a quelques comptes spéciaux, mais placés au verso,

(1) H. F., XXI, p. 260 et s.

(2) Borrelli de Serres, *op. cit.*

(3) H. F., XXII, 623 et s.

comme en 1238, et on ne place plus parmi ceux des bailliages ceux de la guerre, des décimes, et des régales.

Ainsi, dans le courant du ^{xiii}^e siècle, les baillis sont devenus les officiers ordinaires des finances royales ; leurs comptes, d'abord mêlés à ceux des prévôts, en ont été séparés et ont été seuls portés directement à l'administration centrale ; les rôles des prévôtés étaient présentés sous leur responsabilité, enfin ils ont accompli leur charge avec un ordre et une méthode de plus en plus rigoureux. Leur droit à un rôle financier n'a jamais été contesté et ne pouvait l'être, puisqu'ils sortaient de la Cour du Roi, où la séparation des pouvoirs n'était pas, à ce moment, mise en pratique ; il s'agissait seulement pour eux d'arriver à la clarté et à la précision, cela même était obtenu bien avant 1285 : un compte présenté en 1257 à Alfonse de Poitiers par Thibault de Neuvy, sénéchal de Poitou, était exactement divisé comme celui de 1285 : il n'y avait que de légères différences dans l'ordre des divisions (1).

La présence des attributions financières chez les baillis eut une conséquence très importante ; elle hâta considérablement la formation définitive de leurs ressorts ; en matière judiciaire, une administration ambulatoire et s'exerçant sur un territoire à chaque instant variable pouvait à la rigueur se maintenir ; mais elle était impossible en matière financière ; en 1202, on voit encore des baillis (nous l'avons déjà signalé), qui comptent à deux pour les exploits de justice et seuls pour le reste. Ainsi on voit bientôt les bailliages à noms géographiques ; au début, on indiquait

(1) Layette, tome III, n° 4380.

ceux des baillis ; puis, chacun d'eux tendit à grouper les petites circonscriptions où il tenait de préférence ses assises. Dans les registres de Philippe-Auguste, les ressorts en voie de formation sont couramment signalés sous le nom de l'officier qui les préside (*ballivia Reginaldi de Villa Thierici*, etc.), mais les noms géographiques commencent aussi à apparaître (*ballivus Caleti*, *ballivus de Constantino*, etc.) (1), et en 1234, le compte nous révèle la division à cette époque, division qui n'est et ne peut-être définitive : par exemple, en 1248, les bailliages d'Arras et de Saint-Omer disparaissent dans l'apanage de Robert d'Artois, ceux d'Outre-Loire et de Poitou dans les domaines d'Alfonse ; celui de Mâcon apparaît. Mais ces variations, commandées par les circonstances, n'ont pas plus d'importance que les modifications territoriales que pourrait recevoir tel ou tel département ; elles n'empêchent pas que la formation de ressorts à frontières exactes, connues, ne soit achevée ; au lieu d'officiers dont le pouvoir s'étend sur un territoire incertain, on a des bailliages, circonscriptions délimitées auxquelles commandent des officiers : les baillis passent et la circonscription reste.

Les comptes des bailliages et sénéchaussées de Normandie semblent avoir été plus avancés que ceux de France ; en effet, dès 1230, les recettes ont déjà quatre chapitres : *de debitis*, *de expletis*, *de boscis*, *de scacario*, plus tard *de ballivia* et plus tard encore *Domania*. Les dépenses étaient divisées de même qu'en France en 1238 et 1248, mais avec des différences dans l'ordre. Le titre

(1) Voir les Grands Rôles publiés par Léchandé ; *op. cit.*, *loc. cit.*

de *scacario* indique qu'en 1230, les comptes étaient vérifiés par l'Echiquier. On ne voit pas non plus de comptes spéciaux mêlés à ceux de ces baillis, ou alors ils émanent des baillis eux-mêmes. Une dernière différence est à noter : le sénéchal paraît intervenir moins directement dans l'administration ; il transcrit au verso, en indiquant les pertes, ce qui ne se fait jamais en France, les comptes des agents inférieurs dont il prend la responsabilité et il groupe les opérations par subdivision territoriale. Il est certain que les gens du Roi, députés à l'Echiquier, admirèrent cette disposition et la rapportèrent à Paris, où elle servit de modèle pour ceux de France qui à la fin du xiii^e siècle la reproduisaient exactement (1).

Dans le Midi, les comptes des sénéchaussées étaient également ordonnés de cette manière ; on a déjà cité le compte de Thibault de Neuvy ; comme on avait eu à organiser l'administration de ces pays à une époque où le rôle financier des baillis était assez avancé dans sa formation on put y suivre dès le début un ordre rationnel. Le sénéchal rendait les comptes directement ; il n'y avait pas à la suite des rôles de baylies et de sénéchaussées ; il eut toutes les recettes non encaissées par les bayles et prévôts, et celles-ci « étaient de nature très diverse ; elles variaient suivant les pays, les circonstances et souvent même suivant le caprice du sénéchal » (2).

Maintenant que nous savons que les fonctionnaires dont

(1) Pour plus de détails, voir dans Borrelli de Serres, le chapitre consacré au rôle des bailliages et sénéchaussées hors de France.

(2) Boutaric, *Alfonse de Poitiers*, p. 227.

nous nous occupons ont joué un rôle financier important (1), comme il apparaît par l'examen de leurs comptes, voyons comment ce rôle se décomposait : ils « étaient à la fois dans l'étendue de leur circonscription, administrateurs du domaine, comptables, receveurs et payeurs (2) ».

En tant qu'administrateurs du domaine, ils aménageaient librement le patrimoine de leur maître : nous les avons déjà vus passer des contrats d'acquisition ou d'échange avec les particuliers ; ils reçoivent en cette qualité tous les revenus qui proviennent de la terre du seigneur ou qui sont la conséquence de l'exercice de sa suzeraineté, comme les rentes en argent ou en nature, les cens, rachats, profits de fiefs, reliefs, dîmes seigneuriales, les fermages des métairies non comprises dans le bail des prévôtés, les droits de procuration et de gîte, la taxe d'ost, etc. (3). A ce titre également ils étaient chargés des travaux publics dont l'importance pouvait être énorme, comme dans les terres d'Alfonse de Poitiers qui fit construire beaucoup de villes neuves (4).

En tant que payeurs, ils avaient la charge de payer les gages des officiers inférieurs, châtelains, bayles, viguiers, sergents, etc. ; ils servaient les rentes viagères assignées

(1) Sur certaines opérations confiées aux baillis, voir dans Delisle (*Antiquaires*, 1851), Chrétien-le-Chambellan et Godefroi-le-Blond.

(2) Luchaire. *Institutions*, page 587.

(3) Voir Brussel, p. 466. — Boutaric, *Philippe le Bel*, page 223, *Alfonse*, pages 227 et s. — Langlois, *op. cit.* Livre IV. Chapitre IV. — Luchaire, *op. cit.*, *loc. cit.* — Petit-Dutaillis, *op. cit.*, Chapitre sur le domaine et l'administration locale, etc. Voir surtout les comptes.

(4) *Hist. gén.* Lang. Tome VII. p. 541. — Un peu plus tard, *Archives Historiques du Poitou*, tome XVII.

par le roi aux anciens serviteurs, à leurs veuves ou à leurs enfants ; et dans le Midi aux anciens faidits qui n'ont fait leur soumission que dans l'espoir d'une pension ou qui la reçoivent pour compenser la perte de leurs terres (1). Sous saint Louis et Alphonse de Poitiers, une certaine générosité est révélée par les comptes (2). Ils distribuèrent également les aumônes qui s'adressent à des pauvres pris individuellement ou à des établissements religieux. Ils acquittaient enfin toutes les dépenses qui étaient nécessitées par les diverses branches de leur administration ; ils payaient le louage des granges et greniers où l'on servait les provisions de blé et de vin ; les frais de transport des courriers qu'ils envoyaient au roi et cette dépense fut très importante sous Alphonse qui entretenait avec ses sénéchaux des relations constantes ; ils payaient le change des monnaies, les dépenses imposées par leur envoi à Paris, et toutes les autres qui venaient à se présenter et qu'ils rangeaient sous la qualification de *minuta Expensa*.

En tant que receveurs, ils encaissaient les fermages des prévôtés qu'ils avaient eux-mêmes affermées à l'enchère à des hommes qui devaient être de bonne vie et solvables et auxquels aucun lien de parenté ne pouvait les rattacher ; par l'intermédiaire des prévôts, — bayles dans le Midi, les revenus domaniaux arrivaient entre leurs mains ; ils recouvraient les arriérés, opéraient les recettes extraordinaires, percevaient les taxes d'exportation, les taxes de l'ost et les décimes ecclésiastiques, à moins que ces

(1) *Hist. gén. Lang. loc. cit.*

(2) Boutaric, page 273. — *Hist. gén. Lang., loc. cit.*

dernières n'eussent été versées directement entre le mains des officiers du Temple (1).

En tant que comptables enfin, les baillis devaient verser au trésor royal les deniers touchés dans leur ressort ; les prévôts leur présentaient leurs comptes qu'ils examinaient et qu'ils présentaient ensuite sous leur propre responsabilité. A leur tour, les baillis devaient nécessairement être surveillés, comment le contrôle était-il réglé ?

Voici en résumé comment les choses se passaient. Les baillis et sénéchaux dressaient leur compte qui comprenait ceux de leurs subordonnés, et le fournissaient à la fin d'exercices dont la durée variait suivant les contrées, et pouvait être de 4 à 6 mois, et même exceptionnellement d'un an. Les baillis de France présentaient eux-mêmes leurs comptes ; ceux de Normandie et de Champagne étaient vérifiés d'abord à l'Échiquier et aux Grands Jours, puis rapportés à Paris par les gens du roi qui assistaient à ces assemblées, ceux des sénéchaux étaient déposés au Temple et remis par son intermédiaire aux gens des comptes. Ceux-ci contrôlaient une première fois, puis suivait un examen de certains des maîtres et enfin l'approbation était donnée par tous les maîtres réunis en sessions périodiques. Au cas où des difficultés s'étaient présentées, on renvoyait à un autre exercice et on dressait pour les opérations à liquider des listes de *Débita* et de *Respectus*. Vérifions ces diverses propositions.

Les baillis de France comptent à l'Ascension, à la

(1) Voir particulièrement sur ce sujet. Langlois, *op. cit.* Chapitre IV, pages 345-356.

Toussaint et à la Chandeleur, c'est-à-dire des termes de durée inégale ; ceux de Normandie à Pâques et à Saint-Michel ; ceux de Champagne le dimanche avant la Madeleine et à l'octave de Noël ; mais il est remarquable que leurs comptes ne comportent pas une aussi grande clarté que ceux des autres fonctionnaires, où d'une façon régulière, on indique pour chaque dépense le revenu particulier sur lequel elle doit être affectée (1).

Les baillis apportaient à la caisse du Temple les sommes qu'ils avaient ainsi annoncées et les versaient contre la remise d'une quittance qui n'entraînait pas leur libération, mais qui servait seulement à démontrer le fait du versement et son montant (2). Les deniers étaient placés dans des sacs ou des tonneaux et on envoyait les recettes telles qu'elles avaient été reçues, pour éviter les opérations sur le change (3).

Le versement fait, et le rôle établi, les baillis le portaient-ils directement à l'examen de la curie ? M. Borrelli de Serres a démontré qu'il n'en était rien, d'une façon irréfutable. Tous les comptes, même ceux de Normandie qui avaient déjà paru à la session de l'Echiquier, étaient soumis à un examen ; un personnel, qui devait être permanent, sans quoi il n'aurait pu exercer ces fonctions, dressait au moyen des rôles antérieurs des états de prévision, qui permettaient de vérifier à peu près à coup sûr,

(1) Borrelli de Serres, par exemple les comptes des receveurs de Champagne de 1284 à 1288.

(2) Borrelli, pages 244 et s.

(3) Boutaric. *Philippe le Bel*, page 228. — Luchaire, *Institutions*, p. 588.

si les baillis avaient réellement annoncé toutes les recettes qu'ils avaient pu et dû opérer, deux pièces ont été trouvées qui supposent une surveillance identique à l'égard des sénéchaux (1).

C'est seulement après ce premier contrôle qu'intervenait la Cour ; son rôle financier est très naturel ; les premiers baillis, qu'il fallait déjà surveiller évidemment, pouvaient facilement, étant donné leur petit nombre relatif, se présenter devant une juridiction supérieure ; celle-ci ne pouvait être autre que la *Curia* qui avait à ce moment-là tous les pouvoirs et les présentations des baillis se plaçaient à l'époque des sessions du Parlement, avec laquelle coïncidaient par suite les fins des exercices. La *Curia* déléguait alors un certain nombre de ses membres qui formait une commission chargée, sous la présidence d'un noble ou d'un prélat, d'apurer les comptes et de trancher les difficultés contentieuses qui pouvaient naître à leur occasion (2). Essentiellement temporaire, elle ne se réunissait pas dans la Cité, mais au Temple, où les fonds avaient été conservés ainsi que les archives ; après la destruction de l'ordre des Templiers, elle fut transférée au Palais de la Cité. Les jugements portaient la mention qu'ils avaient été rendus « *Parisiis apud Templum* » (3). C'étaient les opérations de cette commission qu'on appelait *compoti*, et elle fonctionnait certainement dès le début du xiii^e siècle, puisque depuis 1202-3 la

(1) Borrelli, pages 108-138.

(2) Voir les listes de Langlois. Textes, p. 180. Du Tillet. *Recueil des grands*, etc. p. 41.

(3) *Olim*. I, 396, 1272.

forme des rôles est restée la même. Dès la fin du ^{xiii}^e siècle, la commission a dû prendre une certaine permanence, puisqu'on la désigne sous le nom de « la chambre des contes le roi » ou absolument de « camera » (1), et à partir du ^{xiv}^e siècle, elle fonctionnera comme une chambre séparée ; mais à ce moment les baillis n'auront plus dans les finances l'importance qu'ils avaient au ^{xiii}^e siècle (2).

(1) Langlois. *Philippe le Hardi*, 312.

(2) Sur tout le passage, voir Borrelli de Serres depuis la p.299.

TROISIÈME PARTIE

PÉRIODE DE DÉCADENCE

Nous avons étudié jusqu'ici l'institution bailliviale dans ses origines obscures, puis dans son épanouissement ; nous avons vu les pouvoirs étendus dont jouissaient les baillis, pouvoirs qui faisaient d'eux des fonctionnaires locaux de la première importance, ne trouvant dans leur province aucun contre-poids à leur autorité et surveillés seulement par la Cour du Roi et par les enquêteurs qu'on envoyait les inspecter. Une telle puissance chez le même officier devait paraître à la longue dangereuse ; la royauté en se fortifiant devait aspirer à ne plus trouver devant elle que des agents incapables de résistance : les régimes d'absolutisme se plaisent à ne voir que des têtes courbées. De plus, avec l'accroissement de la population, avec le développement de la civilisation, de la prospérité, on acquerrait le sens plus net des nécessités administratives ; on comprenait qu'un seul homme ne peut suffire à tous les travaux et, que la besogne est plus vite et plus complètement faite, quand on la répartit entre plusieurs : la loi de la division du travail s'imposait, quoique ignorée, et on lui obéit en enlevant successivement aux baillis et sénéchaux,

les charges qu'ils remplissaient à leur apparition, et en leur laissant juste ce qu'il fallait pour légitimer leur survivance : un rôle militaire, et des prérogatives dans l'administration de la justice.

CHAPITRE PREMIER

PÉRTE DES ATTRIBUTIONS FINANCIÈRES

Les premières attributions qui leur furent enlevées furent celles qui avaient trait aux finances. La réforme ne se fit point tout d'un coup, et par une mesure générale, mais progressivement et au moyen d'une série de mesures transitoires, que les nécessités du service légitimaient en imposant la création d'officiers spécialement réservés à telle branche de l'administration. Suivant les provinces, les nécessités s'affirmèrent plus ou moins tôt, plus ou moins vivement ; on prit des mesures purement locales d'abord, puis peu à peu généralisées, de façon que l'on eut enfin une réglementation uniforme et définitive.

C'est dans le Midi que les receveurs apparurent d'abord, il y en avait avant la conquête française. On en trouve un à Carcassonne avant 1247, auquel on payait les amendes, les tailles, les droits de justice, les aides, etc., et c'était un Juif (1). La charge se perpétua sous les sénéchaux royaux ; ils apparaissent sans titre à Carcassonne, puis dans cette ville en 1285 et à Toulouse dès 1276 et

(1) *Hist. gén. Lang.* Tome VII, page 500 Ou dans la même note publiée à part, page 51.

1278, on les appelle les trésoriers du Roi (1). Dans les États d'Alphonse, on trouve leur équivalent dans un personnage qu'on appelle le clerc du sénéchal et à qui l'on accorde une certaine importance, puisque le comte lui écrit directement et qu'il sert d'intermédiaire entre le prince et le sénéchal, lorsque ce dernier ne peut se rendre à la cour pour la reddition des comptes ; dans ce cas, le clerc du sénéchal « apporte au conseil les enquêtes, les renseignements de toute espèce, nécessaires pour étudier les affaires en souffrance, rend compte au prince lui-même de l'administration financière du sénéchal et rapporte à celui-ci des instructions pour toutes les affaires courantes » (2).

Ces receveurs primitifs n'avaient pas encore une grande importance personnelle ; ils accomplissaient pour le sénéchal les recettes qu'il leur indiquait et ils ne paraissaient nulle part dans les comptes. Une série de réformes les transforma en officiers responsables et mis en rapport direct avec le pouvoir central. La première consista à faire présenter les comptes par les receveurs eux-mêmes, mais au nom du sénéchal ; ils se contentent peu après d'indiquer du vivant de quel sénéchal le compte a été rendu, puis cette mention même disparaît tout-à-fait ; le receveur est seul en titre dans toutes les sénéchaussées ; il en est de même pour le bailliage d'Auvergne : « de ballivia Arvernîæ, per Girardum Cauchat, receptorem ibidem » ; et enfin le receveur, devenu agent du roi, perçoit à lui seul

(1) Borrelli de Serres. *Op. cit.*, page 224. Molinier. Même note, page 39.

(2) Molinier. *Hist. gén. Lang.*, tome VII, page 500.

les revenus de plusieurs circonscriptions dépendant de sénéchaux différents (1).

D'autre part, certaines provinces acquises par la royauté, avaient déjà un receveur en titre ; il y avait par exemple dans le Ponthieu, la Navarre et la Champagne (2) des receveurs qui furent conservés sans modifications, la royauté ayant l'habitude de changer le moins possible la forme des administrations auxquelles étaient accoutumés ses nouveaux vassaux.

Lorsque l'institution lui paraissait bonne, lorsqu'elle satisfaisait des besoins qui se faisaient également sentir dans ses domaines, la royauté ne se contentait pas de la conserver aux nouveaux annexés, elle l'appliquait aux anciens. Or les baillis ne pouvaient, pas plus que les sénéchaux, accomplir toute la besogne et, à la fin du siècle, les receveurs vont apparaître dans le Nord, un peu plus tard que dans le Midi. Il y avait nécessairement dans différentes localités, un certain nombre de receveurs particuliers, nommés et révoqués par le bailli et qui versaient entre ses mains le produit de leurs recettes ; en outre, il avait un clerc de son choix, auquel il déléguait à l'occasion la partie financière de ses fonctions (3). Une évolution identique à celle qui avait eu lieu dans le Midi, se produisait. Dès 1285,

(1) Borrelli de Serres. *Loc. cit.* Delisle. Templiers, page 55. École des chartes 1884, p. 268.

(2) De redditibus senescallie Pontivi per Jacobum Mayngot, receptorem ibidem. E. C. *cit.*, page 243. Delisle. *Op.cit.*, page 136. Boutarie. *Philippe le Bel*, page 327. Adde les citations de manuscrit dans Borrelli, *loc. cit.*

(3) Glasson. *Histoire du droit et des institutions de la France*, tome VI, page

Roger de Mantes est qualifié receveur des rentes et deniers du Roi au Châtelet de Paris et en 1292, il compte sous le titre : Rogerus de Medunta, receptor ibi (1); en 1295, on voit un receveur à Sens (2); en 1296, à Bourges, Gisors, Rouen (3); la même année, Brussel en indique à Orléans et à Amiens (4), et en 1297 et 1298 à Senlis et dans le Vermandois. Mais à Paris seulement, le receveur est nommé et considéré comme l'agent responsable.

Ainsi on voit qu'au début du ^{xiv}^e siècle, il n'y avait rien d'achevé; surtout, il n'y avait pas de réforme établie d'après un plan général préconçu; les baillis sentaient le besoin pour assurer le service d'avoir sous leurs ordres des officiers chargés de faire rentrer les fonds; la royauté comprend qu'il y a intérêt pour elle à correspondre directement avec eux, pour simplifier l'administration, et elle y emploie tous ses efforts. Elle commence par les multiplier, en les laissant dans un rang subalterne; ce sont encore les baillis qui sont responsables et qui comptent; au besoin même, on les charge spécialement de faire la recette dans leur province, comme il arrive pour ceux de Normandie (5). L'ordonnance de 1319 ne prend pas de décision formelle; sans doute, elle suppose bien l'existence des receveurs, puisque l'article 6 dispose que « tous baillis, seneschaulx et autres manières de receveurs viendront

(1) Borrelli. *Loc. cit.* H. F. XXII, page 761; texte et note 14.

(2) Pro denariis traditis per Theobaldum armigerum, receptorem ibidem. E. G. 1884, page 254.

(3) E. G. 1884, pages 247 et 268. Borrelli. *Op. cit.* page 222, note 4.

(4) Brussel. *Op. cit.*, tome 1, pages 476-477.

(5) Ordonnances de 1309. Isambert, tome 3, page 6.

chacun an aux termes anciennement accoustumés, sans faulte », et l'article 13 parle de versements faits aux receveurs « aux lieux où ils seront establys », mais ces textes mettent sur le même pied les baillis et sénéchaux « des lieux où les receptes de leurs seneschaucies et baillies leur appartiendraient » (1).

Dans cette situation, un règlement général pourra intervenir sans choquer personne ; c'est ce que fit l'ordonnance de janvier 1319, relative au règlement de la Chambre des Comptes, dont l'article 14 défend que « nuls, ne baillly ne seneschal, ne aultre officier du Roy ne reçoive riens, fors que les receveurs à ce établis (2) » ; l'ordonnance du mois de mars suivant (3) ordonne aux baillis de remettre « au receveur sans nul délai tous les exploits qu'ils aront fez en leur assise et dehors leur assise », et l'article 15 indique que leurs gages leur seront payés par le receveur. Toute l'évolution trouve son dernier terme dans l'édit du 27 mai 1320 (4) qui règle les fonctions des receveurs du royaume : ils verseront au Trésor l'argent reçu sans faire de change (article 5) ; ils ne se serviront sous aucun prétexte des deniers du roi [6] ; ils garderont le secret sur le jour de l'envoi et sur le total de la somme [9] et ne donneront à personne de renseignements sur l'état de « leurs recettes [13] » ; enfin ils rendront leurs comptes « à point et à l'heure selon l'ordenance qui leur est ou sera baillée de la Chambre de nos Comptes » [7].

(1) Isambert. *Id.* pages 471 et 473.

(2) Isambert. *Id.* page 236.

(3) Isambert. *Id.* page 241.

(4) Isambert. *Id.* pages 242-245.

A la vérité, il semblerait que cette réforme, quoique mûrie par les événements, préparée par les circonstances antérieures, n'eût pas de conséquences durables, s'il en fallait croire l'article 27 d'un édit rendu par Philippe le Long en novembre 1323, d'après lequel « tous baillis du royaume de France, excepté le bailli d'Auvergne, feront les receptes de leurs baillies et en compteront aux termes accoustumez ; et n'y aura aussi receveur, excepté le receveur de Paris » (1). Mais cette ordonnance n'eût pas de résultats ; tous les actes du règne de Philippe VI de Valois nous montrent l'institution des receveurs florissante : il arrivait même que ces officiers fussent punis sévèrement (2).

D'ailleurs, il ne faudrait pas croire que les receveurs succédassent exactement aux baillis ; sans doute l'ordonnance de 1320 leur reconnaît bien, en même temps que des fonctions de comptable, un rôle d'administrateur, puisqu'elle les charge du soin d'affermir les biens et les revenus de la couronne, d'entretenir les maisons du roi et au besoin d'établir sur un ordre de nouveaux édifices, et de garder « diligemment » les droits du roi « chacun en sa receverie » (articles 1, 2, 4, 10 et 16). Mais les baillis auxquels succédaient les receveurs n'avaient déjà plus autant de pouvoirs que les grands baillis du ^{xiii}e siècle.

En effet, depuis longtemps, et cela se serait même passé dès le début du ^{xiii}e siècle, on nommait des comptables

(1) Isambert, tome III, pages 310-313.

(2) Ordonnances du 1^{er} juin 1333 et du 9 décembre 1333. Isambert, tome IV, pages 341 et 423.

spéciaux pour les dépenses de guerre (1). D'autre part, et ceci surtout est important, l'administration des eaux et forêts leur avait été enlevée. En Normandie d'abord, le personnel était hiérarchisé avant même la conquête, puisque Philippe-Auguste adressait un mandement *omnibus forest oriis suis* (2). En France, un rudiment d'organisation apparaît sous Philippe III ; sans doute les forestiers dépendent encore des baillis, cependant le roi les nomme parfois directement et leur adresse des instructions en certains cas (3). Sous Philippe le Bel, l'organisation se précise et s'établit vraiment ; un service complet nous apparaît à la tête duquel se trouvaient les maîtres des eaux et forêts, ayant sous leurs ordres des agents appelés verdiers ou gruiers et dans un rang tout à fait inférieur, les sergents ou gardes : ce service était organisé à peu près vers 1290, puisqu'une ordonnance que les uns placent en 1291, d'autres en 1292, et qui porte sur la pêche des rivières, est adressée aux maîtres des eaux et forêts (4). Le 11 juillet 1333, les rivières étaient replacées sous l'autorité des baillis et des sénéchaux (5), mais elles leur étaient définitivement retirées et rendues aux maîtres des eaux et forêts en 1346 (6). (Art. 31).

(1) Borrelli de Serres., *op. cit.*, pages 223, texte et note 4.

(2) Borrelli de Serres., *loc. cit.* ; texte et note 5.

(3) Langlois. *Philippe III*. Pièces justificatives. Mandements N^{os} 57-15-55-56.

(4) Isambert, tome II, page 691, 1292., F. C. 1291.

(5) Isambert, tome 4, page 413, et 1346, id. 527.

(6) Voir sur l'ensemble de la question, Vuitry, *Nouvelles Etudes*, tome I, page 69. Glasson, *op. cit.*, tome VI, page 91. Sur la nomination d'un maître des ports et passages, fonctionnaire correspon-

CHAPITRE II

PERTE DES ATTRIBUTIONS JUDICIAIRES

Les baillis eurent toujours sous leurs ordres un certain nombre d'officiers judiciaires : ils étaient les supérieurs et en même temps les surveillants des sergents, des prévôts et des bayles (1) ; leur action n'était d'ailleurs pas toujours efficace ; au Midi comme au Nord, la multiplication des gens de justice faisait souffrir aux populations des maux incalculables. Dans le Midi, les enquêtes qui furent faites sur l'ordre de saint Louis, et qui sont toutes au long dans le livre des Enquêteurs de dom Vaissète, nous révèlent la présence d'une « multitude effrénée » de sergents, et les juges, bayles, notaires et autres officiers inspiraient aux habitants une si grande crainte qu'ils n'osaient pas se plaindre, ou s'ils essayaient de le faire, on les en empêchait au moment des assises. Dans le Nord, les abus étaient aussi criants (2). Pour remédier à ces abus, les sergents et autres officiers furent nommés en pleine assise, et à la fin de chacune d'elles, les baillis et

dant à ce qu'est aujourd'hui un directeur des douanes, et enlevant par conséquent aux baillis la surveillance des frontières, voir Boutaric. *Philippe le Bel*, page 229. Glasson, *loc. cit.*

(1) Boutaric. *Philippe le Bel*, page 189.

(2) Langlois. *Philippe III*, pages 329-334.

sénéchaux devaient réserver certains jours à l'audition des plaintes formulées contre eux (1). Alfonse de Poitiers avait même organisé dans ses domaines une surveillance par les administrés eux-mêmes ; dans chaque baylie, « quidam bonus et fidelis » devait avertir le sénéchal des excès dont le bayle se rendait coupable ; mais cette institution qu'on a rapprochée des commissions de bourgeois constituées par Philippe-Auguste auprès des baillis pour contrôler leur gestion en l'absence du roi, manquait de force, parce qu'elle n'avait aucun caractère collectif ; elle eut peu d'importance et disparut de bonne heure (2).

A côté de ces fonctionnaires inférieurs, les bailliages et sénéchaussées comprirent d'autres fonctionnaires, beaucoup plus intéressants, parce que dans la suite des temps, ils amenèrent la réduction des baillis à un rôle judiciaire purement théorique. Il était admis sans difficulté au Moyen Age que le *judex ordinarius* pouvait déléguer son droit de justice ; les légistes et les canonistes l'admettaient également, en se basant sur les lois romaines, qui permettaient la délégation de la juridiction d'un fonctionnaire à un autre. « Lis baillis, dit le livre de Justice et de Plet, pot bailler sa juridiction à autre, ou mander ; mèsli autres ne la peut baller à autre ou envoyer » (3). En effet, le lieutenant aussi désigné n'était qu'un mandataire (4) ; il n'avait aucun droit personnel à administrer la justice ;

(1) Langlois. *op. cit.* pièces justificatives ; n° XI ; ordonnance du 7 janvier 1278 (classé Viollet 1283), article 28.

(2) Boutaric. *Alfonse de Poitiers*, page 151.

(3) I. 49. § 8.

(4) Faber. *Ad instituta*. II. 7, 11, n° 13.

sa situation était aux mains du bailli, qui l'avait institué pour se décharger sur lui d'un fardeau trop lourd ; lui seul avait la juridiction, qu'il tenait du roi et qu'il déléguait dans la mesure et pour le temps où cela lui plaisait ; les lieutenants n'avaient pas un caractère officiel et permanent ; ils n'étaient pas responsables envers le roi avec qui ils n'étaient pas en rapports. L'habitude d'en nommer était d'ailleurs courante dans la seconde moitié du ^{xiii}^e siècle ; on comprend facilement qu'avec l'accroissement perpétuel de leur compétence, grâce au développement de l'appel, de la prévention et des cas royaux, les baillis aient eu besoin de remplaçants d'une façon à peu près constante. La royauté connaît l'existence des lieutenants et s'en préoccupe dès la grande ordonnance de 1254 : il ne faut pas en effet laisser les populations, auxquelles ils rendent la justice, sans aucune garantie, aussi l'article 10 soumet leur nomination à la condition du serment (1).

C'est dans le midi que la situation des sénéchaux fut le plus tôt ébranlée, ces officiers étaient surtout des hommes d'épée, de haute noblesse ; quelques-uns d'entre eux comme Eustache de Beaumarchais, par exemple, ont laissé une certaine réputation militaire ; ils avaient une tendance normale à abandonner à d'autres les fonctions judiciaires. A la fin du ^{xiii}^e siècle, la cour des ayeux fonctionnait régulièrement à Toulouse ; et le sénéchal ne rendait la justice qu'assisté d'un juge mage, nommé par le roi, sorte de lieutenant de robe longue, gradué en droit ; il connaissait des causes relevant du sénéchal, même en l'absence

(1) Isambert. Tome I, page 268.

de ce dernier. Mais d'ailleurs, les prescriptions qui recommandaient le séjour dans la province administrée devaient être obéies par les sénéchaux, qui étaient également tenus en personne d'assister aux assises ambulatoires et de juger eux-mêmes certaines causes, par exemple celles qui intéressaient le fisc (1).

Dans le Nord également, la situation des lieutenants de bailliage se consolida peu à peu ; comme ils rendaient la justice d'une façon de plus en plus régulière, la royauté intervint de plus en plus pour régulariser et affermir leur rôle en le développant. Une ordonnance du 5 février 1388, permet aux baillis et sénéchaux d'avoir des lieutenants « bons et souffisans, au meindre nombre qu'ils se pourront passer », mais elle ajoute que le remplacement ne doit avoir lieu qu'en cas de nécessité (2). La grande ordonnance Cabochienne du 25 mai 1413, dont les réformes n'ont d'ailleurs qu'une importance théorique, puisqu'elle ne fut pas appliquée, ordonne que leur désignation soit faite « par élection de nos avocats, procureurs et conseillers et autres saiges fréquentant le siège », et répète l'incompatibilité avec les fonctions de maires, échevins, consuls, ou membres du conseil des villes (3). En 1453, la présence des lieutenants est désormais une institution reconnue, régulière, normale ; il n'est plus besoin de parler de nécessité pour qu'ils remplacent le bailli ; sans doute, ils continuent à être nommés sans l'intervention

(1) Boutaric. *Philippe le Bel*, pages 187-188. Ordonnance de 1312, le 11 août.

(2) Isambert. Tome VI, page 645.

(3) Id. Tome VII, page 337.

directe du pouvoir royal, mais leurs gages ne sont plus arbitrairement fixés, ils sont taxés et payés par les receveurs royaux (1). L'ordonnance de 1493 défend dans son article 74 de créer plus d'un lieutenant-général et d'un lieutenant particulier par siège, « sans en commettre plusieurs, ainsi qu'il a esté fait par cy-devant, dont plusieurs inconvénients et maux sont advenus » (2). Enfin en 1498, l'évolution arrive à son terme final : l'ordonnance rappelle que les gages des lieutenants sont pris sur ceux des baillis, qui ne peuvent les destituer, et n'ont que le droit en cas de nécessité de s'adresser au Parlement ou au Conseil du Roi [47], ils doivent être docteurs ou au moins licenciés [48] et leurs gages seront de la quarte de ceux des baillis et sénéchaux, même si ceux-ci sont résidents (3).

On peut ainsi se rendre facilement compte du procédé qu'employèrent les rois pour enlever aux baillis le pouvoir judiciaire ; ils se bornèrent à reconnaître un droit que ces officiers réclamaient : celui d'avoir un lieutenant auprès d'eux ; puis par une série de transitions lentes, ils sont allés jusqu'au bout : si ce lieutenant rend la justice, il convient, dans l'intérêt à la fois des justiciables et de la royauté, de le transformer en un fonctionnaire nommé et révoqué par le pouvoir central, et puisque l'on a un officier judiciaire qui remplit bien son rôle, à quoi bon conserver au bailli le droit de trancher les procès ? Et en effet, on le lui retire, on lui dénie officiellement la faculté « de s'entremettre à juger en juridiction conten-

(1) Id. Tome IX, page 239.

(2) Id. Tome XI, page 239.

(3) Isambert. Tome XI, pages 346-347.

tiéuse avec connaissance de cause, ainsi fut dit contre du Vandel, bailli de Saint-Pierre-le-Moustier en robe courte, es grands jours de Moulins, le 20 octobre de l'an 1550, ainsi la connaissance appartient à leurs lieutenants qui doivent estre de robe longue et gradués en droit (1) ». L'article 266 de l'ordonnance de Blois (mai 1579) permet aux baillis et sénéchaux d'assister aux jugements, « sans néanmoins y avoir voix, ni opinion délibérative, ni pour ce prétendre aucun émolument (2) ».

Après avoir vu le bailli évincé peu à peu du prétoire par ses lieutenants, il convient d'examiner un peu quels étaient ces lieutenants. Au début, le bailli en avait un, qui le remplaçait dans les causes ordinaires, il lui était toujours loisible de s'adjoindre un délégué de son choix dans un cas particulier. La royauté en 1493 institua deux lieutenants, l'un général, l'autre qualifié particulier et destiné à le suppléer au besoin ; le lieutenant criminel fut créé en 1522 (3) : il existait déjà dans certains sièges, à Paris par exemple, mais cette ordonnance eut pour effet d'universaliser la pratique.

Le lieutenant général était un magistrat de robe longue, qui présidait à l'audience ou à la chambre du conseil en l'absence du bailli, et qui devait avoir trente ans accomplis ; il était reçu au Parlement, et sa haute situation lui permettait d'accomplir divers actes de juridiction gracieuse comme des nominations de tuteurs et de curateurs, et même de juridiction contentieuse, comme l'élargissement

(1) Guy Coquille. *Histoire du Nivernais*. I, 396.

(2) Isambert. Tome XIV, page 440.

(3) Id. Tome XII, page 198.

des prisonniers pour dettes, les main-levées de saisies mobilières et d'une manière générale tous ceux qui sont exigés parce qu'il y a péril en la demeure.

Après lui venait le lieutenant criminel ; depuis le mois de mai 1522, les lettres de dispenses que s'étaient déjà fait donner des lieutenants généraux pour remplir cette nouvelle fonction furent supprimées : et il y eut dès lors un officier bien distinct. Toutes les causes lui sont apportées, mais il remet les procès civils au juge compétent, et on lui remet en retour les causes civiles dans lesquelles survient un jugement extraordinaire et où un incident criminel est né.

Enfin le lieutenant particulier présidait au civil en l'absence du lieutenant général et au criminel en l'absence de l'assesseur criminel, tant à l'audience qu'en la chambre du conseil (1).

Des modifications s'étaient également introduites dans le personnel du tribunal : Beaumanoir indiquait que le bailli était assisté de « sages hommes ». Dans le courant des ^{xiii}e et ^{xiv}e siècles, on les choisissait parmi les praticiens les plus renommés, c'est-à-dire parmi les avocats et procureurs et il est remarquable que, si c'était une obligation pour eux de siéger, c'était aussi un droit, et ils se pouvaient se plaindre de n'être jamais appelés comme d'une injure. Imbert (2) cite l'exemple d'un vieil avocat d'Orléans qui se plaignit de ne faire jamais partie du Tribunal, et à qui le Parlement donna raison ; mais la

(1) Voir Guyot. *Répertoire*, aux mots concernant ces divers officiers.

(2) *Practique*, page 344. Esmein, Sirey, 86, 1, 267.

démarcation se fit peu à peu entre le barreau et les juges, et l'ont vit apparaître sous François I^{er} des conseillers en titre d'office; le tribunal était dès lors complet, sans les avocats, qui n'y siégèrent plus qu'occasionnellement et d'une façon exceptionnelle.

D'autre part, les baillis du xiii^e siècle représentaient le roi, et l'on voit à toutes les pages des *Olim* : « *ballivo contra pro nobis dicente* » : dans les causes de sa circonscription qui venaient à la connaissance de la *Curia*, c'était le bailli qui se présentait pour défendre les intérêts du roi. Mais à la fin du xiii^e siècle, on voit apparaître des procureurs royaux (1) : ils sont au nombre de 4 en Champagne et résident à Troyes, Meaux, Vitry et Chaumont (2) ; l'ordonnance du 23 mars 1303 (3) leur impose un serment semblable à celui des baillis et sénéchaux et il semble bien que l'ordonnance du 18 juillet 1318 (4), qui théoriquement ne les laissait subsister que dans les pays de droit écrit ne fut pas réalisée, car on les voit cités à tout moment dans les actes du Parlement (5). Après avoir été laissée aux baillis et sénéchaux, leur nomination fut faite par le Parlement (6).

L'importance de la transformation qui s'est opérée depuis le temps de Philippe-Auguste jusqu'au temps des Valois, apparaît ainsi d'une façon éclatante; du bailli, juge unique, assisté d'un certain nombre d'assesseurs qu'il dé-

(1) Aubert. *Le Parlement de Paris*, I, pages 201 et s.

(2) Lefèvre. E. C. 1839. *Op.cit.*

(3) Isambert, tome II, page 739.

(4) Isambert, tome 3, page 171.

(5) Boutaric. Actes, n^o 4798 (1397) 5587 (1318) 5593 (1318), etc.

(6) Aubert, *op. cit.*, tome I, page 204.

signe lui-même, on est passé à l'organisation moderne du tribunal; un seul vestige des anciennes coutumes a subsisté : la tenue des assises et encore elles n'existent plus que localement. L'article 7 de l'édit du mois d'août 1552 (1) les supprimait, sauf dans le cas où leur maintien serait nécessaire « pour la correction des officiers, ou pour la conservation du domaine, ou pour quelque autre cause juste et raisonnable ». L'habitude se conserva en diverses provinces; par exemple, les lieutenants généraux de Normandie en 1586, les baillis d'Evreux en 1622, de Senlis en 1653 et 1658, de Sens et Meaux en 1668, de Nîmes en 1685, reçurent l'autorisation d'en réunir; à Lons-le-Saulnier, il ne devait pas s'en tenir plus d'une par an; dans le Parlement de Grenoble, il y en avait tous les cinq ans. Ces assises n'avaient d'ailleurs pas exactement le même caractère qu'au xiv^e siècle; elles avaient surtout pour but d'exercer une surveillance administrative sur les juges et les autres officiers, en recherchant s'ils s'acquittaient de leurs devoirs et en réformant les abus possibles; les plaintes étaient reçues et les punitions prononcées tant au moyen d'amendes que par interdictions; cependant l'article 29 de l'édit de Crémieu, permettait d'y trancher en première instance les causes en état d'être jugées et sur lesquelles assignation avait été donnée: mais les procès non terminés à l'expiration des assises devaient être renvoyés aux juges inférieurs et non pas aux assises suivantes. L'article 28 y ordonnait la lecture des édits royaux rendus dans l'intervalle des sessions et un arrêt du Parlement de

(1) Isambert. Tome 13, page 279.

Paris, rendu en 1638 pour le bailliage de Senlis, exige la présence, au moment de cette lecture, de tous juges, prévôts, sergents et huissiers royaux, dont l'absence illégale serait punie d'une amende. On sent la différence profonde qui existe entre ces assises et celles de Beaumanoir ou celles de Senlis en 1341 ; de même que les baillis ont perdu tout rôle judiciaire actif, de même les assises, qui étaient en quelque manière le signe caractéristique de leur institution, ont perdu leur importance (1).

Il ne faut pas négliger dans l'étude de la décadence des baillis, l'élément considérable que fut la création des présidiaux. Le terme même de cours présidiales était apparu assez tôt ; en effet, les bailliages et sénéchaussées correspondaient à la division romaine appelée province ; celle-ci avait à sa tête un *præses*, d'où l'assimilation, pour des gens imbus du droit romain, des baillis et des *præsides* ; toutefois, il y eut dans le Nord peu de sièges qualifiés de présidiaux, on en rencontra plus fréquemment dans le Midi (2). D'autre part, les conseillers en titre d'office avaient commencé à apparaître au début du *xvi^e* siècle ; il y en avait 4 à Bourges et dans l'Angoumois ; 6 à Poitiers et à Orléans ; Henri II pour satisfaire à de pressants besoins pécuniaires, augmenta considérablement leur nombre ; il y en eut 12 à Orléans et Poitiers, 24 à Paris, etc., et pour avantages propres à faire acheter les charges, on donnait le droit de juger en dernier ressort les causes minimales et de rendre des sentences exécutoires.

(1) Guyot. Rep. V. au mot assises.

(2) Laurain. *Essai sur les présidiaux*, pages 14-15.

toires provisoirement, nonobstant appel (1). L'édit du mois de janvier 1552 coordonna tous ces éléments ; à la vérité, il était inspiré en partie par des motifs pécuniaires, mais il se recommandait aussi par une juste préoccupation d'assurer une justice plus prompte, moins coûteuse et plus proche des plaideurs (2). Toutefois le Parlement, défenseur des vieilles coutumes, ne voyant que des motifs pécuniaires à l'ordonnance, ne l'enregistra qu'après bien des difficultés (3). Un certain nombre de bailliages et de sénéchaussées reçurent le titre de sièges présidiaux, accordé aussi à d'autres sièges moindres, ils acquirent ainsi le droit de juger en dernier ressort jusqu'à 250 livres de principal ou 10 de rente, et à charge d'appel jusqu'à 500 livres de principal ou 20 livres de rente. Les bailliages n'étaient plus désormais dépendants des seuls Parlements ; car dans la mesure de leur compétence, les sièges présidiaux connaissaient de l'appel des sentences des bailliages de la région qui était dévolue à chacun d'eux. C'est une question de savoir si les tribunaux de bailliages et présidiaux se confondaient dès le début (4). En tous cas, ils se confondirent sûrement depuis les ordonnances de Moulins et d'Orléans ; les juges des deux sièges ne formaient plus qu'une seule compagnie, et d'ailleurs le présidial était établi dans un chef-lieu de bailliage ou sénéchaussée et lorsqu'il l'était dans une autre ville, sa présence l'élevait à la hauteur d'un

(1) Laurain. *op. cit.*, pages 18-19.

(2) *Id.*, page 19 : Everat. Thèse.

(3) Voir la lutte dans Laurain, pages 20-30.

(4) Laurain défend l'affirmative et Everat la négative.

bailliage en chef. C'était toujours au bailli qu'appartenait la présidence honorifique du présidial : sa suprématie n'était pas toujours acceptée sans difficulté ; ainsi en 1554, les officiers du présidial de Carcassonne n'admirent la présence du sénéchal Philippe de Lévis dans la Chambre du Conseil qu'après en avoir reçu l'ordre par lettres patentes (1). Nous ne suivrons pas les présidiaux dans l'étude de leur histoire, nous n'avons à nous en occuper que pour montrer comment ils réduisirent la juridiction du bailliage à un rôle inférieur à celui qu'elle avait eu dans les siècles précédents, ils s'interposèrent désormais entre elle et le parlement (2).

La division du territoire en bailliages n'en persiste pas moins durant tout l'ancien régime, elle fut le principe de la réforme de Louis XVI, lorsque parurent les édits de 1788, dont l'un supprimait les bailliages et sénéchaussées ordinaires et les remplaçait par des circonscriptions nouvelles appelées « grands bailliages » qui devaient juger en dernier ressort jusqu'à 20.000 livres, évitant ainsi le recours aux Parlements (3). Mais ces édits furent retirés presque au moment où ils avaient été rendus, par un arrêt du conseil du 8 août, et ce fut la révolution qui fit disparaître à la fois les baillis et les bailliages qui ne se trouvaient plus à leur place dans l'organisation nouvelle de la France, Le titre XIV de la loi sur l'organisation judiciaire por-

(1) Laurain, *op. cit.*, page 54-55.

(2) On trouvera tous les renseignements désirables dans Laurain, et *op. cit.*, et dans Jousse ; *Traité de la juridiction des présidiaux* Paris, 1767.

(3) Isambert, tome XXVIII, pages 535 et s.

fait en son article 14 : « Au moyen de la nouvelle institution et organisation des tribunaux pour le service de la juridiction ordinaire, tous ceux actuellement existant sous les titres de vigueries, châtellenies, prévôtés, vicomtés, sénéchaussées, bailliages, châtelets, présidiaux, conseil provincial d'Artois, conseils supérieurs et Parlements, et généralement tous les tribunaux d'ancienne création, sous quelque titre et dénomination que ce soit demeureront supprimés » (1).

(1) Collection des décrets de l'Assemblée Nationale, 6 et septembre 1790, page 393.

CHAPITRE III

SITUATION DES BAILLIS A LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE

A aucune époque, le titre de bailli n'a été plus fréquemment appliqué qu'au xvm^e siècle, et n'a représenté plus de fonctions différentes ; il semble que le terme qui désignait l'institution ait repris le vague et indéterminé sens qu'il avait au xii^e siècle. On trouvait dans les pairies des officiers appelés baillis, qui étaient de robe longue et dont les appels ressortissaient immédiatement au Parlement. Dans beaucoup de comtés et de marquisats, il y avait des baillis qui ne différaient en rien, si ce n'est par le nom, des juges seigneuriaux ordinaires, car ils avaient la même compétence et leurs sentences étaient révisées par le tribunal de leur bailliage. Le Bailli du Palais avait le même rang que les grands baillis et dépendait directement du Parlement, mais son ressort ne comprenait que les salles, les galeries et les cours du Palais, où il avait d'ailleurs compétence tant en matière criminelle qu'en matière civile. Le grand Bailli de Hainaut était en cas d'absence suppléé par un magistrat qu'on appelait le Bailli Portatif, parce qu'il n'existait pas d'une façon permanente et que sa mission était de se transporter aux plaids ; ce lieutenant devait être d'ancienne noblesse. Enfin les seigneurs nommaient

des baillis pour administrer la justice sur leurs terres : suivant Guyot, ce droit était réservé aux seigneurs qui avaient le droit de ressort (1) ; dans certaines coutumes, les simples haut-justiciers et dans celles de Hainaut même les moyens justiciers pouvaient user de cette faculté (2). Mais ces véritables successeurs des grands baillis du ^{xiii}^e siècle étaient ceux qu'on appelait alors d'épée et nous allons préciser leur situation.

Tout d'abord, ils devaient appartenir à la noblesse. Dans les cahiers des États-Généraux, on voit que les nobles n'ont pas cessé de réclamer pour eux le privilège de cette fonction : cela se passa ainsi par exemple aux États d'Orléans en 1560, où le Tiers État admit que leur élection se fit sur une liste de trois candidats choisis parmi les nobles de la province, assemblés devant le juge royal des lieux (3). Les ordonnances avaient consacré ces prétentions ; l'article 263 de celle de Blois « voulait expressément qu'ils fussent nobles de nom et d'armes, et qu'ils eussent servi dans les troupes de Sa Majesté, en qualité d'officiers, de sorte que si l'on s'en tenait rigoureusement à ces ordonnances, les simples anoblis ni leurs descendants ne seraient propres à posséder ces sortes d'offices ; il faudrait qu'on fût d'une noblesse dont on ne connût point l'origine, ou qui remontât au delà du règne de Philippe le Bel, sous lequel les anoblissements ont commencé » (4).

(1) Loyseau. Des seigneuries, chapitre 8, n° 43.

(2) Guyot. *op. cit.*, Aux mots Bailli, Bailli du Palais, Bailli portatif, Bailli seigneurial.

(3) Picot. *États généraux*, tome II, page 122. De même II, 145-208-319.

(4) Guyot. au mot Bailli : Des qualités requises dans les baillis.

En 1759, un arrêt du conseil exigea que ces anciennes ordonnances fussent obéies et que les provisions pour l'office de bailli ou de sénéchal ne fussent scellées que sur l'agrément d'un des secrétaires d'État. L'âge exigé pour la nomination était de 30 ans, mais ce n'était plus un âge de rigueur, puisque la charge était devenue tout honorifique. La réception avait lieu dans la Grande Chambre du Parlement, où était prêté le serment d'usage, puis ils étaient installés dans leurs sièges.

On leur imposait certaines conditions de résidence dans leur circonscription : depuis 1254, ces prescriptions se trouvent dans toutes les ordonnances, en 1388, en 1413, en 1493, 1498, 1579, (1) etc., et presque dans les mêmes termes.

Mais une fois installés dans leurs sièges, les baillis n'avaient plus que bien peu de chose à faire. Sans doute, les charges militaires leur étaient restées ; mais le gouvernement des places fortes ne leur appartenait plus depuis bien longtemps. On voit à la fin du xiii^e siècle des capitaines ou des gouverneurs pour le roi en Picardie, Champagne et Bourgogne, et en 1362, Philippe de Valois leur défendit de prendre le titre de gouverneurs des provinces (1) ; depuis lors, il y eut des gouverneurs de place, à côté des gouverneurs généraux (2). Toutefois s'il s'agissait d'une opération concernant la garde, la protection et les fortifications d'une ville, c'était encore aux baillis qu'il appartenait d'y pourvoir, mais en demandant l'avis du lieutenant général,

(1) Ces ordonnances ont toutes été citées déjà.

(2) Guyot, *op. cit.*, au mot gouverneur.

des avocats et du procureur du roi, et même celui des échevins, s'il le fallait (1). Il ne restait aux baillis et sénéchaux que la levée du ban et de l'arrière-ban : et, en effet, l'ordonnance du 23 mai 1545 en ordonne la convocation au chef-lieu de chaque bailliage ou sénéchaussée : les nobles sont menés en corps par le bailli, qui dresse le rôle des montres et le signe ainsi d'ailleurs que les capitaines. C'est au bailli d'examiner le rôle des nobles présents, pour considérer la valeur des fiefs et le nombre des hommes dûs par chaque particulier ; au cas d'empêchement, dit l'article 314 de l'ordonnance de 1579, les nobles éliront un chef. Des lettres patentes datées du 30 juillet 1665, des 17 janvier et 14 mai 1639, du 11 août 1674, etc., leur ordonnent de réunir le ban et l'arrière-ban (2). Cette fonction était considérable au Moyen Âge, alors que le service militaire était conçu suivant les théories féodales ; mais avec le système des temps modernes, avec l'introduction des armées permanentes, il n'y avait plus dans ce rôle qu'une prérogative honorifique, sans importance pratique, et d'ailleurs je ne connais pas de convocation du ban et de l'arrière-ban postérieure à celle de 1674, qui donna de si mauvais résultats qu'on ne la renouvela pas.

La survivance d'attributions militaires avait entraîné pour les baillis la perpétuation d'une très ancienne obligation : celle de prêter main-forte au besoin, pour assurer l'exécution des sentences rendues par leurs lieutenants : l'article 266 de l'ordonnance de Blois (1579) leur impo-

(1) Guyot, *op. cit.*, Bailli : Prérogatives des baillis.

(2) La Roque. *Traité du ban et de l'arrière-ban*. Guyot, au mot ban.

sait « en faisant leurs chevauchées d'avoir l'œil et tenir la main-forte à la justice ». Quant à l'administration de la justice, ils en étaient totalement évincés et Guyot, à l'entrée d'un chapitre sur leur compétence, ajoute « ou pour mieux dire, celle des officiers d'un bailliage ou d'une sénéchaussée ». Mais il leur restait tout un ensemble de prérogatives ; ils avaient le droit d'assister à toutes les audiences et à toutes les séances de la chambre du Conseil, tant au bailliage qu'au présidial ; ils tenaient la présidence, mais n'avaient ni voix délibérative, ni part aux épices. Les jugements du bailliage étaient intitulés en leur nom : les assistants leur parlaient au singulier et au moment de prononcer sur une demande, l'officier qui prenait la parole déclarait : « Monsieur le Bailli mande et ordonne... » Un costume spécial leur avait été assigné par un édit de février 1705 : ils ne pouvaient siéger qu'avec un habit et manteau noir avec le collet et l'épée ; et les huissiers allaient les chercher au bas de l'escalier intérieur et les reconduisaient jusque-là. On n'aurait pu manquer à rendre ces honneurs sans commettre une espèce d'injure, et il semble que les baillis étaient assez pointilleux. puisqu'ils s'adressaient au Parlement quand une des prérogatives qu'ils réclamaient, était contestée (1).

(1) Guyot, *op. cit.*, prérogatives des baillis.

CONCLUSION

Quelque rapide qu'ait été cette étude, il semble qu'on puisse en tirer plus d'un enseignement utile : à suivre l'évolution d'une institution, on perd bien des préjugés et bien des idées préconçues. C'est pour le Moyen-Age que l'institution donne des indications, puisque c'est alors qu'elle brilla de tout son éclat ; à lire les mandements des rois, les arrêts de la *Curia*, les comptes des baillis, on pénètre dans la société de cette époque, on fait en quelque manière connaissance avec ceux qui la composaient, on retrouve une partie de leurs habitudes, de leurs attitudes familières et on croit les apercevoir dans un lointain qui fait un peu vagues leurs physionomies et les noie d'ombre, empêchant ainsi d'en préciser le dessin et les rendant semblables à celles des ancêtres qu'on a vus très vieux, alors qu'on était tout petit. On sait mieux après ces recherches ce qu'étaient alors les rois, leur entourage et leurs fonctionnaires ; on perd la tendance qu'on avait de vouloir hiérarchiser et uniformiser à la moderne l'administration féodale ; on se défait un peu de l'habitude d'apprécier en bloc ; on commence à mieux juger de l'importance de chaque détail. Mais surtout on voit combien peu se fait sentir l'influence d'un homme ou d'une génération dans la transformation des

institutions ; sous la pression des idées et des besoins nouveaux, la révolution s'accomplit et les transitions sont nombreuses et si douces qu'on ne les sent point. Quel seigneur avait pensé que les assises du bailli feraient disparaître les siennes ? Quel bailli avait prévu que le lieutenant qu'il révoquait arbitrairement le chasserait du prétoire ? Cependant il en fut ainsi ; et les ordonnances et la Révolution ne firent que consacrer en droit, avec plus ou moins d'énergie, ce que les esprits des hommes admettaient depuis longtemps en fait. Le rôle de la loi ne serait-il donc qu'un rôle de constatation et assistons-nous en spectateurs à l'achèvement nécessaire des révolutions que nos pères ont préparées involontairement ? Il serait sans doute exagéré de le dire ; mais il faut bien convenir que nous nous attribuons plus d'importance que nous n'en avons et qu'il faut bien du temps et bien des efforts pour que se produisent des résultats le plus souvent imprévus de ceux qui en furent les victimes et pas toujours compris par ceux qui en bénéficient.

Une autre pensée, plus haute peut-être et plus consolante à coup sûr, se dégage de ces études. On sent très clairement, lorsqu'on les a achevées, qu'il existe une vie de l'humanité, non point composée de la somme des vies individuelles, mais réellement particulière, et qui marche par des chemins où les volontés des individus répugnent souvent à s'engager, vers un but dont nous ne savons rien, sinon qu'il est. Et même ce sentiment assez obscur est relativement nouveau en tant que conscient ; au Moyen-Age, il s'ignorait lui-même ; on trouve aujourd'hui pour expliquer

les Croisades bien des causes qui eussent paru étranges aux hommes de ce temps, et parmi les résultats qu'on leur attribue, la plupart n'ont pas été compris, pas même devinés. Cette inconscience explique et justifie les tâtonnements, des lenteurs dans la marche en avant, et tend à faire croire au « progrès en spirale » de Goethe. Mais il est permis de supposer qu'à mesure que l'humanité se connaîtra mieux, elle parviendra à régler sa marche, après avoir découvert les principes qui la régissent ; ainsi seront évitées les dépenses d'efforts et de temps inutiles et souvent considérables : nous voyons que dès maintenant les peuples qui entrent dans la civilisation, comme ceux de la péninsule des Balkans et en particulier cette admirable Grèce dont M. Lavissee a parlé avec une émotion si communicative, ont réalisé en quelques années ce qui acoûté à nos ancêtres des siècles de lutttes souvent sanglantes. Est-ce à dire que nous devons rabaisser nos devanciers ? Pas le moins du monde ; ils ont droit à exiger de nous le même respect que nous pourrons réclamer à bon droit à la postérité ; c'est parce qu'ils se sont débattus dans la nuit que nous commençons à apercevoir les issues par lesquelles entreront l'air et la lumière, et de même que ces savants modestes et laborieux, qui, n'ayant pas entrepris un travail d'ordre général, mais s'étant contentés de faire paraître des Contributions pour servir à l'étude de telle partie de la science, ont les plus justes titres à notre durable estime, de même la postérité doit remercier des services passés, même s'ils étaient involontaires et ne doit pas marchander la piété d'un souvenir reconnaissant à ces ancêtres qui n'ont hésité devant aucun sacrifice et ont

contribué par un dévouement incessant à la formation de la patrie française et par là au développement de l'humanité.

Vu par le Président de la Thèse :

ÉMILE CHÉNON.

Vu par le Doyen :

GARSONNET.

Vu et permis d'imprimer :

Le vice-recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

BIBLIOGRAPHIE

A. SOURCES

- Beaumanoir.** Coutumes de Beauvoisis, édition Beugnot. Paris, 1842, 2 vol.
- Beugnot.** Les *Olim*. Paris. 1839-1848. 4 vols.
- Briquet.** Enquêtes faites en Aunis par ordre d'Alfonse, comte de Poitiers. Dans *Archives historiques du Poitou*, tome 17.
- Boutaric.** Actes du Parlement de Paris. Paris, 1863-1867, 2 vol.
- Delisle.** Catalogue des actes de Philippe-Auguste. Paris, 1856, 1 vol.
- Ducange.** Glossaire. Édition Firmin-Didot. Paris, 1840.
- Dupuy.** Traité des libertés de l'Église gallicane. Tome III. Preuves. Édition Durand de Maillane. Lyon. 1771.
- Pierre de Fontaines.** Conseil à un ami. Édition Marnier. Paris, 1846, 1 vol.
- Giry.** Documents pour servir à l'histoire des relations de la royauté et des villes, de 1180 à 1314. Paris, 1885. 1 vol.
- Guérard.** Cartulaire de Saint-Bertin. Paris. 1840. 1 vol.
- Guérin.** Recueil de documents concernant le Poitou. Dans *Archives historiques du Poitou*, tomes 1, 2, 4 et 8.
- Isambert et Decruzy.** Recueil des anciennes lois françaises. Paris. 1822. 26 vol.
- Langlois.** Textes relatifs à l'histoire du Parlement. Paris, 1888. 1 vol.
- Léchaudé.** Grands Rôles. Dans *Mémoires de la société des antiquaires de Normandie*. Caen, 1846.
- Auguste Molinier.** Correspondance administrative d'Alfonse de Poitiers. Tome 1, Paris, 1894.

Notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque Nationale.
Tome XX. Paris, 1865.

Petit-Dutaillis. Catalogue des actes de Louis VIII, joint à sa thèse.

Rapetti. Le livre de justice et de prêt. Paris, 1850. 1 vol.

Recueil des historiens de la France et des Gaules. Tomes XV, XXI et XXII. Paris, 1878, 1855, 1863.

Ad. Tardif. Le Coutumier d'Artois. Paris, 1883. 1 vol.

Jules Tardif. Monuments historiques. Cartons des Rois. Paris, 1886. 1 vol.

Teulet et Laborde. Layettes du Trésor des Chartes. Paris, 1863-1875. 3 vol.

Thierry. Recueil de documents sur l'histoire du Tiers-État. Tomes 1 et 2. Paris, 1850, 1853.

Viолlet. Établissements de saint Louis. Tome 2. Paris, 1881.

Et en outre les pièces justificatives et actes de toutes sortes publiés par Aubert, Bordier, Brussel, Langlois, Molinier, etc..

B. OUVRAGES D'ENSEMBLE

Beautemps-Beaupré. Coutumes et institutions de l'Anjou et du Maine antérieurs au ^{xvii}^e siècle. Seconde partie. Recherches sur les juridictions de l'Anjou et du Maine pendant la période féodale. Paris, 1890, 1893, 1897. 4 vol.

Beugnot. Préface de l'édition de Beaumanoir.

— Préface des divers volumes des *Olim*.

Borrelli de Serres. Recherches sur divers services publics du ^{xiii}^e au ^{xviii}^e siècle. Paris, 1895. 1 vol.

Bouteiller. Somme rurale. Edition Charendas le Caron. Paris, 1631. 1 vol.

Brussel. Usage général des fiefs. Paris, 1739. 2 vols.

Chenu. Recueil de règlements notables tant généraux que particuliers. Paris, 1661. 1 vol.

Guy Coquille. Histoire du Nivernais. Opéra. Tome 1, 1661.

- Daresté de la Chavanne.** Histoire générale de l'administration française. Paris, 1848, 2 vol.
- Denissart.** Collection de décisions nouvelles. Paris, 1774, 4 vols.
- Pierre Dupuy.** Traité des libertés. Tome II. Édition citée.
- Esmein.** Précis d'histoire du droit français. Paris, 1892, 2 vols.
— Histoire de la procédure criminelle. Paris, 1882, 1 vol.
- Fustel de Coulanges.** *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} août 1871.
- Glasson.** Histoire du droit et des institutions de la France. Tomes V et VI. Paris, 1893-1895.
- Guyot.** Répertoire général de jurisprudence. Paris, 1784-1785. 17 vol.
- Laborde.** De l'institution des baillis sous saint Louis et Philippe le Bel. Positions des thèses de l'École des chartes, 1834.
- Lizet.** Pratique judiciaire. Édition Charondas le Caron. Paris, 1613, 1 vol.
- Loyseau.** Traité des seigneuries. Paris, 1608, 1 vol.
- Luchaire.** Histoire des institutions monarchiques de la France. Tome I, Paris, 1883.
— Manuel des institutions françaises. Paris, 1892, 1 vol.
- Pardessus.** Essai sur l'organisation judiciaire et l'administration de la justice depuis Hugues Capet jusqu'à Louis XI. Paris, 1851, 1 vol.
- Vuitry.** Études sur le régime financier de la France avant 1789. Paris, 1878, 1 vol.
— Nouvelles études. Paris, 1883, 2 vol.
- Warnkonig et Stein.** Französische Staats- und Rechtsgeschichte. Tome 3. Bassel, 1846.

C. MONOGRAPHIES

- Aubert.** Le Parlement de Paris. Tome I. Paris, 1886.
- Bordier.** Philippe de Rémi sire de Beaumanoir. Paris, 1893, 1 vol.
- Boutaric.** Organisation judiciaire du Languedoc. Bibliothèque de l'École des Chartes, 1855.

- Boutaric.** Saint Louis et Alphonse de Poitiers. Paris, 1870, 1 vol.
 — La France sous Philippe le Bel. Paris, 1861. 1 vol.
- Coville.** Les Cabochiens et l'ordonnance de 1418. Thèse. Lettres. Paris, 1889.
- Delisle.** Les revenus publics en Normandie. E. C. 1848-49, 1852.
 — Les baillis du Cotentin dans *Antiquaires de Normandie*. Caen, 1851.
 — Pierre de Thillay, bailli de Philippe-Auguste. E. C., 1859.
 — Mémoire sur les opérations financières des Templiers. Paris, 1889, 1 vol.
- Dognon.** Les institutions politiques et administratives du pays de Languedoc du XIII^e siècle aux guerres de religion. Thèse ; Lettres. Paris, 1896.
- Everot.** La sénéchaussée d'Auvergne et siège présidial de Riom au XVIII^e siècle. Thèse, Lettres. Clermont-Ferrand.
- Marcel Fournier.** Essai sur l'histoire de droit d'appel. Paris, 1883, 1 vol. Thèse Droit.
- Paul Fournier.** Les officialités au Moyen Age. Paris, 1881. 1 vol.
- Furgeot.** Les baillis de Mâcon, sénéchaux de Lyon. Dans *Positions de Thèse*. E. C. 1878.
- Langlois.** Philippe III. Thèse, Lettres. Paris, 1887. 1 vol.
- Lefevre.** Les finances de la Champagne au XIII^e siècle. E. C., 1859.
 — Les baillis de Brie, E. C., 1860.
- La Roque.** Traité du ban et de l'arrière-ban. Paris, 1876. 1 vol.
- Lemaire.** Antiquités d'Orléans, 1646, 1 vol.
- Laurain.** Essai sur les présidiaux. Dans *Nouvelle Revue historique de Droit*, années 1894-1895 (aussi publié à part).
- Luchaire.** Les communes françaises. Paris, 1890, 1 vol.
- Milletot.** Traité du délit commun et cas privilégié. Dijon, 1615, 1 vol.
- Auguste Molinier.** Edition Privat de l'histoire du Languedoc, de dom Devie et dom Vaissette. Tome VI à X, Toulouse, 1878-1886.
- Petit-Dutaillis.** Etude sur la vie et les actes de Louis VIII. Thèse Lettres. Paris, 1895, 1 vol.

- Picot.** Histoire des États-Généraux. Paris, 1872. 4 vols.
- Quénault.** Mémoire sur les grands baillis de Normandie. Dans *Antiquaires de Normandie*. Caen. Tome 25.
- Rathery.** Histoire des États-Généraux. Paris, 1845, 1 vol.
- De Raynal.** Histoire du Berry. Tome II, Bourges 1844.
- De Rozières.** L'assise du bailliage de Senlis. (1340-1341). N. R. H. 1891 (aussi publié à part).
- Tanon.** Histoire des Justices des anciennes églises et communautés monastiques de Paris. Paris, 1883. 1 vol.
- Thierry.** Lettres sur l'histoire de France. Paris, 1866. 1 vol.
- De Valbonnays.** Histoire du Dauphiné. Genève, 1722.
- Natalis de Wailly.** Édition de la vie de saint Louis, par Joinville. Paris, 1880, 1 vol.
- Wallon,** Saint Louis. Tours, 1878, 2 vols.
- Williston Walker.** On the increase of royal paver in France under Phelip-Augustus. Thèse Leipzig, 1888.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction.....	7

PREMIÈRE PARTIE

LES DÉBUTS DE L'INSTITUTION

CHAPITRE I. Les origines.....	11
I. Origine des baillis.....	11
II. Origine des sénéchaux.....	35
CHAPITRE II. Période intermédiaire.....	41
CHAPITRE III. Recrutement du personnel ; qualités, gages....	52

DEUXIÈME PARTIE

LES FONCTIONS DES BAILLIS

CHAPITRE I. Rôle judiciaire des baillis.....	69
Première section : Pouvoirs judiciaires des baillis ; ses assises.....	70
Deuxième section : Lutte entre les juridic- tions rivales.....	80
A. Procédés généraux.....	82
I. Lutte contre les juridictions seigneuriales en général.....	82
1 ^o Théorie de l'appel.....	82
2 ^o Théorie de la prévention.....	90
3 ^o Théorie des cas royaux.....	92
II. Lutte contre les juridictions municipales	97

B. Procédés spéciaux : Lutte contre les officialités.....	406
Troisième section : Rapports des baillis avec le Parlement.....	418
CHAPITRE II. Rôle militaire des baillis.....	430
CHAPITRE III. Rôle financier des baillis.....	437

TROISIÈME PARTIE

PÉRIODE DE DÉCADENCE

CHAPITRE I. Perte des attributions financières.....	455
CHAPITRE II. Perte des attributions judiciaires.....	462
CHAPITRE III. Situation des baillis à la fin du xviii ^e siècle...	475
Conclusion.....	480

